



ECA Multidisciplinary
Regional Advisory Group

ATELIER
"LIBERALISATION ET FINANCEMENT DES ECHANGES MAGHREBINS
AU SERVICE DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE MAGHREBINE"
(Tanger, 14 - 16 juin 1995)

RAPPORT DE MISSION

Par
M. Labidi
Conseiller Régional Principal



ATELIER
"LIBERALISATION ET FINANCEMENT DES ECHANGES MAGHREBINS
AU SERVICE DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE MAGHREBINE"
(Tanger, 14 - 16 juin 1995)

RAPPORT DE MISSION

Par
M. Labidi
Conseiller Régional Principal

ECA

330.261(063)

A8645

SOMMAIRE

	Pages
Résumé	1
I. Termes de référence et déroulement de l'atelier et de la mission	3
II. Les études préparées par les consultants et le conseiller régional	4
Annexes	12
1- Conclusions et recommandations de l'atelier	13
2- Ordre du jour	21
3- Organisation des travaux	22
4- Liste des participants	24
5- Résumé: "Libéralisation des échanges extérieurs au Maghreb, convertibilité des monnaies et financement des échanges extérieurs intermaghrébins" (par le Professeur Sid Ali Boukrami)	26
6- Résumé: "Zones de libre-échange maghrébine et euro-maghrébine" (par le Professeur M. Fathallah Oualalou)	54
7- Résumé: "Etude sur l'Egypte et les grands axes de la stratégie maghrébine commune" (par le Professeur Fadia Abd El Salam)	67
8- "Contribution à l'étude de l'impact des accords de l'Uruguay Round sur la libéralisation des échanges extérieurs intermaghrébins" (par M. Mourad Labidi, Conseiller régional principal)	92
9- Note sur "Mise en oeuvre de l'intégration économique en Afrique: Progrès accomplis" (préparée par la division ECO/TDFD)	121

RESUME

i. L'atelier de travail "Libéralisation et financement des échanges maghrébins au service de l'intégration économique maghrébine", a été organisé par la CEA à Tanger du 14 au 16 juin 1995 au siège du MULPOC de l'Afrique du Nord/CEA. L'ordre du jour et le calendrier des travaux ainsi que la liste des participants sont donnés en annexes. Cet atelier a été un succès ; les études qui y ont été présentées et ses discussions ont été considérées comme un apport substantif et fructueux aux efforts de l'UMA et des pays du Maghreb pour l'intégration économique maghrébine.

ii. L'objet de cet atelier était de discuter des résultats d'études sur l'intégration économique maghrébine: *"Libéralisation des échanges extérieurs au Maghreb, convertibilité des monnaies et financement des échanges extérieurs intermaghrébins"* (Professeur Sid Ali Boukrami); *"Zones de libre-échange maghrébine et euro-maghrébine"* (Professeur Fathallah Oualalou); *"étude sur l'Egypte et les grands axes de la stratégie maghrébine commune"* (Professeur Fadia Abd El Salam); *"Contribution à l'étude de l'impact des accords de l'Uruguay Round sur la libéralisation des échanges extérieurs intermaghrébins"* (Conseiller régional principal Mourad Labidi).

iii. L'atelier, sur la base des propositions des consultants et du conseiller régional, a présenté des conclusions et recommandations. Il a souhaité que la CEA et l'UMA les prennent en considération. Il a été en particulier demandé que:

- les travaux de l'atelier servent de base à la préparation d'un important séminaire sur l'intégration économique maghrébine à tenir en 1996;
- les études présentées soient largement diffusées (avec traduction en langue arabe).

iv. En liaison avec les recommandations de l'atelier et la nécessité de prendre en compte des demandes déjà formulées de l'UMA, il est proposé de:

- donner suite aux recommandations de l'atelier,
- d'amender les termes de référence des travaux confiés aux trois consultants concernés,
- de s'appuyer sur les aspects positifs de cet atelier pour améliorer l'organisation et la portée des prochaines réunions au sein du MULPOC

v. L'amendement des termes de référence des consultants pourrait permettre de prendre en charge rapidement les tâches suivantes:

- Inventaire des droits de douane et des impôts et taxes d'effet équivalent en faisant ressortir leur structure et leurs taux, ainsi que le volume des ressources provenant de leur collecte;
- Présentation des différentes formes de soutien directs et indirects et proposition des moyens d'y remédier en vue d'assurer une concurrence loyale entre les opérateurs économiques maghrébins;
- Présentation de la problématique du développement de l'échange des services entre les pays de l'UMA;
- Proposition des étapes nécessaires à l'harmonisation et l'unification des politiques commerciales et des politiques douanières;
- Premières propositions des mécanismes de mise en place et de fonctionnement de marchés des changes nationaux élargis aux institutions résidentes du Maghreb;
- Remise en français ou anglais et en arabe de la version finale des études;

I. TERMES DE REFERENCE ET DEROULEMENT DE L'ATELIER ET DE LA MISSION

1. L'atelier de travail "Libéralisation et financement des échanges maghrébins au service de l'intégration économique maghrébine", a été organisé par la CEA, en liaison avec l'UMA, à Tanger du 14 au 16 juin 1995 au siège du MULPOC de l'Afrique du Nord/CEA. L'ordre du jour et le calendrier des travaux ainsi que la liste des participants sont donnés en annexes.

2. L'objet de cet atelier était de discuter, dans le cadre d'un groupe restreint de travail, des résultats d'études en cours de la CEA sur l'intégration économique maghrébine et portant sur des thèmes liés à la libéralisation et au financement des échanges maghrébins: "*Libéralisation des échanges extérieurs au Maghreb, convertibilité des monnaies et financement des échanges extérieurs intermaghrébins*" (étude réalisée par le Professeur Sid Ali Boukrami) ; "*Zones de libre-échange maghrébine et euro-maghrébine*" (étude réalisée par le Professeur Fathallah Oualalou); "*étude sur l'Egypte et les grands axes de la stratégie maghrébine commune*" (étude réalisée par le Professeur Fadia Abd El Salam); "*Contribution à l'étude de l'impact des accords de l'Uruguay Round sur la libéralisation des échanges extérieurs intermaghrébins*" (étude réalisée par le Conseiller régional principal Mourad Labidi). L'atelier a eu aussi à prendre connaissance d'une note d'information sur l'expérience des autres sous-régions d'Afrique en matière d'intégration économique. Cette note, préparée par la division ECO/TDFD de la CEA, a été présentée par le Conseiller régional principal Adama Bah.

3. L'objet de la mission de Mr M. Labidi était multiple: contribuer à la finalisation de la préparation de l'atelier et à son bon déroulement après avoir assuré le travail de coordination des consultants; présenter une communication sur le thème "*étude de l'impact des accords de l'Uruguay Round sur la libéralisation des échanges extérieurs intermaghrébins*"; proposer les conclusions et recommandations de l'atelier.

4. C'est dans de bonnes conditions qu'a pu être assurée par M. Labidi la coordination du travail des consultants pour la préparation de l'atelier, ce grâce à l'appui ou la collaboration du Coordinateur du Groupe multidisciplinaire de conseillers régionaux de la CEA (MRAG), du Chef de la Division du commerce et du financement du développement (TDFD), du MULPOC de l'Afrique du Nord et du Secrétariat Général de l'Union du Maghreb Arabe. Ont été disponibles à temps pour l'atelier les quatre études préliminaires prévues, études qui ont été très appréciées. Ainsi donc les trois consultants concernés, ont réussi un travail de qualité pour des consultations dont la durée théorique n'était que de six semaines.

5. La composition obtenue du groupe de travail lui a donné une qualité technique et une représentativité satisfaisantes, conformes pour l'essentiel à ce qui était possible. Des débats importants et riches ont suivi la présentation des études. Ils ont facilité le travail de préparation des conclusions et recommandations de l'atelier. Celles-ci indiquent que l'atelier a hautement apprécié les travaux présentés.

6. Il a été souhaité que la CEA et l'UMA prennent en considération les idées, préoccupations et recommandations issues des travaux de l'atelier relatives au processus de l'intégration économique maghrébine. Il a été en particulier demandé que, comme prévu, les travaux de l'atelier servent de base à la préparation d'un important séminaire sur l'intégration économique maghrébine à tenir en 1996.

7. L'atelier a clôturé ses travaux le vendredi 16 juin à 14h.

8. A l'occasion de son passage à Rabat, M. Labidi a pris contact avec: Mr. Mohamed Amamou, Secrétaire Général de l'UMA; Mr. Mohamed Rouighi, Représentant de la FAO au Maroc.

9. Des séances de travail ont eu lieu au MULPOC de Tanger sur la préparation de prochaines missions du MRAG demandées par la Libye (comptabilité nationale, accords de l'Uruguay Round) et d'un séminaire de comptabilité nationale pour les pays d'Afrique du Nord (des points de l'ordre du jour concerneront les échanges extérieurs et le financement de l'économie).

II. LES ETUDES PREPAREES PAR LES CONSULTANTS ET LE CONSEILLER REGIONAL

10. Les résumés des quatre études sont fournis en annexes du présent rapport. Les études préliminaires diffusées lors de l'atelier sont disponibles. Les conclusions et recommandations qu'elles ont suscitées sont exposées dans les conclusions et recommandations de l'atelier données en annexes.

11. Les quatre études présentées ont été très appréciées par l'ensemble de l'atelier. Le Président de la séance de clôture a estimé qu'elles peuvent servir de référence aux travaux ultérieurs de l'UMA. Les représentants de l'UMA ont eux aussi exprimé leur satisfaction. Sur la base des discussions, les auteurs des études apporteront si nécessaire de légers amendements et mises à jour à leurs études pour en mettre au point très rapidement leur version finale. Il a été demandé que ces études soient traduites en arabe et diffusées de façon adéquate.

12. Il peut donc être considéré que les trois consultants concernés ont réalisé des travaux très utiles pour les réflexions et actions engagées pour l'intégration économique maghrébine. Chaque étude a demandé bien plus de temps et de travail que les six semaines de consultation rémunérées à chaque consultant. Chaque consultant a répondu, en fonction du temps consacré à son étude, aux termes de référence ambitieux retenus.

2.1. L'étude "Libéralisation des échanges extérieurs au Maghreb, convertibilité des monnaies et financement des échanges extérieurs intermaghrébins"

13. Le Professeur A. Boukrami a présenté l'étude "Libéralisation des échanges extérieurs au Maghreb, convertibilité des monnaies et financement des échanges extérieurs intermaghrébins". Il a fourni une vision synthétique et documentée des principaux problèmes de financement se posant au Maghreb et fait des recommandations porteuses de prolongements fructueux en matière de paiements intermaghrébins, de financement et d'assurance du commerce extérieur intermaghrébin, de financement des investissements intermaghrébins.

14. L'étude examine les perspectives de l'intégration financière maghrébine et du financement des échanges maghrébins en tenant compte des évolutions récentes (modification des cadres institutionnels, programmes d'ajustement, privatisation). Elle examine successivement les grands équilibres macro-économiques maghrébins (équilibres extérieurs, finances publiques, épargne) puis pose la problématique de la mise en place d'un système unifié de paiement et les préalables à la normalisation du financement des échanges (gestion des banques commerciales, coordination du secteur maghrébin des assurances et expansion des bourses de valeurs mobilières. Quelques questions de l'harmonisation des politiques d'investissement sont ensuite examinées (codes des investissements, avenir des banques de développement, banques off-shore, projet de banque maghrébine). Les débats se sont développés principalement autour de 5 axes proposés par le consultant Alaya en tant que modérateur : la convertibilité et la stabilité des monnaies; les structures bancaires et leur aptitude à se transformer pour mieux répondre aux besoins de développement des économies maghrébines; le maintien ou la transformation des banques de développement en banques universelles; l'approche macro-économique de l'intégration; le financement des échanges maghrébins.

15. Parmi les recommandations du consultant Boukrami, notons celles relatives à:

- la création d'un marché maghrébin des assurances pour renforcer le financement des échanges maghrébins (produits communs, réassurance...);
- la mise en place de marchés des changes nationaux élargis aux institutions résidentes du Maghreb;
- l'élaboration de politiques communes dans le domaine financier en liaison avec les restructurations en cours des banques de développement et l'apparition de nouvelles institutions à vocation spéculative;
- la gestion de la dette publique et à l'émission de bons du Trésor négociables sur les places maghrébines;
- la collecte de l'épargne auprès de l'émigration maghrébine, avec garanties de l'Union européenne;
- la coopération dans l'élaboration des politiques industrielles pour la conduite de politiques maghrébines coordonnées du commerce extérieur et douanières;
- le renforcement et la coordination de la formation financière, avec ouverture de filières communes à l'ensemble des pays de l'UMA;

16. En liaison avec les recommandations de l'atelier et les termes de référence de l'étude proposée par l'UMA, il est proposé un avenant aux termes de référence de l'étude confiée à Mr Boukrami. Cet avenant comprendrait les tâches suivantes:

- inventaire des droits de douane et des impôts et taxes d'effet équivalent appliqués en Algérie et Tunisie en faisant ressortir leur structure et leurs taux, ainsi que le volume des ressources provenant de leur collecte eu égard aux indicateurs économiques globaux;
- Présentation des différentes formes de soutien directs et indirects en Algérie et Tunisie et proposition des moyens d'y remédier en vue d'assurer une concurrence loyale entre les opérateurs économiques maghrébins;
- Premières propositions des mécanismes de mise en place et de fonctionnement de marchés des changes nationaux élargis aux institutions résidentes du Maghreb;
- Remise en français et en arabe de la version finale de l'étude.

2.2. L'étude "zones de libre-échange maghrébine et euro-maghrébine"

17. Le Professeur F. Oualalou a présenté l'étude "Zones de libre-échange maghrébine et euro-maghrébine". Il a analysé de façon documentée l'évolution, les problèmes, la problématique et l'interdépendance des zones de libre-échange maghrébine et Maghreb-Union Européenne. En liaison avec cet examen, il a tiré un certain nombre de conclusions et fait des recommandations, en particulier pour l'accélération de la mise en place d'une zone de libre-échange au Maghreb et une approche adéquate de la coopération euromaghrébine.

18. En ce qui concerne la zone de libre échange maghrébine, notons en particulier les recommandations suivantes:

- le bannissement de toute pratique entravant les échanges maghrébins;
- la ratification de la convention commerciale et tarifaire par tous les pays et l'adoption de ses protocoles d'application;
- la coopération régionale dans les secteurs d'accompagnement, notamment dans le domaine du financement, du transport, de l'infrastructure, de l'énergie et des ressources naturelles ;
- le lancement d'actions de partenariat associant les opérateurs publics et privés maghrébins, ainsi que l'investissement étranger pour promouvoir des projets à l'échelle maghrébine ;
- l'adoption, par les pays de l'U.M.A. d'une stratégie commune face à l'U.E., en particulier pour les échanges agricoles, l'énergie, le financement, l'infrastructure, l'immigration, l'environnement et les questions culturelles ;
- le renforcement des instances pana-maghrébines, et notamment le Secrétariat général de l'U.M.A., pour les renforcer dans leur rôle d'animateurs du projet maghrébin.

19. En ce qui concerne la zone de libre échange euro-maghrébine, notons les recommandations suivantes:

- le maintien des revendications pour un meilleur accès des produits agricoles maghrébins sur le marché européen ;
- l'adoption d'un programme de soutien des industries d'exportation maghrébines pour améliorer leur compétitivité ;

- la recherche de ressources budgétaires de substitution à la baisse des recettes douanières que l'instauration de la Z.L.E. euro-maghrébine entraînera ;
- l'amélioration de la capacité attractive des économies maghrébines pour l'investissement privé européen.
- la place majeure à donner à l'entreprise en vue de garantir le succès de l'émergence de la Z.L.E.;
- l'allégement de la contrainte de la dette extérieure, avec l'aide de l'Europe;
- la définition d'une approche maghrébine commune de la coopération euro-méditerranéenne ;

20. En liaison avec les recommandations de l'atelier et les termes de référence de l'étude proposée par l'UMA, il est proposé un avenant aux termes de référence de l'étude confiée à Mr Oualalou. Cet avenant comprendrait les tâches suivantes:

- Inventaire des droits de douane et des impôts et taxes d'effet équivalent appliqués au Maroc en faisant ressortir leur structure et leurs taux, ainsi que le volume des ressources provenant de leur collecte eu égard aux indicateurs économiques globaux;
- Présentation des différentes formes de soutien directs et indirects au Maroc ;
- Présenter la problématique de la concurrence loyale entre les opérateurs économiques maghrébins et présentation de premières propositions en la matière;
- Présenter la problématique du développement de l'échange des services entre les pays de l'UMA;
- Proposer les étapes nécessaires à l'harmonisation et l'unification des politiques commerciales et des politiques douanières, en commençant par l'harmonisation et l'unification des concepts, réglementations, procédures et documents techniques, tout en prenant en considération les engagements à l'échelle régionale et internationale de chaque Etat membre;
- remise en français et en arabe de la version finale de l'étude;

2.3. L'étude "l'Egypte et les grands axes de la stratégie maghrébine commune"

21. Le Professeur Fadia Mohamed Abd ELSALAM a présenté l'étude sur "l'Egypte et les grands axes de la stratégie maghrébine commune". Cette étude a pour objet de contribuer à la revue et à l'enrichissement des stratégies et politiques commerciales et d'intégration économique régionale (dans les domaines agricole et industriel) poursuivies au Maghreb et en Afrique du Nord. Elle prend en compte aussi bien les projets et efforts d'intégration économique des pays de l'UMA que les propositions visant à faire de l'Afrique du Nord une zone de libre-échange et même d'intégration économique. Cette revue est conduite à la lumière d'une analyse des relations des pays d'Afrique du Nord, d'une part entre eux d'autre part avec les autres pays arabes et l'Union Européenne. Une attention particulière est portée aux relations de l'Egypte avec les pays de l'UMA et avec l'Union Européenne. Cette étude est donc une contribution utile aux débats suscités par la demande de l'Egypte d'adhésion à titre d'observateur à l'Union du Maghreb Arabe (notons à ce sujet que plusieurs participants se sont interrogés sur l'opportunité et le bien-fondé de l'intégration de l'Egypte à l'UMA).

22. L'étude s'est efforcée d'appliquer concrètement des approches méthodologiques pertinentes et a développé des analyses et propositions pour l'expansion des échanges commerciaux et la mise en place de stratégies coordonnées de sécurité alimentaire et de développement industriel. L'étude a en particulier utilisé les concepts d'avantage comparatif révélé (revealed comparative advantage), d'exportations existantes et potentielles, de commerce entre pays voisins, de distances géographique et économique, de structures de prix relatifs. L'étude a constaté le niveau très faible des relations commerciales entre pays d'Afrique du Nord et entre pays arabes, l'importance déterminante du commerce avec l'Union européenne, le manque de coordination entre les stratégies et politiques agricole et industrielle des pays d'Afrique du Nord, l'importance du facteur distance en tant qu'obstacle au commerce. L'étude a distingué, ce qui peut être contesté en raison des évolutions économiques récentes dans la région, deux groupes de pays: les pays exportateurs de pétrole (Algérie et Libye) et les pays exportateurs d'activités à forte intensité de main d'oeuvre (Egypte, Maroc, Tunisie).

23. Notons les recommandations suivantes de cette étude :

- identifier les exportations potentielles en référence aux avantages comparatifs réels des pays concernés;

- rechercher de nouveaux débouchés pour la sous-région (dans les pays africains, dans les pays arabes et les autres pays en développement;
- coordonner les stratégies et politiques de sécurité alimentaire et de développement industriel des pays de l'UMA avec celles mises en oeuvre en Afrique du Nord;
- réformer les prix relatifs des facteurs et des produits en Afrique du Nord.
- analyser en profondeur les problèmes du financement des échanges extérieurs, de la mobilité du capital, de la création d'entreprises communes, du développement des services d'information;

24. En liaison avec les recommandations de l'atelier et les termes de référence de l'étude proposée par l'UMA, il est proposé un avenant aux termes de référence de l'étude confiée à Mme Fadia Mohamed Abd ELSALAM. Cet avenant comprendrait les tâches suivantes:

- inventaire des droits de douane et des impôts et taxes d'effet équivalent appliqués en Egypte en faisant ressortir leur structure et leurs taux, ainsi que le volume des ressources provenant de leur collecte eu égard aux indicateurs économiques globaux;
- problématique de l'expansion du commerce des services entre l'Egypte et les pays de l'UMA;
- remise en anglais et en arabe de la version finale de l'étude;

2.4. L'étude "contribution à l'étude de l'impact des accords de l'uruguay round sur la libéralisation des échanges extérieurs intermaghrébins"

25. M. Labidi a présenté l'étude "Contribution à l'étude de l'impact des accords de l'Uruguay Round sur la libéralisation des échanges extérieurs intermaghrébins". L'étude a situé la problématique générale de l'étude des impacts des accords de l'Uruguay Round et de la création de l'Organisation mondiale du Commerce sur le cadre bilatéral et multilatéral des échanges intermaghrébins et sur la mise en place d'une zone maghrébine de libre échange. Elle fait apparaître que le GATT n'est pas un obstacle juridique à l'intégration régionale maghrébine. Ses dispositions sur l'agriculture peuvent faciliter les relations commerciales agricoles entre pays maghrébins, qui se doivent de

mettre au point une politique agricole commune. Elle met en lumière que les disciplines multilatérales du GATT peuvent être utiles et pleines d'enseignements pour la promotion de règles maghrébines communes.

26. Cette étude a présenté des recommandations, en particulier celles qui suivent :

- s'appuyer sur ses résultats pour donner un contenu opérationnel à l'étude sur "l'impact des accords de l'Uruguay round sur la libéralisation des échanges extérieurs intermaghrébins". Cette étude doit prendre en compte trois dynamiques de libéralisation, celle de la zone de libre-échange maghrébine, celle de la zone de libre-échange euro-maghrébine et celle de l'OMC. Cette étude doit en particulier: faire une analyse précise comparée des tarifs douaniers des pays maghrébins et de leurs concessions au GATT ; analyser les concessions qu'ils s'accordent dans le cadre des conventions maghrébines ou dans celui du GATT ; examiner la cohérence entre conventions maghrébines et accords du GATT;
- utiliser si possible les instruments issus des accords de l'Uruguay Round pour impulser la libéralisation des échanges maghrébins;
- inclure les services dans les termes de référence des études en cours ou futures sur les échanges maghrébins et les compléter par des travaux de description détaillée des législations et tarifs douaniers des pays maghrébins ainsi que des politiques à mettre en place pour aller vers l'Union douanière maghrébine.

ANNEXES

1-	Conclusions et recommandations de l'atelier	13
2-	Ordre du jour	21
3-	Organisation des travaux	22
4-	Liste des participants	24
5-	Résumé: "Libéralisation des échanges extérieurs au Maghreb, convertibilité des monnaies et financement des échanges extérieurs intermaghrébins" (par le Professeur Sid Ali Boukrami)	26
6-	Résumé: "Zones de libre-échange maghrébine et euro-maghrébine" (par le Professeur M. Fathallah Oualalou)	54
7-	Résumé: "Etude sur l'Egypte et les grands axes de la stratégie maghrébine commune" (par le Professeur Fadia Abd El Salam)	67
8-	"Contribution à l'étude de l'impact des accords de l'Uruguay Round sur la libéralisation des échanges extérieurs intermaghrébins" (par le Conseiller régional principal Mourad Labidi) . . .	92
9-	Note sur "Mise en oeuvre de l'intégration économique en Afrique: Progrès accomplis" (préparée par la division ECO/TDFD)	121

ANNEXE 1

COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE

**CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE
L'ATELIER**

**"LIBERALISATION ET FINANCEMENT DES ECHANGES MAGHREBINS
AU SERVICE DE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE MAGHRÉBINE"
(Tanger, 14-16 juin 1995)**

1. L'atelier de travail "Libéralisation et financement des échanges maghrébins au service de l'intégration économique maghrébine", s'est tenu à Tanger du 14 au 16 juin 1995 au siège du MULPOC de l'Afrique du Nord/CEA. L'ordre du jour et le calendrier des travaux ainsi que la liste des participants sont donnés en annexes. Les différents points de l'ordre du jour ont été l'objet d'exposés présentés par les consultants et experts concernés, les débats ayant été coordonnés et animés par des présidents et modérateurs de séance. La réunion a été ouverte par le Directeur du MULPOC de l'Afrique du Nord/CEA.

2. Le principe de la tenue de cet atelier, réunion d'experts organisée par la CEA avec l'appui de l'UMA, a été décidée lors de l'établissement des termes de référence des consultations en cours de la CEA sur l'intégration économique maghrébine, sa tenue ayant été confirmée d'une part lors de la rencontre de décembre 1994 du Secrétaire exécutif de la CEA et du Secrétaire général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), d'autre part lors de la réunion de Mars 1995 du MULPOC/CEA de l'Afrique du Nord. Il est prévu qu'il sera suivi en 1996 d'un atelier ou un séminaire plus large regroupant les pays d'Afrique du Nord et des organisations maghrébines et internationales concernées. Les consultants ont travaillé sous la coordination générale du Conseiller régional concerné de la CEA, en liaison avec le Coordinateur du Groupe multidisciplinaire de Conseillers régionaux de la CEA (GMCR/MRAG), la Division du commerce et du financement du développement (TDFD), le MULPOC de l'Afrique du Nord et le Secrétariat Général de l'Union du Maghreb Arabe.

3. L'objet de cet atelier était de discuter des résultats d'études en cours de la CEA sur l'intégration économique maghrébine et portant sur des thèmes liés à la libéralisation et au financement des échanges maghrébins. L'atelier a eu donc à examiner les études suivantes: "*Libéralisation des échanges extérieurs au Maghreb, convertibilité des monnaies et financement des échanges extérieurs intermaghrébins*" (étude réalisée par le Professeur Sid Ali Boukrami) ; "*Zones de libre-échange maghrébine et euro-maghrébine* " (étude réalisée par le Professeur Fathallah Oualalou);

"étude sur l'Egypte et les grands axes de la stratégie maghrébine commune" (étude réalisée par le Professeur Fadia Abd Elsalam) ; "Contribution à l'étude de l'impact des accords de l'Uruguay Round sur la libéralisation des échanges extérieurs intermaghrébins" (étude réalisée par le Conseiller régional principal Mourad Labidi). Des débats importants et riches ont suivi la présentation des études ; ils ont abouti à des conclusions et recommandations. La qualité et la pertinence des travaux présentés, qui répondent pleinement à ce qui était attendu, ont été hautement appréciées par l'atelier. Sur la base des discussions, les auteurs des études apporteront si nécessaire de légers amendements et mises à jour à leurs études pour en mettre au point très rapidement leur version finale. Il a été souhaité que la CEA et l'UMA prennent en considération, dans la mesure du possible, certaines des idées, préoccupations et recommandations issues des travaux de l'atelier relativement au processus de l'intégration économique maghrébine.

4. L'atelier a eu aussi à prendre connaissance d'une note d'information sur l'expérience des autres sous-régions d'Afrique en matière d'intégration économique. Cette note, préparée par la division ECO/TDFD de la CEA, a été présentée par le Conseiller régional principal Adama Bah.

5. L'étude "Libéralisation des échanges extérieurs au Maghreb, convertibilité des monnaies et financement des échanges extérieurs intermaghrébins", a examiné le contenu et l'impact des conventions et pratiques au sein des pays de l'UMA en matière de paiements intermaghrébins, de financement et d'assurance du commerce extérieur intermaghrébin, de financement des investissements intermaghrébins. Sur la base de cet examen, elle a tiré un certain nombre de conclusions et a fait des recommandations (voir l'étude et son résumé). Les débats qui ont suivi cette présentation se sont développés principalement autour des 5 axes suivants: la convertibilité et de la stabilité des monnaies; les structures bancaires et leur aptitude à se transformer pour mieux répondre aux besoins de développement des économies maghrébines; le maintien ou la transformation des banques de développement en banques universelles; l'approche macro-économique de l'intégration ; le financement des échanges maghrébins.

6. Cette étude a présenté des conclusions et recommandations, dont l'atelier demande la prise en considération, et dont le contenu principal est le suivant:

- la coopération dans le secteur des assurances et l'élargissement de son marché à l'ensemble des pays de l'UMA offrent un gisement très important pour le renforcement et le financement des échanges maghrébins (produits communs, réassurance...);

- l'évolution du système financier du Maghreb marqué par la restructuration des banques de développement et l'apparition de nouvelles institutions à vocation spéculative suppose la concertation et l'élaboration de politiques communes dans ce domaine;
- la coopération en matière de gestion de la dette publique par l'émission de bons du Trésor négociables sur les places maghrébines et l'échange d'expériences dans la conduite de la politique monétaire deviennent opportunes;
- la réalisation d'une étude sur les modalités de mise en oeuvre d'un marché des changes élargi aux institutions résidentes du Maghreb serait souhaitable;
- le marché des produits dérivés pourrait offrir des perspectives à condition qu'une technicité suffisante soit acquise et que des garanties soient apportées dans le cadre de la coopération UMA-UE (des montants importants pourraient être mobilisés);
- la collecte de l'épargne auprès de l'émigration maghrébine pourrait bénéficier des garanties de l'Union européenne;
- la coopération dans l'élaboration des politiques industrielles devient une priorité pour la bonne conduite du commerce extérieur et des politiques douanières;
- les nouvelles données de l'environnement international imposent une meilleure présence maghrébine par les échanges d'information;
- en matière de formation financière, l'ouverture de filières communes à l'ensemble des pays de l'UMA contribuerait à accélérer le processus d'intégration et aurait un rendement très élevé.

7. L'étude "Zones de libre-échange maghrébine et euro-maghrébine" a étudié l'interdépendance liant les mises en place respectives des zones de libre-échange maghrébine et Maghreb-Union Européenne. Dans ce cadre, elle a examiné le niveau actuel et les possibilités d'accroissement des échanges dans le domaine des produits agricoles, des produits industriels et des services ainsi que dans le domaine des investissements. En liaison avec cet examen, le

consultant a tiré un certain nombre de conclusions et fait des recommandations, en particulier pour l'accélération de la mise en place d'une zone de libre-échange au Maghreb et une approche adéquate de la coopération euromaghrébine (voir l'étude et son résumé).

8. En ce qui concerne la zone de libre échange maghrébine, l'étude présente des recommandations, dont l'atelier demande la prise en considération, et dont le contenu principal est le suivant:

- mettre fin à toute pratique de toute nature qui pourrait entraver les échanges régionaux ;
- la ratification de la convention commerciale et tarifaire par tous les pays et l'adoption des protocoles d'application qui lui sont liés ;
- l'engagement des pays de la région à s'interdire d'adopter des procédures administratives non tarifaires à l'encontre des produits d'origine ;
- l'établissement d'une liste de produits à libéraliser et l'engagement de toutes les parties à l'élargir progressivement ;
- des actions visant à activer l'harmonisation des politiques douanières, fiscales et en matière de crédits et de changes ;
- la promotion de la coopération régionale dans les secteurs d'accompagnement, notamment dans le domaine du financement, du transport, de l'infrastructure, de l'énergie et de la gestion des ressources naturelles ;
- la reformulation de l'approche de l'intégration par le lancement d'actions de partenariat dans lesquelles seraient associés les opérateurs publics et privés maghrébins, ainsi que l'investissement étranger pour promouvoir des projets communs à l'échelle maghrébine en tenant compte de la tendance prédominante de désengagements de l'Etat ;
- l'adoption, par les pays de l'U.M.A. d'une stratégie commune face à l'U.E. Cette stratégie, concernerait en particulier les échanges agricoles, l'énergie, le financement, l'infrastructure, l'immigration, l'environnement et les questions culturelles ;
- le renforcement des instances pana-maghrébines, et notamment le Secrétariat général de l'U.M.A., la banque maghrébine

d'investissement et du commerce extérieur, les commissions sectorielles, pour les renforcer dans leur rôle de vecteurs fédérateurs et animateurs du projet maghrébin.

9. Le délégué algérien a rejeté les passages développés, en particulier dans les chapitres 3 et 5, qui traitent des contradictions et ruptures politiques au Maghreb, notamment ceux relatifs à la situation politique en Algérie, au problème du Sahara occidental, à la fermeture des frontières algéro-marocaines et aux contraintes politiques à l'instauration d'une zone de libre-échange.

10. En ce qui concerne la zone de libre échange euro-maghrébine, elle fait des recommandations, dont l'atelier demande la prise en considération, et dont le contenu principal est le suivant:

- le maintien, par les pays de l'U.M.A. de leurs revendications pour un meilleur accès de leurs produits agricoles sur le marché européen. Une révision des stipulations des accords en la matière est souhaitable vers l'an 2000 ;
- l'adoption d'un programme de soutien des industries d'exportation maghrébines pour améliorer leur compétitivité et accroître leur valeur ajoutée ;
- la préparation d'une réponse industrielle aux perspectives d'une Z.L.E. euro-maghrébine (méditerranéenne), l'objectif étant de réaliser des actions de modernisation du système productif pour en améliorer la compétitivité ;
- la recherche de ressources budgétaires de substitution à la baisse des recettes douanières que l'instauration de la Z.L.E. euro-maghrébine entraînera ;
- l'amélioration de la capacité attractive des économies maghrébines pour l'investissement privé européen. Pour cela, les deux parties doivent utiliser les instruments de partenariat mis au point par l'U.E. ;
- faire de l'entreprise un vecteur majeur des rapports d'association entre les deux parties en vue de garantir le succès de l'émergence de la Z.L.E. ;
- le renforcement et le réajustement des politiques d'ajustement, avec l'aide de l'Europe, par l'allégement de la contrainte de la dette et l'utilisation des flux publics et privés européens en faveur de la modernisation des tissus productifs maghrébins ;

- la définition d'une approche commune de la coopération euro-méditerranéenne et la coordination des positions maghrébines lors de la conférence prévue à Barcelone en novembre 1995, en s'appuyant en particulier pour cela sur le Secrétariat général de l'UMA ;

11. L'étude sur l'Egypte et les grands axes de la stratégie maghrébine commune a pour objet de fournir des inputs à la revue et à l'enrichissement des stratégies d'intégration sous-régionale couramment poursuivies au Maghreb et en Afrique du Nord. Cette revue est conduite à la lumière d'une analyse des relations existant entre l'Egypte et les pays de l'UMA, entre l'Egypte et d'autres pays arabes, entre l'Egypte et l'Union Européenne. Plusieurs participants se sont interrogés sur l'opportunité et le bien-fondé de l'intégration de l'Egypte à l'UMA, aussi bien du point de vue de l'intérêt de l'Egypte que de celui des pays de l'UMA. L'étude a présenté des conclusions et recommandations, dont l'atelier demande la prise en considération, et dont le contenu principal est le suivant:

- identifier les exportations potentielles en référence aux avantages comparatifs réels des pays concernés;
- accorder une attention suffisante à la recherche de nouveaux débouchés pour la sous-région (dans les pays africains, dans les pays arabes et dans les autres pays en développement);
- coordonner la stratégie de sécurité alimentaire de l'Egypte avec celle de l'UMA et les autres stratégies en la matière en oeuvre en Afrique du Nord;
- faire des études sur l'impact de l'éventuelle inclusion de l'Egypte dans l'UMA et de la création d'une zone de libre échange entre les pays maghrébins;
- analyser en profondeur les problèmes du financement des échanges extérieurs, de la mobilité du capital, de la création d'entreprises communes, du développement des services d'information entre les pays de l'UMA et les autres pays de la région;
- de continuer à réformer les prix relatifs des facteurs et des produits en liaison avec les orientations de l'Uruguay Round.

12. L'étude "Contribution à l'étude de l'impact des accords de l'Uruguay Round sur la libéralisation des échanges extérieurs intermaghrébins" a examiné les impacts des accords de l'Uruguay Round et de la création de l'Organisation mondiale du Commerce sur le cadre bilatéral et multilatéral des échanges intermaghrébins et

sur la mise en place d'une zone maghrébine de libre échange, en particulier dans le domaine des échanges de produits agricoles, de produits industriels et de services ainsi que dans le domaine des investissements. Elle a tiré un certain nombre de conclusions et fait un certain nombre de recommandations (voir le rapport et son résumé).

13. La présentation des accords de l'Uruguay Round, en particulier ses dispositions concernant les pays en développement et l'Afrique, a montré que le GATT n'est pas un obstacle juridique à l'intégration régionale maghrébine. Ses dispositions sur l'agriculture peuvent permettre moins de rigidités dans les relations commerciales agricoles entre pays maghrébins, même s'il ne faut pas perdre de vue l'importance prioritaire d'une politique agricole commune des pays maghrébins. Par ailleurs, les principes d'accès aux marchés et les disciplines multilatérales du GATT peuvent être pleines d'enseignements pour l'établissement et la mise en oeuvre de règles maghrébines communes.

14. L'étude a présenté des recommandations, dont l'atelier demande la prise en considération, et dont le contenu principal est le suivant:

- s'appuyer sur ses conclusions et résultats pour donner un contenu adéquat à l'étude programmée sur "l'impact des accords de l'Uruguay round sur la libéralisation des échanges extérieurs intermaghrébins". Cette étude doit prendre en compte les trois dynamiques de libéralisation concernant les pays maghrébins, celle de la zone de libre-échange maghrébine, celle de la zone de libre-échange euro-maghrébine et celle de l'OMC. Cette étude doit : faire une analyse précise comparée des tarifs douaniers maghrébins et des concessions maghrébines au GATT ; analyser les concessions que s'accordent les pays maghrébins dans le cadre des conventions maghrébines ou dans le cadre du GATT ; faire l'inventaire des restrictions appliquées dans le commerce entre les pays de l'UMA non conformes aux accords de l'Uruguay Round ; examiner la cohérence des règles issues des conventions maghrébines et des différents accords du GATT.
- trouver si possible dans les accords de l'Uruguay Round des instruments pour impulser la libéralisation des échanges maghrébins
- inclure les services dans les termes de référence des autres études en cours ou futures sur les échanges maghrébins et les compléter par des travaux de description détaillée des législations et tarifs douaniers des pays maghrébins ainsi que des politiques futures à mettre en place pour aller vers l'Union douanière maghrébine.

15. L'atelier a recommandé:

- la diffusion aux instances concernées des études réalisées pour le présent atelier et leur traduction en arabe, étant bien entendu que ces documents techniques n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs;
- la tenue, si possible en 1996, du séminaire prévu sur l'intégration économique maghrébine;
- le dégagement des moyens nécessaires pour la réalisation d'études et la tenue d'ateliers supplémentaires sur l'intégration économique maghrébine.

16. L'atelier a clôturé ses travaux le vendredi 16 juin à 14h.

ANNEXE 2

**ATELIER "LIBERALISATION ET FINANCEMENT DES ECHANGES MAGHREBINS
AU SERVICE DE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE MAGHRÉBINE"
(Tanger, 14-16 juin 1995)**

ORDRE DU JOUR

1. Libéralisation des échanges extérieurs au Maghreb, convertibilité des monnaies et financement des échanges extérieurs intermaghrébins
2. Zones de libre-échange maghrébine et euro-maghrébine
3. Etude sur l'Egypte et les grands axes de la stratégie maghrébine commune
4. Impact des accords de l'Uruguay Round sur la libéralisation des échanges extérieurs intermaghrébins
5. Expérience des autres sous-régions d'Afrique en matière d'intégration économique
6. Conclusions et recommandations

ANNEXE 3

**ATELIER "LIBERALISATION ET FINANCEMENT DES ECHANGES MAGHREBINS
AU SERVICE DE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE MAGHRÉBINE"
(Tanger, 14-16 juin 1995)**

ORGANISATION DES TRAVAUX

MERCREDI 14 JUIN

10H *Inscription et remise des documents*

16h *Séance d'ouverture*

16h30-19h *"Libéralisation des échanges extérieurs au Maghreb, convertibilité des monnaies et financement des échanges extérieurs intermaghrébins"*

- Exposé: Mr Ali BOUKRAMI
- Modérateur: Mr Hachemi ALAYA
- Débats

JEUDI 15 JUIN

9h-12h *"Zones de libre-échange maghrébine et euro-maghrébine "*

- Exposé: Mr Fathallah OUALALOU
- Modérateur: Mr Ali BOUKRAMI
- Débats

12h-13h30

16h-16h45 *"L'Egypte et les grands axes de la stratégie maghrébine commune"*

- Exposé: Mme Fadia ABDESSALEM
- Modérateur: Mr Ezzedine BENSAOUD
- Débats

16h45-18h45 *"Les accords de l'Uruguay Round et la libéralisation
des échanges extérieurs intermaghrébins"*

- Exposé: Mr Mourad LABIDI
- Modérateur: Mr Hachemi ALAYA
- Débats

18h45-19h45 *L'expérience l'intégration économique dans les autres
sous-régions d'Afrique*

- Exposé: division ECO/TDFD/ECA, présenté
par M. Adama Bah
- Débats

VENDREDI 16 JUIN

11h-14h *Principales conclusions des travaux et
recommandations*

- Labidi
- Principales conclusions et recommandations: M. Mourad
 - Débats

14h *Séance de clôture*

ANNEXE 4
ATELIER "LIBERALISATION ET FINANCEMENT DES ECHANGES
MAGHREBINS AU SERVICE DE L'INTEGRATION
ECONOMIQUE MAGHREBINE"
(Tanger, 14 - 16 juin 1995)

LISTE DES PARTICIPANTS

M. ABALOUN Ahmed
Chef du Service des relations maghrébines et de la coopération
régionale
Direction du trésor et des finances extérieures
Ministère des finances
Rabat

M. BENFREHA Nor-Eddine
Conseiller Economique
Ambassade d'Algérie
Rabat

M. BENBOUCHAIB Amine
Chargé d'Etudes - Cabinet
Ministère des Affaires Etrangères (UMA)
Rabat

M. ELALAOUI Abdellah
Chargé du dossier des incitations économiques, Division des
exportations
Ministère du commerce extérieur
Rabat

M. EL AKKAoui Ali
Délégué Régional du Ministère de la Population
Ministère de la Population
Tanger

Mlle EL FALAH Nezha
Administrateur
Ministère du Commerce extérieur
Rabat

M. NADIFI Ahmed
Chargé de mission auprès du Premier Ministre
Ministère de l'incitation de l'économie
Rabat

M. RASSIFI Mohammed
Chargé de la coopération internationale
Ministère de la Population
Rabat

CONSULTANTS

M. ALAYA Hachémi
Professeur, Directeur général
Institut de financement du développement du Maghreb Arabe
Tunis

Mme ABD ELSALAM Fadia
Associate Professor I.N.P.
Cairo

M. BOUKRAMI ALI
Professeur, Directeur général
Institut maghrébin d'économie douanière et fiscale, Koléa
Alger

M. OUALALOU Fathallah
Professeur, Université Mohamed V.
Rabat

UNION DU MAGHREB ARABE

M. SQUALLI Hassan
Directeur des Affaires économiques
Secrétariat général de l'UMA
Rabat

M. TLILI Mustapha
Expert
Secrétariat général de l'UMA
Rabat

SECRETARIAT CEA

M. LABIDI Mourad
Conseiller régional principal
Addis Ababa, (Ethiopie)

SECRETARIAT MULPOC/CEA

M. BEN SAOUD Ezzedin
Directeur

M. BAH Adama
Conseiller régional principal

M. WANG Ke-Chiang
Conseiller régional principal

M. MARICO Oumar
Economiste adjoint

ANNEXE 5

COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE

**ATELIER SUR
LIBERALISATION ET FINANCEMENT DES ECHANGES MAGHREBINS
AU SERVICE DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE MAGHREBINE
Tanger, 14-16 juin 1995**

RESUME DE L'ETUDE PRELIMINAIRE

**"LIBERALISATION DES ECHANGES EXTERIEURS AU MAGHREB,
CONVERTIBILITE DES MONNAIES ET FINANCEMENT DES ECHANGES
EXTERIEURS INTERMAGHREBINS"**

**Par le Professeur Ali Boukrami
Consultant**

Le présent document n'a pas été révisé par la CEA. Les vues qui y sont exprimées n'engagent que la responsabilité de leur auteur et ne sont pas nécessairement celles de la CEA.
Le présent document fait l'objet d'une diffusion restreinte. Il ne peut être utilisé par ses destinataires que dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

L'objet de cette note de synthèse consiste à présenter les conclusions d'une étude sur les perspectives d'une intégration financière maghrébine en se basant sur les réformes entreprises au plan interne et la mise en oeuvre des Conventions bilatérales et multilatérales et en tenant compte des contraintes liées aux politiques d'ajustement structurel, dans un contexte marqué par la mondialisation de l'Economie.

Le cadre institutionnel a subi des changements notables dans la mesure où Vingt cinq conventions multilatérales ont été signées depuis le traité de Marrakech de 18 Février 1989.⁽¹⁾ En plus des questions spécifiques liées à la ratification de certaines d'entre elles par les Etats membres, il n'est pas sans intérêt de noter l'existence de paramètres conjuncturels (Baisse des ressources) ou structurels comme l'importance des ressources budgétaires liées aux taxes prélevées sur les importations (Tunisie).

En ce qui concerne la Banque Maghrébine pour le commerce et l'investissement, (décret adopté en Mars 1991) un capital social de 500 Millions de dollars répartis de manière égalitaire entre les cinq Etats membres ne semble pas de nature à accélérer sa naissance effective d'autant plus les agents de cette banque devraient être originaires du Maghreb malgré la rareté des compétences professionnelles de haut niveau dans ce domaine.

Pour la convention générale et tarifaire qui constitue la pierre angulaire de l'édifice, la publication de la liste des 63 produits exonérés et l'instauration d'un système de compensation lié à la diminution des recettes fiscales et douanières pour la Mauritanie ont freiné le développement de ces relations multilatérales au profit d'une application relative des conventions bilatérales. (Institution d'une déclaration ou d'une autorisation préalable des Ministères du commerce pour les produits indiqués. Au Maroc et en Tunisie et en Algérie depuis Janvier 1995).

Dans le même sens, la convention de règlement entre les Banques Centrales du 11 Décembre 1991 fonctionne sur des bases bilatérales avec apurement des soldes mensuels dans un délai d'une quinzaine de jours en utilisant le système de communication Swift (La Lybie envisage d'ailleurs d'utiliser ce système en 1995). Le respect des dispositions contenues dans cette convention semble avoir contribué à son maintien.

(1) Les chefs d'Etat des cinq pays du Maghreb ont signé le 18 février 1989 le traité instituant l'Union du Maghreb Arabe qui vise l'intégration des économies des cinq pays. L'article 16 du traité ne considère pas les conventions bilatérales comme un obstacle au développement des relations multilatérales et l'article 17 prévoit que les conventions bilatérales ne peuvent être invoquées pour empêcher l'application des conventions multilatérales.

Au plan interne, les gouvernements ont adopté ou modifié leurs lois bancaires en 1993⁽¹⁾ dans un souci de conformité avec la pratique internationale, en recherchant à garantir une certaine autonomie aux autorités monétaires et en instituant des règles prudentielles rigoureuses. Le statut de la Banque universelle et l'organisation de sociétés par actions se retrouvent dans les textes qui traduisent le souci de renforcer le site de l'intermédiation financière par l'adoption d'un système bancaire à deux niveaux (Christian de BOISSIEU).⁽²⁾

La réglementation des bourses de valeur de Tunis et de Casablanca a été enrichi au cours de ces dernières années par une définition meilleure des sociétés d'investissement, du contrôle des opérations et l'adoption de produits financiers nouveaux.

Parallèlement à ces actions, des codes d'investissement Algérien et Tunisien, adoptés en 1993 s'inspirent de la codification internationale en matière de protection des investissements publiée par le F.I.A.S.⁽³⁾ (Banque Mondiale en 1992 dans les domaines de traitement non discriminatoire, de l'indemnisation, des transferts et des procédures d'arbitrage. Les codes sectoriels du Maroc en 1988 et le code Mauritanien de 1989 comportent également des dispositions similaires.

Les programmes d'ajustement :

A l'exclusion de la Lybie qui commence à connaître cependant les problèmes d'un déficit budgétaire supérieur à 5 % du PIB depuis 1992, les quatre autres Etats du maghreb ont signé 25 accords avec le Fonds Monétaire International et un dernier en instance de finalisation.⁽⁴⁾

La Mauritanie a 8 accords la liant au Fonds depuis la facilité de financement compensatoire du Décembre 1979 suivi par quatre accords de confirmation, une facilité d'ajustement structurel, et deux facilités d'ajustement structurel renforcé qui sera complétée par une autre F.A.S.R. décret 1995.

Le Maroc a eu 11 accords dont trois ont été annulés depuis le premier accord élargi de 8 octobre 1980 [7 stand-by; trois accords élargis et une facilité de financement compensatoire].

(1) Après l'insitution des Ratios Cooke relatifs à la solvabilité et la normalisation des coefficients de risque et la consécration de l'économie du marché financier après l'adoption de la loi française en 1984 qui a consacré cette mutation.

(2) Le système bancaire des pays à économie planifiée était à un seul niveau selon l'expression de Ch.DE BOISSIEU dans la mesure où le risque était pris en charge exclusivement par l'institut d'émission dans le cadre du refinancement quasi-automatique.

(3) Legal Framework for the Treatment of Foreign Investment. (World Bank)

(4) Le climat des investissements en Algérie (A.MICHALET et H. ALAVI (FIAS 1993)).

La Tunisie a finalisé deux accords, l'un stand-by (4 novembre 1986) et le second élargi (25 juillet 1988).

L'Algérie a été liée par trois accords stand-by avec le Fonds depuis le 31 mai 1989 mais le deuxième accord de 1991 a été suspendu en 1992. Un quatrième accord élargi a été élaboré et soumis au Conseil du Fonds le 22 mai 1995.

L'ensemble de ces engagements s'expriment par une réduction du déficit budgétaire, l'adoption de taux de change réaliste et une croissance du crédit relativement moderne.

En ce qui concerne le déficit budgétaire, les résultats obtenus demeurent variables mais sa diminution est incontestables.

En Tunisie, le déficit avoisine 1,5 % du P.I.B. en 1994 et les objectifs du 8ème plan sont largement réalisés. Au Maroc, au cours de la dernière décennie, ce déficit a subi une baisse particulière pour se situer à un niveau inférieur à 3 % du P.I.B.

En Mauritanie, le déficit interne qui était de 14,7 % en 19885 sans les dons, a été ramené à moins de trois pour cent en 1994 malgré les épidémies, l'invasion de sauterelles, les changements politiques, la crise avec le Sénégal, la mutinerie au sein de la marine...

En Algérie, le déficit global du Trésor se situerait à un niveau inférieur à deux pour cent en 1995 après avoir atteint plus de neuf pour cent en 1993 et 4,4 % en 1994. depuis 1993, La Lybie a fait connaissance avec le déficit budgétaire qui se situe autour de 5 % du P.I.B.

En matière de change, le Maroc et la Tunisie ont des taux de change peu différent de ceux du marché parallèle pour leurs monnaies. La Mauritanie enregistre une surévaluation d'environ 15 % et l'Algérie a désormais une différence inférieure à 30 % entre le taux administré et officiel et celui du marché gris après que cet écart ait été supérieur à trois cent pour cent à la fin des années quatre vingt.

La Lybie connaît cependant des écarts considérables entre le marché officiel et le marché noir qui attingnet plus de mille pour cent au mois d'Avril 1995.

En matière de crédit, il est également noté une diminution nette pour la Tunisie et au Maroc son taux de croissance (voisin de 8 %) et un retournement pour l'Algérie puisque ce taux n'a pas dépassé 14 % en 1994 après avoir dépassé 25 % en 1993.

Pour la masse monétaire (M2), le taux de croissance se situe autour de huit pour cent en Tunisie et au Maroc alors qu'en Algérie, son augmentation a été de 15,2 % en 1994 après avoir atteint vingt cinq pour cent en 1993. En Mauritanie, il faut souligner que la masse

monétaire (M2) a diminué de 13,7 % de décembre 1992 à septembre 1994 après avoir connu une hausse importante au cours de la période 90-92 (18 %).

Les résultats dans la lutte contre l'inflation traduisent un succès relatif pour la Tunisie et le Maroc dans la mesure où le taux varie entre quatre et cinq pour cent.

En Mauritanie, les performances demeurent satisfaisantes puisque le coût de la vie s'est renchéri de dix pour cent en 1994 alors que le plan prévoyant treize pour cent.

En Algérie, la libéralisation des prix dans ce cadre du plan de stabilisation a donné une hausse des prix évaluée à trente pour cent en 1994.

En Libye, depuis 1992, l'inflation semble s'être fortement accélérée malgré un soutien des prix constant aux produits de large consommation et les autorités monétaires considèrent que le coût de la vie augmente à un rythme de près de 35 %.

Il serait difficile de mesurer de manière effective l'inflation en l'absence d'un de la ménagère actualisée pour l'élaboration des Budgets et d'un relevé des prix sur la base des transactions réelles car les changements au plan institutionnel et l'apparition de circuits parallèles sont de nature à engendrer des hausses brutales et anormales. Ces évaluations devraient être interprétées avec les réserves d'usage dues à ces constatations. Il n'est pas sans intérêt de souligner également que la nécessité de réduire le taux de liquidités de l'économie se traduit inévitablement par une hausse des prix courants à court terme.

Après la phase de stabilisation, ces hausses de prix devraient être modérés pour l'Algérie au cours des trois prochaines années et l'hypothèse d'une inflation à un chiffre pour les quatre pays maghrébins n'est pas exagérée à l'exception de la Libye qui a un système des prix spécifique.

La période d'ajustement qui suit la stabilisation se caractérise par des réformes structurelles parmi lesquelles la privatisation, constitue un axe essentiel.

. La privatisation

La privatisation est bien comprise non seulement comme un transfert de propriété du secteur public vers le secteur privé mais en renforçant les mécanismes du marché en vue d'une meilleure allocation des ressources dans l'ensemble des pays du Maghreb.

En Tunisie, le programme de privatisation s'est traduit par la cession de quarante trois entreprises publiques relevant essentiellement des secteurs touristiques, des industries

textiles, de transformation, et une circulaire du premier ministre en 1993 précise les modalités de cette opération.⁽¹⁾

Au Maroc, la privatisation a connu une extension accélérée par rapport à celle de la Tunisie et concerne même le secteur bancaire avec la B.M.C.E au début de l'année 1995 les vingt six pour cent des actions détenues par l'Etat Marocain ont été cédés en Avril 1995 à deux entreprises marocaines, une institution anglaise, deux suisses et un groupe américain et l'opération s'est soldé par un succès.

La part des sociétés privatisées dans le chiffre d'affaires de la Bourse a été de 24,62 % à Casablanca en 1994.

En 1993 et 1994, les opérations de privatisation ont porté sur un montant global de 5,9 milliards de dirhams pour 27 opérations. Les recettes proviennent à concurrence de 23,26 % de l'étranger.

En Mauritanie, la privatisation de l'unique société d'assurances NASR en 1994, qui a suivi la création de la Banque Nationale de Mauritanie (entièrement privée) en 1989 née de la fusion de la BIMA et la S.M.B confère un rôle déterminant au privé dans le système financier.

Le contrat de performances et la restructuration des entreprises publiques ont été adoptés au cours des deux dernières années.

La Lybie n'a pas hésité à envisager des alternatives au mode de gestion actuel des entreprises publiques qui présentent des performances non satisfaisantes.

La création d'une société mixte d'assurance et l'ouverture d'une Banque privée d'un capital social de 10 millions de dinars lybiens (34 millions de dollars U.S) figurent parmi les objectifs à mettre en oeuvre au cours du premier semestre 1995.

Pour l'Algérie, la réforme des entreprises publiques entamée en 1988 avec les Fonds de participation va se prolonger par l'adoption de deux textes essentiels sur les holdings et la privatisation au cours de l'année 1995. DEs aménagements apportés au code de commerce et aux dispositions relatives au patrimoine des entreprises publiques ont levé les obstacles et les préalables à la cession de leurs actifs en cas de besoin.

Avant d'étudier les modalités d'un système unifié de paiement et d'un mode de financement des échanges en vue d'une meilleure allocation des ressources, l'analyse de l'évolution des grands équilibres des différents membres de l'UMA, constitue un préalable.

I/ LES GRANDS EQUILIBRES

Les déséquilibres extérieur et intérieur ne peuvent être parallèlement et momentanément supportés que s'ils sont compensés par une capacité à mobiliser l'épargne étrangère.

. Les équilibres extérieurs.

Les pays de l'U.M.A accusent un déficit de la balance des paiements courants à l'exception de la Lybie qui met en oeuvre une politique de placements des capitaux à l'extérieur.

* Le Maroc (MILLIONS D.t.s)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Déficit							
Balance Courante	-159	-179	-829	-108	-45	-382	-318
Balance commerciale	-826	-547	-1300	-1500	-1450	-1900	-1700

Un taux de couverture des importations voisin de 70 % et un déficit des paiements courants inférieur à deux pour cent depuis 1990.

* La Tunisie

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
% déficit B.C (PIB)	- 7	-10,8	-11,9	-13,7	-9	-12,9
% déficit paiement courant (PIB)	-1	-1	-3,3	-5,3	-4,4	-6

Sur la période (86 - 92) un déficit des paiements courants moyen de 3,9 % du PIB.
Au cours de la période 86 - 92, le déficit commercial global a atteint 6,7 milliards de D.T.S

* Mauritanie

	1989	1990	1991	1992	1993	1994
% déficit courant (PIB)	-14,6	-12,8	-7,4	-8,8	-9,9	-2,8
Transferts officiels (Millions DTS)	223	65	61	66	76	80

Sans les transferts officiels, le déficit courant a atteint 21,1 % en 1993 et a connu une baisse en 1994 (13,80 %).

* Algérie

	1993	1994	1995	1996
Balance courante (10 dollars U.S)	-1,01	-1,83	-2,80	-1,58

Un financement exceptionnel de 5,6 milliards de dollars en 1994 (Rééchelonnement, et financement multilatéral).

* Lybie

Avant 1992, la Lybie enregistrait un excédent de sa balance commerciale de près de 3 milliards de dollars sur lesquels des jonctions étaient effectués pour les services non facteurs (Tourisme, soins...) et les transferts des travailleurs étrangers.

En 1993, les exportations auraient été de 8 milliards de dollars et les importations de 6,9 milliards de dollars.

Malgré une conjoncture pétrolière défavorable et les contraintes liés à l'Embargo, la situation des paiements extérieurs demeure en équilibre et les placements de Banque Arabe Lybienne Extérieure, de LAFICO, et d'A.B.C restent très diversifiés (en 1993, le déficit courant serait voisin de 500 millions de dollars).

Les échanges de ces pays maghrébins demeurent marqués par l'Union Européenne dans la mesure où 73,8 % des exportations de l'U.M.A et 65 % des importations ont concerné l'Europe.

Cette présence de l'Union Européenne se matérialise par la signature d'accords bilatéraux avec les pays de l'U.M.A puisque quatre de cinq ans ont été signés depuis 1976 avec l'Algérie, la Tunisie et le Maroc et deux accords de pêche avec la Mauritanie et le Maroc.

Avec la Mauritanie, les accords de Lomé et les mécanismes du Stablex et du sysmin ont régi les relations avec l'Union Européenne.

La Banque Européenne d'Investissement, le Budget de l'U.E. et des enveloppes spéciales de soutien à l'ajustement structurel ont pu renforcer ces relations.

L'Uruguay Round et sa mise en oeuvre a des incidences directs sur les pays de l'U.M.A, notamment à travers la suppression progressive du système des quotas de l'accord multifibres (10 ans), la réduction des soutiens et des subventions à l'agriculture et l'ouverture des marchés domestiques, la diminution des privilèges accordés dans le cadre du S.G.P et la normalisation des conditions de la concurrence.

L'adoption du système de la valeur (article 7 du GATT) la protection de l'environnement et une meilleure surveillance des conditions sociales du travail limitent la marge de manoeuvre des exportateurs de produits manufacturés.

Les échanges entre les 5 pays du Maghreb ne portent annuellement que sur 1 milliard de dollars et ont connu une hausse annuelle de près de 8 % par an au cours de la période 1989-1993 mais ne représentent que moins de quatre pour cent du commerce extérieur de l'U.M.A.

Pour 1993, l'Algérie aurait exporté 3885 millions de d.A.S vers les autres pays de l'U.M.A et importé 4965 millions d'as de ces pays.

Pour le Maroc, les montants seraient respectivement de 2424 millions de dirhams et de 1505 millions de dirhams.

Pour la Mauritanie, il s'agirait de 14 millions d'ouguiyas et de 4800 millions d'ouguiyas.

Donc, un déséquilibre très important dû principalement à l'acquisition de produits de l'énergie auprès de l'Algérie. Les importations mauritaniennes en provenance de l'U.M.A représentent 8,8 % de ses achats à l'étranger.

La Tunisie aurait vendu en 1993, un montant de 292 millions de dinars tunisiens aux autres pays de l'U.M.A et acheté près de 161 millions de D.A.T.

Pour la Lybie, elle constitue le principal débouché pour les autres pays de l'U.M.A puisque 46 % de ce commerce intra-UMA est réalisé grâce aux achats Lybiens alors qu'elle vend 11 % de ce montant global.

Sans commenter ces statistiques, il serait utile de rappeler l'importance des recettes budgétaires liées au commerce extérieur des différents pays de l'UMA.

Pour la Mauritanie, 38 % des recettes budgétaires sont liés au commerce international alors que les impôts sur le revenu ne représentent que 26,6 % des ressources budgétaires (1994).

Pour la Tunisie, la pression fiscale est voisine de 21,5 % du PIB mais les taxes liées au commerce international représentent plus de 60 % des recettes.

Les proportions identiques se retrouvent au Maroc bien que les droits de douane proprement dits ne dépassent guère quinze pour cent des ressources budgétaires mais en incluant la TVA et l'ensemble des taxes spécifiques additionnelles de substitution, le commerce international fournit l'assiette dominante au percepteur.

Pour la Lybie, la fiscalité pétrolière domine largement et représente près de soixante pour cent des ressources budgétaires alors que la fiscalité du commerce extérieur demeure inférieure à 15 % des recettes globales de l'Etat. Il faut indiquer que le taux d'imposition des produits importés se situe autour de 26 % et qu'une liste de plus de 400 produits est exonérée des droits et taxes en plus d'un "S.G.P" accordés aux produits en provenance des pays arabes ayant une valeur ajoutée d'origine arabe de 43 % admis en franchise en Lybie.

Pour l'Algérie, la fiscalité pétrolière représente plus de cinquante pour cent des ressources budgétaires et les droits liés au commerce extérieur ont été de 53,9 milliards de dinars en 1993. Il s'agit d'indicateurs proches de ceux de la Lybie.

Pour les pertes liées à la renonciation à la perception des droits de douane au Maghreb, le système de compensation institué par la C.EEAO semble inspirer l'U.M.A bien qu'il n'ait pas survécu à 1994 après avoir connu des difficultés diverses. La participation au Budget communautaire sur la base de la part de la valeur des exportations de chaque pays ne tient pas compte de la qualité des produits par rapport aux normes internationales et à l'avantage réel accordé dans le cadre des échanges intra-Maghrébins. L'instauration d'un système de compensation engendrait plus de problèmes qu'il n'en résoudrait. Par contre, un financement de ces échanges pour les pays les moins avancés comme la Mauritanie, sur un budget alimenté par l'Union Européenne une substitution à la réduction des privilèges accordés aux pays Maghrébins (A.M.F, agriculture) serait plus approprié.

Pour la stabilisation des recettes d'exportations, l'utilisation de produits dérivés comme les options, les futures, les swaps seraient d'un grand apport dans la mesure où les accords internationaux des produits ne peuvent survivre à la loi du marché et à la hausse des rendements.

L'Union Européenne pourrait apporter sa garantie pour le risque de souveraineté qui est un obstacle à la présence de ces pays sur les marchés des produits dérivés et contribuer à fournir une assistance technique adéquate. (E.BORENSZTEIN).⁽¹⁾

Les finances publiques:

A l'exclusion de la Lybie qui connaît depuis 1993 un déficit budgétaire voisin de cinq pour cent dû essentiellement aux contraintes de l'Embargo et à une baisse des recettes budgétaires de 4,1 % en 1993 et 7,6 % en 1994, les quatre autres pays Maghrébins ont réduit fortement ces déséquilibres internes dans la mesure où ils sont inférieurs à 3 % du PIB avec une performance particulière pour la Tunisie (1,5 %). Il faut toutefois signaler que le financement demeure être dominé par le recours à l'Institut d'Emission, les emprunts extérieurs et les emprunts bancaires.

Au mraoc, les effets publics détenus par les Banques ne dépassaient guère 45 milliards de dirhams dont quatorze milliards sous la forme de portefeuille obligatoire d'effets publics (25 % des dépôt à vue) à des taux préférentiels.

En Algérie, les bons du Trésor ne représentaient que moins de 80 % de l'encours global de la dette publique et était détenu principalement par la Caisse Nationale d'Epargne et de Prévoyance (35 Milliards de dAS détenus par la CNEP sur 84 Milliards au début de l'année 1993).

En Tunisie, nous notons un rôle actif du Trésor et une Emission régulière des Bons du Trésor depuis 1989 pour un encours global de 1569 millions de dinars Tunisien en décembre 1993 dont 1288 millions de dinars diffusés auprès du Public. Les créances nettes du système financier sur l'Etat étaient de 1383 millions de dinars dont 789 millions de dinars sous forme de Bons du Trésor et d'équipement. Le ration d'emplois des effets publics aux dépôts des banques a été de 9,3 % en décembre 1993. Le financement extérieur net du Trésor a diminué pour se limiter à 22,4 Milliards de dinars en 1992 alors que le financement interne a été de 337 millions de dinars (dette flottante, Banques, Emprunt national, Bons du Trésor).

Par contre, la Mauritanie et le Lybie continuent à privilégier le financement monétaire du déficit en envisageant l'émission de Bons du Trésor. Il faut toutefois souligner que le déficit occulte lie à des pratiques restrictives comme l'instauration de taux de change multiples, les garanties de change, les réserves obligatoires, le transfert des créances douteuses à la Banque Centrale, les crédits à taux bonifiés...tend également à être progressivement éliminés avec des résultats probants en Tunisie.

Les recettes exceptionnelles de l'Etat dues à des opérations de privatisation, à des différés de paiement des dettes de l'Etat, les dévaluations (Fiscalité pétrolière accrue)

constituent également une source de réduction des déséquilibres budgétaires évalués sur une base classique. Dans ce domaine, ces interventions indirectes ont été fortement limitées au Maroc, en Algérie et en Tunisie pour un rétablissement du rôle du marché.

Pour le Maroc, le financement d'origine externe a été 8,5 Milliard de dirhams pour les besoins du Trésor de la seule année 1993 (40 % des besoins du Trésor) et la mobilisation des ressources internes a porté sur 19,8 Milliards de dirhams dont 7,3 Milliards de dirhams provenant de la collecte de l'épargne. En définitive le financement monétaire n'a contribué que dans une proportion de 24 % dans le financement des besoins du trésor.

Cette normalisation de la gestion budgétaire et la collecte de l'épargne auprès du public ont confirmé l'importance de la coordination entre le Trésor et la banque centrale. L'influence négative de l'inflation sur la demande d'encaisses monétaires et le rôle déterminant des Bons du Trésor ont été confirmés par les études du Fonds Monétaire en 1993 et 1994 au Maroc et en Tunisie [S.NSOULISKEN and Co].⁽¹⁾

Une étude similaire relative à l'Algérie présentée par la Banque Mondiale (SALVORELLI, Chaput)⁽²⁾, tend à confirmer ces conclusions.

L'inflation devient l'obstacle majeur au développement du rôle des institutions bancaires et son rôle est plus important que les variations des taux d'intérêts. La liquidation des encaisses monétaires excessives par rapport au niveau désiré, tend à accélérer ces hausses de prix. La bancarisation et le monétisation de l'Economie supposent que l'inflation soit maîtrisée.⁽³⁾

Les bons du Trésor deviennent l'instrument complémentaire et non concurrent des autres produits comme les billets de Trésorerie et l'influence négative de l'encours, les bons du Trésor sur la demande de monnaie suppose que les autorités monétaires et du Trésor coordonnent leur action.

Les obligations assimilables du Trésor très appréciés pourraient faire l'objet de transactions sur les différentes places maghrébines en vue de favoriser une négociabilité sur la base d'une concentration entre les responsables du Trésor au niveau du Maghreb en accordant des garanties de change et de remboursement à l'échéance.

(1) The path to convertibility and Growth (p 19 à 22). : [S.NSOULISKEN; P.DURAN, G.BELL, Z.YUCELLIK] I.M.F - Déc 1993 (occasional paper).

(2) Etude des marchés de capitaux en (Algérie) - Banque Mondiale (KJELLSTROM, SALVORELLI, CHAPUT, Div

. L'épargne :

Le taux d'épargne domestique brut varie entre 12,7 % du PIB pour la Mauritanie et 2,7 % pour l'Algérie en 1993. Ce taux est légèrement inférieur à 20 % pour le Maroc et un point au dessus pour la Tunisie.

L'importance du service de la dette pour la Mauritanie et l'Algérie entraine une diminution de six à huit points en se basant sur l'épargne nationale (5,8 % pour la Mauritanie au lieu de 12,7 %). Cette diminution est largement compensée par les transferts des travailleurs à l'étranger pour le Maroc et la Tunisie.

En ce qui concerne la Lybie, l'épargne a fortement diminué depuis 1992 avec la baisse de revenus pétroliers et les résultats décevants des entreprises publiques mais l'épargne budgétaire demeure voisine de 600 millions de dinars Lybiens (2 milliards de dollars) puisque les recettes fiscales se situeraient à 2200 millions dAs et les dépenses de fonctionnement autour de 1600 millions de dinars en 1993. Remarquons que les dépenses d'équipement ont connu une baisse de 58 % en 1993 alors que le budget de fonctionnement a enregistré une augmentation de 15 %.

L'épargne financière des ménages demeure très faible dans la mesure où les dépôts à terme n'ont pas changé en 1994 et en 1993 (en deux années le montant est passé de 4,45 Milliards de dinars en 1992 à 4,56 en 1994 soit 100 millions de dinars Lybiens). L'absence de produits financiers et le peu de succès obtenu par les comptes en devises pour les rendements autorisés depuis 1994 confirment la faiblesse de cette épargne financière.

L'inexistence d'un marché immobilier actif et la faible augmentation de la monnaie fiduciaire qui est passée de 2,28 milliards de dinars en 1993 à 2,33 en 1994 (hausse de près de 2,5 %) favorisent l'épargne sous forme de bijoux et métaux précieux et a des placements divers à l'extérieur par la vente de produits subventionnés, exploitant les grands écarts entre le taux officiel et le taux "parallèle".

A l'étranger, par contre, la Banque Arabe Lybienne extérieure présente un total actif de près de 7 Milliards de dollars en 1994 avec une présence dans trente pays à travers le monde (Amérique, Europe, Afrique, Hong-Kong, pays arabes).

La Libyan Arab Foreign Investment Co présente un actif global de 5 milliards de dollars et une centaine de participations dans les secteurs agricole et industriel et sous forme de holdings.

La Lybie est membre du C A de l'Arab Banking Cooperation qui présente un total bilan de plus de 20 Milliards de dollars.

La Lybie détient près de 35 % du capital d'A.B.C en compagnie du Koweït et des Emirats.

Cette diversification des placements a donné à la Lybie une expérience non négligeable qu'elle pourrait valablement étendre au Maghreb.

Pour le Maroc :

La Banque Centrale Marocaine a obtenu un succès incontestable dans la collecte de l'épargne auprès des émigrés marocains en Europe. L'expertise acquise dans ce domaine semble être essentiellement due à sa pénétration appropriée du marché (ancienneté) à l'offre de services différenciés par rapport à la concurrence (rapatriement, exécution de formalités administratives pour la clientèle...) et l'implantation très dense dans les zones à forte émigration du Maroc pour assister les familles des clients.

En plus de ces raisons objectives, une stabilisation relative du taux de change réel au plan macroéconomique a constitué une incitation au transfert de l'épargne des émigrés vers le Maroc.⁽¹⁾

Or, le Maghreb avec une dette globale voisine de soixante Milliards de dollars doit rechercher les formes adéquates de substitution de produits destinés en priorité à son émigration.

Dans ce domaine, un terrain favorable pourrait être défini en offrant des produits indexés sur certaines valeurs stables et garanties par l'Union Européenne en vue d'obtenir l'adhésion des détenteurs de capitaux d'origine Maghrébine implantés à l'étranger.

L'intervention d'un groupement maghrébin assure de la garantie de l'Union Européenne pourrait obtenir des performances appréciables.⁽²⁾

(1) Mohamed ABOUCH "Libéralisation financière et mobilisation des ressources nationales (p.27), in Annales Marocaines d'économie n° 9 (1994.Rabat).

* T.BENMERZOUKA et Mongi SAFRA (taux de change en Tunisie).

* Monnaie et Finance Internationale (p 193...) HARMATAN.Paris 1994.

II/ LES ETAPES VERS UN SYSTEME UNIFIE DE PAIEMENT

Le régime des changes adopté par les pays Maghrébins fixe la valeur de la monnaie nationale sur la base d'un panier de devises avec des coefficients de pondération pour chacune d'entre elles actualisés selon l'évolution des flux de paiements en conservant une marge de manoeuvre. La Tunisie et le Maroc ont déjà accepté les dispositions de l'article VIII section 3 du FMI relatives à la convertibilité pour les paiements courants.

La Mauritanie a conservé un système de changes multiples avec un taux pour certaines transactions officielles limitées, appliqué par la Banque Centrale, un deuxième taux déterminé par les Banques commerciales avec un écart de deux pour cent par rapport au taux officiel et un troisième taux pour le marché parallèle qui s'écarte de 15 % par rapport au taux de la Banque Centrale.

L'Algérie a adopté plusieurs réajustements successifs de sa monnaie et a fortement libéralisé les échanges extérieurs depuis le début de l'année 1995. L'adoption de l'article VIII section 3 et l'institution des marchés des changes au cours de l'année 1995 figurent parmi les objectifs des autorités monétaires.

La Lybie continue à utiliser un taux de change administré, à appliquer une prime de 2 % du montant mais a élargi la marge de fluctuation du dinar Lybien par rapport au D.T.S à 25 % depuis le 19 août 1993. Les exportateurs Lybiens peuvent conserver 40 % de leurs recettes en devises et des autorisations de transfert sont accordés pour les soins à l'étranger, la formation et les touristes en fonction des disponibilités (300 dinars Lybiens pour les voyageurs).

Le Maroc et la Tunisie ont utilisé le marché à terme de leurs devises sur une période d'une année avec des primes de 2 à 3 % pour la couverture.

La Tunisie permet à ses Banques d'emprunter 10 millions de dinars sans autorisation préalable et certaines entreprises peuvent contracter des emprunts de 3 millions de dinars sans autorisation.

D'autres mesures de facilitation diverses ont également été mises en oeuvre (voyages à l'étranger, préfinancement des exportations, transferts pour les soins et les études, 40 % des recettes d'exportation laissés aux entreprises...).

L'Algérie autorise l'ouverture des comptes devises aux personnes physiques depuis 1988 et a pu collecter près de 1.4 Milliard de dollars à travers ce réseau mais cette

possibilité ouverte aux entreprises a été supprimée pour ces dernières dans la mesure où l'accès à la devise a été facilitée depuis le début de l'année 1995.

L'évolution des taux de change par rapport au dollar entre 1987 et le premier trimestre 1995 pour les cinq monnaies est présentée dans le tableau suivant (cotation à l'incertain).

	Moyenne 1987	1er trimestre 1995
Dinar Tunisien	0,78	0,98
Dirham Marocain	7,8	9,4
Dinar Algérien	4,85	46
Ouguiya Mauritanienne	72	126
Cotation au certain		
Dinar Lybien	3,70 \$	3,20 \$

Pour la Lybie, il faut noter que le taux du marché "parallèle" s'écarte de plus de mille pour cent par rapport à celui du taux officiel. Nous devons relever que sur le marché gris, le dollar US s'échangeait contre un dinar Lybien au début de l'année 1992 alors que ce taux tenait à 3,45 au début du mois d'Avril 1995. Ce glissement indique une dépréciation moyenne annuelle de près de cinquante pour cent sur le marché parallèle depuis 1992.

Les autorités monétaires auraient étudié la possibilité de mettre en place un système de taux de change multiples pour mettre un frein à cette évolution mais le projet ne semble avoir l'agrément des décideurs bien qu'il constitue un sujet de réflexion prioritaire dans la phase actuelle.

Nous notons qu'au cours de cette période de huit années, le d.A Tunisien a perdu 25 % par rapport à sa cotation initiale, le dirham environ 22 %, l'ouguiya près de soixante dix pour cent, le dinar Lybien près de quatorze pour cent alors que le dinar algérien a subi une baisse de près de 850 % ($46 - 4,85$).

4.85

La comparaison des taux officiels par rapport à ceux du marché parallèle indique des écarts réduits ou négligeables pour les devises Tunisienne et Mauritanienne, un écart de près de 15 % pour l'ouguiya, et une différence réduite à trente pour cent pour le dinar Algérien. Les effets de libéralisation effective du commerce extérieur vont ramener cet écart à une

A l'exclusion de la Lybie, les quatre autres pays Maghrébins ont obtenu des résultats probants dans la diminution de leur déficit budgétaire, dans la reconstitution de leurs réserves de change (6 mois de couverture des importations pour le Maroc) et l'adoption de taux de change réalistes (Ecart entre taux officiel et parallèle réduits).

Ces préalables les prédisposent à une convertibilité effective de leurs monnaies à condition d'améliorer l'efficacité de leur système bancaire (opérations de change).

La Tunisie dispose d'un marché des changes depuis Mars 1994 ouvert aux banques résidentes en limitant les position de change à 5 % des fonds propres des institutions et en obligeant à dénouer lorsque la perte est évaluée à 3 %.

Le Maroc envisage l'ouverture d'un marché des changes en étudiant la possibilité de l'élargir aux non résidents et en instituant un contrôle pour les échanges entre les pays Maghrébins, la convention du 11- 12 - 1991 prévoit les modalités de règlement sur les bases bilatérales en établissant des situations mensuelles dont les soldes sont transférés dans un délai de quinze jours au delà duquel des agios fixes selon le LIBOR sont dûes. Le telex et le système de communication SWIFT sont utilisés avec un succès relatif et sans perturbation notable selon les participants. La Lybie envisage d'adhérer au Swift au cours de l'année 1995.

L'utilisation des taux croisés entre devises et la généralisation du Swift permettrait d'envisager la multilarisation de ces règlements.

III/ LES PREALABLES A LA NORMALISATION DU FINANCEMENT DES ECHANGES

Les réformes entreprises pour une meilleure efficience du secteur bancaire au Maghreb constituent un atout positif pour assurer un financement des échanges intra-Maghébins bien que les perspectives d'une coopération dans els domaines des assurances et de la bourse gagneraient à être bien appréciées.

. La gestion des Banques commerciales

L'ensemble des pays Maghrébins ont adopté à des degrés divers, de profondes modifications de leurs réglementation bancaire en vue de consacrer la vision de la Banque universelle et la prise en charge du risque par les Banques commerciales tout en garantissant une certaine autonomie aux autorités monétaires par rapport aux gouvernements.

La loi du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit a voulu consacrer un rôle particulier à la Banque d'Algérie au plan des textes, mais les attributions en matière d'agrément des investissements et l'absence d'un système bancaire à deux niveaux a réduit sa portée au plan opératoire.

La loi Tunisienne de 1967 sur la profession bancaire a été modifiée par la loi du 7 février 1994 qui a donné un rôle plus actif à la Banque Centrale tout en permettant aux banques de développement d'accorder des crédits à leur clientèle et en créant les Banques d'affaires chargées de conseiller et de soutenir leur clientèle.

Le dahir du 6 juillet 1993 a redéfini les activités des établissements du crédit et leur contrôle au Maroc en distinguant les Banques et les sociétés de financement en renforçant le rôle du système bancaire dans l'évaluation du risque.

La Mauritanie dispose de deux Banques privées locales, d'une Banque privée mixte (Al Baraka) et d'une banque mixte avec la participation de l'Etat (Arabo-Lybiennne) après la liquidation de la Banque de développement et un assainissement des actifs de ces institutions dans le cadre du P.A.S.R.

La loi lybienne de 1993 prévoit que les Banques soient constituées en sociétés par action en vue d'éviter d'engager la responsabilité de l'institut d'émission ou du Trésor.

Des dispositions ont d'ailleurs été adoptées par les quatre pays (La lybie prévoit l'assainissement des actifs des banques dans une phase préliminaire) pour respecter la solvabilité, la division des risques, et les provisions des créances incertaines, douteuses et compromises.

En adoptant une définition restrictive des fonds propres nets, le Maroc se place comme leader dans la mise en oeuvre du Ratio Cooke (8 % des engagements en fonds propres) d'autant plus le quotités réservés aux crédits aux entreprises publiques soient de 100 % contrairement aux autres pays Maghrébins. La division du risque limite également à 7 % des fonds propres, les prêts accordés à un seul bénéficiaire alors que ce Ratio est de 40 % en Algérie et en Tunisie et 50 % en Mauritanie.

Pour l'implantation, nous constatons que la Tunisie se trouve la mieux pourvue en services bancaires puisqu'elle dispose de 699 agences pour 12 banques commerciales, 8 banques de développement, 3 sociétés de leasing et 7 banques off shore en plus des organismes de placement collectif (voir Bourse). Le taux de couverture est d'une agence pour 12.205 habitants en 1993.

Au Maroc, 14 banques et 5 organismes financiers spécialisés se partagent un marché avec 1246 agences (1 agence pour 21.000 habitants). Les trois premières banques contrôlent 61 % des activités.

En Algérie, cinq banques commerciales, une banque de développement, la caisse nationale d'épargne et de prévoyance et deux banques mixtes (BAMIC et Al Baraka) disposent de 895 agences dont un taux de couverture nettement inférieur à celui du Maroc et éloigné de celui de la Tunisie.

La Lybie dispose d'un réseau de 286 agences relevant de 8 institutions bancaires. Quatre banques Mauritanienne contrôlent 15 agences en 1994.

Il s'agit d'une répartition inégalitaire du service offert à la clientèle qui constitue des perspectives favorables à de nouvelles implantations sur une territoire particulièrement vaste. L'association des banques maghrébines dont le siège est à Tunis comprend 55 banques Maghrébines qui versent chacune une contribution annuelle de 5000 dollars US.

Cette association a pu éditer un annuaire des banques et organiser quelques rencontres sur les règles prudentielles et la formation au cours d'une période de trois années.(1992-1995)

L'information et la formation demeurent être préoccupations majeures des professionnels de la Banque au Maghreb dans la mesure où la libéralisation financière sans l'assainissement des actifs et le professionnalisme conduit ineluctablement à la transformation du secteur en "Casino". (L.SUMMERS)⁽¹⁾

. Les assurances :

Le secteur des assurances présente une diversité organisationnelle puisque la Tunisie dispose de 15 sociétés d'assurances et 3 sociétés mixtes de réassurance, (Off Shore), le Maroc est couvert par 18 sociétés d'assurances, 3 mutuelles et une société de réassurance, la Mauritanie a une société d'assurance (privatisée), la Lybie a également une société d'assurances et gère sa réassurance à travers le MED-RE (Algéro-Lybiennne) et Arab-Union RE (Syro-Lybiennne).

L'Algérie, le Maroc et la Mauritanie utilisent également l'Africa.RE.

POUR L'Algérie, les institutions comprennent 3 sociétés d'assurances, 2 mutuelles (C.M.M.A et MAATEC) et 1 société nationale de réassurance. Le Maroc utilise un réseau relativement dense de courtiers agréés comprennent 600 représentants à travers le territoire Marocain.

La distribution du Chiffre d'affaires est plus concentrée en Algérie et en Tunisie où une société comme la S.A.A. contrôle près de 52 % du marché en Algérie et la S.T.A.R en TUNISIE QUE 31 % du chiffre d'affaires alors cette repartition est plus égalitaire au Maroc (5 sociétés contrôlent environ la moitié du marché).

Le marché maghrébin a un chiffre d'affaires d'assurances de près de 1.7 milliards de dollars avec un taux de pénétration moyen voisin de 1,6 % (par rapport au PIB). Ce taux varie entre 2,4 % pour le Maroc et 0,7 % pour l'Algérie en 1992.

Les taux de placement des primes d'assurances demeurent relativement faibles puisqu'ils se situent autour de 20 % à l'exclusion du Maroc pour lequel ce taux est voisin de 38 %. Les flux de placements des sociétés d'assurances par rapport à la formation Brute

capital fixe demeurent inférieurs à 1 % en moyenne. Les primes d'assurances par habitant varient entre 6 dollars pour la Mauritanie et 55 dollars pour la Lybie alors qu'elle est de 29 dollars en Tunisie, 22 dollars au Maroc et 11 dollars en Algérie (1991). Nous devons cependant noter que l'assurance des personnes demeure très marginale puisqu'elle ne représente que 3 % des primes en Algérie, 2,5 % en Lybie, 7,2 % en Tunisie et 18 % au Maroc alors que cette part atteint 83,5 % en Corée du Sud.

Le secteur des assurances offre un domaine privilégié de coopération aux pays du Maghreb tant au niveau de la réassurance (contrats avantageux pour les flottes aérienne et maritime) qu'au niveau d'une stratégie cohérente pour l'assurance des personnes et une plus grande diversification des placements.

Les produits d'épargne offerts par l'assurance en cas de vie peuvent valablement être adaptés en listant le versement d'intérêt remplacés par des participations et le caractère aléatoire du contrat pour respecter les préceptes de l'Islam (voir Malaisie).⁽¹⁾

La libéralisation des placements des assurances en évitant d'obliger les sociétés à privilégier certains titres va rendre nécessaire les modalités de diversification des portefeuilles.

Le rôle déterminant de ces investisseurs institutionnels se situe au niveau de la capacité à gérer leurs actifs (placements).

L'épargne contractuelle⁽²⁾ (retraites, assurance, maladie, accidents...) constitue un gisement encore inexploité que les plans d'ajustement des économies vont favoriser en recherchant une relation permanente entre la contribution et la qualité du service. Cette évolution sera d'autant plus accélérée que les déficits des organismes de sécurité sociale deviennent insupportables pour les finances publiques.

. Le Marché des valeurs mobilières :

Les bourses de valeur commencent à jouer un rôle appréciable en Tunisie et Au Maroc depuis 1993 et l'Algérie a également promu un texte portant création de la bourse en 1993.

⁽¹⁾ La Malaisie a développé l'assurance vie et un marché financier appréciable en respectant les règles de l'Islam.

⁽²⁾ L'épargne contractuelle est le type de placement en capital le plus répandu dans les pays à forte croissance.

La bourse de Tunis qui a débuté ses activités des 1969, a subi une profonde réforme en 1989 avec l'élaboration d'un arsenal juridique cohérent sur les organismes de placement collectifs, les règles d'admission et d'intervention, la protection du petit épargnant et complété par un texte de novembre 1994 mis l'appel public à l'épargne et le Conseil du Marché financier.

Ce travail remarquable a certainement contribué à créer un climat de confiance et à donner un rôle effectif à l'institution dans le système financier qui a pu être associé et intéressé au bon fonctionnement du marché par une direction non bureaucratique.

La bourse de Casablanca, née en 1920, a connu également un développement rapide depuis 1993 avec l'adoption de trois textes essentiels sur le fonctionnement de la bourse, le conseil de déontologie et les organismes de placement.

Au 31.12.1994 à la bourse de Tunis, la capitalisation boursière avait atteint 2,5 milliards de dinars soit 5,6 fois la valeur nominale alors que le Ratio était 2,3 en 1990 (taux de capitalisation boursière 15 % en 1994 alors qu'en 1990 il était de 4 %).

82 sociétés d'investissement agréées (17 SICAV) geraient 720 millions de dinars.

Le volume global des transactions atteignant 531 millions de dinars (la cote permanente était de 330 millions de dinars en 94 alors que ce taux était de 17 millions de dinars en 1990).

La valeur de certains titres a augmenté de plus de 250 % au cours de la période de 1992-1994 et le P.E.R dépasse parfois le Ratio de 25.

Au Maroc, nous trouvons également des P.E.R en 1993 de 35,19 pour la BMCI, pour la CTM-LN 22,41 mais les 65 sociétés cotées présentent une diversité plus notable.

En décembre 1994, la capitalisation boursière était de 39,8 milliards de dirhams, ce qui donne de taux de capitalisation boursière voisin de 15 %. Par contre, le chiffre d'affaires en 1994 a atteint de 8,7 milliards de dirhams alors qu'il était de 4,87 Milliards de dirhams en 1993.

Ces indicateurs montrent incontestablement l'intérêt du public pour la bourse en soulignant le rôle très actif des Banques (en Tunisie notamment) qui ont substitué ces placements à d'autres soumis à des règles plus strictes en matière prudentielle.

Les Policymakers sont ainsi confrontés à deux questions principales :

1) La bourse ne doit pas offrir uniquement un mécanisme de substitution aux produits d'épargne classiques existants mais comment peut-elle contribuer à l'augmentation de l'épargne ? (La substitution dans une première phase est un passage obligé).

2) Comment établir une relation entre l'économie financière et une économie réelle et éviter que ces gains ne se limitent à des spéculations sans augmentation réelle des richesses ? (Effet Casino).

Il faut souligner ici que des ressources précédemment destinées à l'investissement peuvent être détournées vers des emplois financiers très lucratifs et cela risque de constituer un effet pervers et une hausse artificielle des cours boursiers.

Des actions correctives dans le sens d'une plus grande transparence de fonctionnement des sociétés et de la publicité de leurs résultats et des mesures d'encouragement en vue de les inciter à s'inscrire en bourse afin d'augmenter l'offre et soutenir ainsi l'évolution des cours, ont déjà été entreprises avec une attention particulière de la part des autorités gouvernementales. Au Maroc, la privatisation fournit d'ailleurs une offre salutaire et les opérations mises en oeuvre ont obtenu un succès certain auprès des épargnants.

Dans la phase actuelle, les emprunts d'Etat et l'émission de titres négociables sous forme d'obligations (O.A.T) sur les principales places maghrébines obtiendraient l'agrément des autorités pour la consolidation de l'offre. De nombreux analystes avisés tendent à considérer que les obligations devraient être le produit dominant pour éviter des perturbations de forte amplitude génératrices de "crash" qui auraient des effets désastreux. D'autres estiment au contraire que la rémunération au capital selon son coût par les entreprises et l'ouverture de leur capital aux actionnaires supposent un management efficace et une flexibilité suffisante du marché du travail en éliminant les rentes.

Dans la phase de transition, il semblerait qu'une importance accrue aux investisseurs institutionnels (assurances...), un développement de l'épargne contractuelle, fournissent des domaines de coopération aux pays Maghrébins et de bases consensuelles sur ces questions.

VI/ LES CONDITIONS D'HARMONISATION DES POLITIQUES D'INVESTISSEMENT

Les codes d'investissement en s'inspirant de la codification de la protection publique par la Banque Mondiale (Legal Framework for the Treatment of Foreign Investment)⁽¹⁾ qui constitue une référence de base en la matière.

Au plan du financement, les Banques de développement connaissent des problèmes liés à leur restructuration et à la doctrine dominante dans ce domaine alors que les Banques OFF shore suscitent les questionnements les plus divers de la part de leurs porteurs. Le projet de création d'une Banque Maghrébine sur des bases multilatérales initié en 1991 demeure dans sa phase de législation après quatre années pour des raisons objectives dues à l'évolution des besoins et aux contraintes nouvelles.

Les codes d'investissement

- La nouvelle politique algérienne de promotion des investissements initiée en octobre 1993 accorde des facilités multiples dans les domaines fiscal, de transfert des bénéfices, d'arbitrage, d'attribution de terrains, d'indemnisation et d'accomplissement des formalités au niveau d'un

- Le nouveau code Tunisien du 28 décembre 1993 comprend de nombreuses incitations à l'exportation, au développement régional, à la promotion de la technologie, à la P.M.I en plus des avantages fiscaux classiques accordés à l'investisseur.

- Le Maroc dispose de codes sectoriels du 4 mai 1998 en distinguant l'industrie, le secteur maritime, le tourisme, l'immobilier et les exportations en distinguant les zones afin de promouvoir les régions déshéritées par les incitations spécifiques.

- La Mauritanie a également adopté un code en janvier 1989 en distinguant les entreprises prioritaires et les entreprises bénéficiant d'un accord fiscal. Le texte Mauritanien garantit d'ailleurs une stabilité de la réglementation fiscale pour une période de dix années en cas d'accord.

Les dispositions contenues dans ces codes sont d'ailleurs renforcées par l'adhésion aux conventions internationales d'arbitrage (Washington et New York), au MIGA (Banque Mondiale).

L'ordre législatif demeure cependant tributaire d'un ordre judiciaire souvent en deçà des objectifs du législateur. D'ailleurs, la conception dominante vise à privilégier les relations contractuelles entre les parties et à veiller au strict respect des engagements en se donnant les moyens nécessaires (réserves de change...).

Cet "habillage" juridique des relations présuppose cependant que les projets de coopération soient viables en offrant une rentabilité suffisante sans laquelle ces initiatives ne sauraient être concrétisées.

Les Banques de développement

Les Banques de développement apportent des financements à des projets non susceptibles d'être financés par le marché. Ces institutions⁽¹⁾ qui ont connu un succès exceptionnel au cours des années soixante sont remises en causes par des difficultés pratiques et réelles qui rendent nécessaires leur mutation ou leur disposition comme la Banque de développement Mauritanienne qui a été liquidée.

La Lybie n'a pas posé ouvertement la question relative au devenir de sa Banque de développement mais les experts concernés n'hésitent pas à s'interroger sur les alternatives offerts notamment après la loi bancaire de 1993.

En Tunisie, un rapport de la Banque Mondiale pose clairement le problème des 8 banques de développement après un diagnostic de situation et étudie les possibilités de transformation en Banques d'affaires, les fusions, les associations mais les auteurs excluent le statu-quo.⁽²⁾

Un débat particulièrement fructueux a été ouvert sur ces questions d'autant plus que les projets rentables à financer ne semblent pas être légion.

Au Maroc, la Banque Nationale de Développement Economique qui a accumulé un Know-How appréciable après 36 ans d'activités, a amorcé de manière judicieuse sa restructuration en prenant le contrôle d'une Banque commerciale (B.M.Afrique et Orient) et en participant avec succès à des opérations de privatisation.

(1) Les banques de développement dans le Monde connaissent des difficultés croissantes de financement et cette catégorie d'institutions est très déclinée. Certains mettent en cause leur existence même, d'autres font le procès de leur management.

(2) Le rapport du FIAS sur les 8 banques de développement en Tunisie (1994) propose le passage aux banques universelles, la transformation en banques d'affaires ou une stratégie de niche (spécialisation) en se basant sur des fusions, des associations ou la croissance interne. Ce document a été bien intégré dans la mesure où il pose clairement le problème des B.D. Les managers des B.D. considèrent cependant que les

En 1993, cette Banque au capital de 600 millions de dirhams a accordé des crédits de 1,5 Milliards de dirhams.

Pour l'Algérie, le devenir de la Banque Algérienne de Développement qui existe depuis avril 1963, est devenu une préoccupation majeure des décideurs d'autant plus que cette institution n'arrive à recouvrer que moins de 15 % des montants échus à des taux d'intérêt symboliques. Le financement annuel ne dépasse guère 5 milliards de dinars alors qu'il dépassait 20 milliards de dinars en 1989 et concernait une part déterminante des investissements publics au cours des années quatre vingt.

La loi sur la monnaie et le crédit et les réformes du système bancaire vont engendrer des effets directs qui rendent incontournables la transformation de cette institution.

Les Banques Off Shore

Les Banques Off Shore⁽¹⁾ ont fait l'objet d'une attention particulière en Tunisie dès 1975. La loi du 6/12/1985 et la circulaire du 6 mai 1986 de la Banque Centrale sont venus modifier la réglementation de ces Banques orientées vers les non-résidents.

Le bilan des activités de 7 Banques Off Shore en Tunisie indiquent une diminution du volume d'activités de plus de 20 % par rapport à 1992.

La circulaire du 26.02.1992 complète le Dahir du même jour relatif aux Banques Off Shore au Maroc en créant une place spécialisée à Tanger.

L'originalité réside dans la sélection préalable des institutions car le statut Off Shore ne saurait être accordée aux Banques de notoriété internationale.

En Algérie, une Banque algéro-Lybiennne "BAMIC" fonctionne depuis 1988 sur des bases Off Shore sans qu'un statut de l'Off Shore ne soit clairement défini.⁽²⁾

Les nouvelles dispositions de la réglementation internationale en matière bancaire (origine des fonds et règles prudentielles) ne semblent pas de nature à favoriser ce statut à moins que des services bancaires différenciés sur des bases compétitives soient offerts.

(1) Les banques Off Shore ont subi les effets d'une réglementation bancaire stricte sur l'origine des dépôts dans le monde.

En Tunisie, la circulaire de 1986 semble limiter le champ d'activités des Banques Off Shore en vue d'éviter de concurrencer les Banques locales.

(2) BAMIC (Algéro-Lybiennne) dispose d'un capital social de 50 millions de dollars et opère sur le marché à c.t. dans la

La Banque Maghrébine pour l'investissement et le Commerce extérieur.

Cette Banque créée par convention entre les Etats des pays de l'UMA le 10.03.1991 mais sa mise en oeuvre ne semble pas avoir été réellement amorcée car le capital de 500 millions de dollars répartis de manière égalitaire entre les Etats membres, le bilan des Banques bilatérales peu encourageant et la non identification préalable et précise de projets communs fiables.

En ce qui concerne le capital, il est clair que la situation des pays Maghrébins ne les met pas dans la même situation au plan des capacités financières.

Pour les banques bilatérales, les performances réalisées incitent à beaucoup de prudence en matière de financement avant de lancer des opérations nouvelles.

La B.C.M.A a été créée le 03.09.1981 par une convention algéro-Tunisienne qui a également lancé deux instituts mixtes, l'un chargé de formation post-graduation en assurances et banques et le second spécialisé dans la fiscalité et les douanes.

Le capital de la banque libéré est de 30 millions de dollars sur un montant souscrit de 40 millions de dollars pour le financement de 9 projets dont 6 ont été annulés et 2 en voie de liquidation. Après une quinzaine d'années, la Banque a pu conserver son capital nominal en constituant des provisions pour les prêts enregistrés.

En termes strictement financiers, le placement de ces trente millions de dollars auraient rapporté aux actionnaires plus de 80 millions de dollars au taux LIBOR au cours de la période, mais au plan de l'efficacité les choses selon P.DRUCKER, la Banque a été performante puisqu'elle s'est limitée à encourager les projets d'investissement communs et a les financer conformément à ses statuts.

Au titre de la comparaison, les deux instituts de formation en Algérie et en Tunisie créés par la Convention du 3.09.1981 (en même temps que la Banque) ont nécessité un budget global inférieur à 14 millions de dollars mais a pu former près de 1000 cadres supérieurs en Banque, assurance, fiscalité et douanes qui exercent dans de bonnes conditions en Algérie et en Tunisie. Ces données illustrent bien le haut rendement des actions communes de formations dans les milieux professionnels au Maghreb car ces cadres assurent la continuité de l'action d'édification et de renforcement de la coopération.

Il faut souligner que la Banque a dû subir tous les surcoûts liés à la bureaucratie, à la

rentables. Dans ce domaine précis, la capacité de cette institution en matière d'évaluation de projets ne s'est pas réellement améliorée comme la quasitotalité des Banques de développement.⁽¹⁾

- La Banque mixte Tuniso-Lybienne a connu des difficultés similaires qui ont incité à demander un audit mais cette Banque a déclaré des résultats positifs sans que des dividendes soient distribués.

Il semblerait que cette Banque ait de meilleures perspectives et des capacités de croissance interne par rapport à la B.C.M.A.

- La BAMIC (Algéro-Lybienn)e fonctionne sur des bases Off Shore depuis 1989 en participant à des opérations relais de financement à court terme en prélevant des "Sweeteners" mais ne dispose pas d'une équipe de professionnels susceptibles d'envisager la transformations de cette Banque en institution active.

- La Banque Internationale Arabe de Paris a obtenu des résultats appréciables et a rendu des services non négligeables dans le financement du commerce extérieur de ses actionnaires algérien et Lybien, notamment depuis 1990. (capital de 550 millions FF).

- La Banque Mauritanio-Lybienn(e) (Chingali) semble jouer un rôle utile dans le fonctionnement du système bancaire mauritanien.

En définitive, les Banques de développement rencontrent le plus de difficultés pratiques car l'absence de projets viables et fiables complique leur tâche d'autant plus que leur capacité en matière d'évaluation des projets demeure réduite.

Nous sommes en présence d'un dilemme car d'une part les Banques de développement semblent être marginalisées par la restructuration et la consécration des Banques universelles mais ces dernières ne prennent pas en charge le financement du développement.⁽²⁾

⁽¹⁾ L'évaluation des projets et l'appréciation du risque permettent aux Banques de développement de se différencier en construisant des batteries de critères spécifiques et des gisements de projets. Or, les B.D. au Maghreb n'arrivent pas à se positionner sur ce créneau où la Banque Mondiale a acquis une expérience remarquable.

⁽²⁾ Voir également :

* Mauritanie : Macroéconomie update World Bank Staff Report (Avril 1994)

* Rapport du F.M.I. sur la Mauritanie 1994 (15.01.1995 dans le cadre article IV).

* Les mécanismes de compensation des pertes pour les pays de l'UMA (H.BENISSAD Alger juillet 1994).

* M.FINANCE and E.BELL : The Arab Maghreb Union (May 1994) IMF Working paper.

* Première évaluation des relations commerciales et financières de l'Algérie avec les pays membre de l'UMA (Mai 1994 - ECA MRAG - Addis Ababa)

* Les perspectives d'économie monétaires et les PVD (Février 1995) World Bank.

* Africa From stagnation to Recovery (E.LAYCOCK - Février 1993 (World Bank).

* Why monetary adjustment has not succeeded in Africa (J.E. BARBAULT, R. CHETTER) - IMF Working Paper - 1993

ANNEXE 6

COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE

**ATELIER SUR
LIBERALISATION ET FINANCEMENT DES ECHANGES MAGHREBINS
AU SERVICE DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE MAGHREBINE
Tanger, 14-16 juin 1995**

RESUME DE L'ETUDE PRELIMINAIRE

**"ZONES DE LIBRE ECHANGE
MAGHREBINE ET EURO-MAGHREBINE"**

**Par le Professeur Fathallah Oualalou
Consultant**

Le présent document n'a pas été révisé par la CEA. Les vues qui y sont exprimées n'engagent que la responsabilité de leur auteur et ne sont pas nécessairement celles de la CEA.
Le présent document fait l'objet d'une diffusion restreinte. Il ne peut être utilisé par ses destinataires que dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

RESUME

CHAPITRE 1 : LE CADRE INSTITUTIONNEL ET LE CONTENU DES POLITIQUES DE COMMERCE EXTERIEUR AU MAGHREB

1.1. Les perspectives de l'instauration d'une Z.L.E maghrébine et euro-maghrébine doivent être situées dans le cadre de l'évolution des politiques de commerce extérieur des différents pays de l'U.M.A.

1.2. L'organisation du commerce extérieur a longtemps été marquée par l'emprise de l'étatisme et du protectionnisme. Le mouvement de libéralisation initié au Maroc (1984) puis en Tunisie (1987) s'est étendu finalement à l'ensemble du Maghreb, notamment en Algérie (1992). A son origine, il y a bien sûr l'adhésion des pays de la région au programme d'ajustement structurel. Il est aussi le résultat de l'élan d'harmonisation du commerce international impulsé par le GATT. Il s'est traduit au Maghreb par l'élimination progressive des obstacles quantitatifs et l'adoption de lois sur le commerce extérieur par le Maroc et la Tunisie consacrant la tendance de l'ouverture de leurs économies.

1.3. Le niveau de protection douanière au Maghreb a toujours répondu à des considérations budgétaires autant qu'à des considérations économiques. Partout on a assisté, de 1984 à 1994, à une réduction de la protection douanière dont la tendance reste cependant contrecarrée par la persistance des déséquilibres budgétaires du fait en grande partie de la pression toujours lourde de la dette extérieure. Aujourd'hui, les taux de protection maximum sont de 35 % au Maroc, 43 % en Tunisie et 60 % en l'Algérie, compte non tenu de l'existence des prélèvements fiscaux d'équivalent douaniers.

On observe par ailleurs une tendance à l'harmonisation des systèmes fiscaux nationaux depuis l'adoption de la T.V.A. par l'ensemble des pays maghrébins, à l'exception toutefois de la Libye. Le rapprochement de plus en plus réel des politiques commerciales et douanières des pays de l'U.M.A. constitue un atout en faveur de la libéralisation des échanges dans la région.

1.4. La place des recettes douanières dans le financement des budgets dépend beaucoup plus de l'existence ou non de moyens de financement de substitution que de la nature des politiques de commerce extérieur. Ainsi, paradoxalement, c'est l'existence (en Algérie et en Libye) ou non (en Tunisie, au Maroc et en Mauritanie) d'une rente pétrolière qui détermine la place des recettes douanières dans le financement budgétaire : insignifiante en Libye, elle est de 8,7 % en Algérie, de 43 % des recettes ordinaires au Maroc, de 65 % des recettes fiscales en Tunisie et de 53 % des recettes budgétaires en Mauritanie. Le paradoxe provient du fait que les pays qui ont une plus grande propension à la libéralisation commerciale, Maroc et Tunisie, sont aussi les pays où la part des ressources douanières par rapport à l'ensemble des recettes budgétaires, reste élevée.

CHAPITRE II: LES ECHANGES COMMERCIAUX INTRA-MAGHREBINS

2.1. L'analyse de l'état actuel du commerce extérieur intra-maghrébin est nécessaire pour permettre de dessiner les contours de la Z.L.E. dans la région. Elle implique la connaissance du commerce extérieur de chaque pays pour arriver à mieux situer les systèmes productifs nationaux par rapport au reste du monde ainsi que l'importance des flux d'échanges inter-maghrébins, aussi bien institutionnels qu'informels.

2.2. Les balances commerciales de la Libye et de l'Algérie présentent un solde traditionnellement excédentaire, le dynamisme de leurs économies étant fondé sur leurs exportations en hydrocarbures. Les ventes marocaines et tunisiennes, quant à elles, sont très diversifiées du fait d'une part du maintien des exportations de produits alimentaires et de l'accroissement de celles des produits manufacturés.

Si la balance commerciale de la Mauritanie est dans l'ensemble équilibrée, le niveau de ses échanges est faible et ses principales exportations étant les produits de deux secteurs

primaires : la pêche et l'exploitation du fer.

L'analyse des importations des 5 pays de l'U.M.A. révèle la similitude de leur composition du fait de l'importance presque égale des principales rubriques : alimentaire, équipement, demi-produits, biens de consommation. La rubrique importations de produits énergétiques n'existe que dans les balances commerciales marocaines et mauritaniennes.

L'Union européenne est le principal partenaire commercial des cinq pays maghrébins : principal acheteur et principal vendeur. D'où la très grande sensibilité des rapports euro-maghrébins face aux perspectives du nouvel accord d'association devant conduire à une zone de libre échange entre les deux parties.

2.3. Le niveau des échanges intra-maghrébins est faible : à peine 3 % du commerce extérieur de la région. C'est le commerce zonal le plus médiocre qui existe comparé à ce qui se passe dans les communautés régionales latino-américaines, asiatiques ou même africaines. Les entraves d'ordre politique expliquent en grande partie l'absence de facteurs incitatifs à la progression du commerce inter-maghrébin (Maroc-Algérie).

Les pratiques restrictives de tel ou tel pays, notamment par le recours abusif aux autorisations administratives préalables (Tunisie, Maroc) contribuent également à freiner la progression des échanges régionaux. Le handicap politique et les pratiques restrictives, conséquence de l'existence d'un climat de suspicion, interdisent aux opportunités de complémentarité, notamment entre pays excédentaires et pays déficitaires en matière énergétique, d'avoir un effet réel. Il est certain que la Libye représente un marché attractif aux produits manufacturés marocains et tunisiens. Mais l'ouverture de ce marché n'est pas du au fait maghrébin, d'une façon intrinsèque. Il est surtout la conséquence de la nature pétro-rentière de ce pays et de sa volonté politique de développer ses relations commerciales avec l'ensemble des pays arabes.

La réalité des échanges commerciaux maghrébins est contradictoire : alors que les échanges formels restent très modestes, les échanges informels connaissent, au contraire, un certain dynamisme. De là ressort très nettement qu'il existe entre les économies maghrébines des éléments de complémentarité qu'il faut investir pour développer les échanges dans la région et créer les conditions de l'avènement d'une Z.L.E. maghrébine.

CHAPITRE IIB LE CADRE INSTITUTIONNEL DES ECHANGES INTER-MAGHREBINS : DES CONVENTIONS BILATERALES A LA C.C.T. MAGHREBINE

3.1 Les conventions bilatérales qui régissent les échanges inter-maghrébins procèdent de la logique du libre échange : elles sont fondées sur la règle de l'exonération douanière des produits d'origine, à l'exception de ceux qui figurent sur une liste de produits devant acquitter d'une taxe compensatoire de 17,5 % (convention maroco-tunisienne).

Mais, dans les faits, les administrations usent et abusent des autorisations préalables pour les importations en franchise de douane.

La faiblesse du niveau des échanges révèle les difficultés d'application des conventions bilatérales dues pour l'essentiel :

- aux antagonismes politiques entre les pays de la région ;
- aux distorsions entre les politiques commerciales, fiscales, monétaires des différents pays ;
- aux difficultés de gestion des conventions commerciales dont l'application est entravée par les initiatives, souvent injustifiées, sous forme d'autorisations préalables à l'importation ;
- à la faiblesse en matière de financement des échanges inter-maghrébins et de transport.

3.2. L'analyse de la tentative de libéralisation maghrébine des années soixante révèle qu'il s'était agi alors d'une formule globale rattachant la libéralisation des échanges à l'harmonisation industrielle : on avait en effet opté pour le regroupement de l'ensemble des échanges à libérer selon une méthode linéaire.

3.3. Trois textes de référence constituent le fondement de l'action qui doit être menée en vue de la création de la zone de libre échange inter-maghrébine :

- la "stratégie maghrébine pour le développement commun" (23 juillet 1990) qui définit les bases de la solidarité économique entre pays maghrébins et invite à l'élaboration

de politiques communes dans tous les domaines. La réalisation de cette stratégie devrait s'effectuer à travers quatre phases :

- . l'avènement d'une Z.L.E. avant la fin de l'année 1992, impliquant l'élimination des entraves douanières et non douanières ;
 - . le passage au stade de l'Union douanière avant la fin de l'année 1995 avec adoption d'un tarif douanier commun ;
 - . la création d'un marché commun à l'horizon 2000, avec l'application des quatre libertés : circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux (marché unique) ;
 - . l'Union économique, stade ultime, est concrétisée par l'unification/coordination des politiques économiques des pays de la région.
- la convention relative aux échanges de produits agricoles adoptée le 23 juillet 1990 dans le but de promouvoir les potentialités agricoles et favoriser l'écoulement des produits agricoles de base au sein de la région en vue de réaliser "la sécurité alimentaire".

Les parties s'engagent à exonérer les produits agricoles d'origine de tous droits et taxes équivalents et à protéger les productions agricoles de la concurrence des produits importés des pays tiers grâce au soutien de prix subventionnés.

- la convention commerciale et tarifaire maghrébine (11 mai 1990) qui stipule l'adoption des règles de libre échange pour les produits d'origine. Les produits dont la fabrication dans l'un des pays de la région a utilisé des inputs provenant de pays tiers et bénéficiant du régime de l'entrepôt ou de l'admission temporaire, sont soumis à un droit compensatoire de 17,5 % dans le pays importateur final. Les pays de l'U.M.A. sont invités à élaborer ensemble une liste de marchandises à dispenser de toute entrave non tarifaire. Cette liste sera élargie graduellement pour rendre l'exemption douanière effective et efficace.

3.4. La mise en application de la C.C.T. maghrébine rencontre un certain nombre de difficultés qui procèdent des conditions d'application des accords bilatéraux. Or toute avancée de la convention multilatérale suppose l'existence préalable de coopérations bilatérales. Or, la mise en place de la convention

économique, les dispositions des accords du GATT en ce qui concerne le volet agricole, etc, ont tous constitué des facteurs perturbateurs pour la coopération euro-maghrébine. Ils n'ont pas permis une bonne gestion des rapports entre les deux parties, tant pour les exportations agricoles traditionnelles, qu'en matière de flux financiers. Sur tous les fronts, les résultats ont été pour le moins mitigés. Par ailleurs, la baisse des prix des matières premières et des hydrocarbures, la crise du surendettement extérieur et les déséquilibres macro-économiques qui en ont découlé accentuent la fragilité des économies maghrébines.

Les rapports U.E. - Mauritanie procèdent de l'approche des accords de Lomé qui concernent les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.).

4.3. Enfin, le Maroc et la Mauritanie entretiennent avec l'U.E. des rapports spécifiques dans le domaine de la pêche. Des accords entre les deux parties permettent à la flotte européenne (espagnole) d'exploiter les ressources halieutiques dans les mers qui dépendent de leur souveraineté en contrepartie de versements financiers et de coopération technique en la matière. Mais, là aussi, il y a contentieux.

4.4. L'immigration maghrébine en Europe constitue en soi un champ de chocs économiques, sociaux et culturels entre les deux parties. Le tarissement du flux d'émigration des maghrébins vers l'Europe depuis le début des années 80, renforcé par les dispositions de Sheingen, s'est traduit par l'amenuisement des transferts financiers des émigrés à leurs pays d'origine, transferts qui représentent parfois la principale ressource extérieure de ces pays (c'est en particulier le cas du Maroc).

Tout ceci interpelle les deux parties, européenne et maghrébine, pour intégrer la composante immigration dans leur action de coopération future.

4.5. Même si l'aire maghrébine ne parvient pas à être attractive pour le capital privé étranger, on observe une tendance à la hausse des flux des investissements extérieurs depuis 1990, aussi bien au Maroc qu'en Tunisie, pays qui ont réalisé des progrès en matière de politique d'ajustement et qui ont avancé aussi dans le domaine de privatisation. Et 60 à 70 % de ces investissements étrangers sont européens. La réforme de la loi sur les hydrocarbures en Algérie pourrait contribuer à attirer dans ce secteur le capital étranger.

Dans le cadre de ses orientations actuelles, l'Europe propose son soutien à l'entreprise privée au Maghreb en tant qu'élément

majeur et novateur des accords d'association devant conduire à l'émergence d'une Z.L.E. Cette action est appelée à utiliser plusieurs instruments :

- les rencontres de partenariat du Med'Invest ;
- le montage des programmes d'appui au secteur privé en matière de conseil, de formation et de technologie ;
- la promotion des filières compétitives reconnues comme telles grâce aux études menées par la Banque mondiale ;
- l'action de soutien à la privatisation ;
- l'organisation de partenariat concernant le secteur autoroutier, les télécommunications et l'information.

4.6. Ces nouveaux accords proposés par l'U.E. aux trois pays centraux du Maghreb ont pour but de créer entre les deux parties une Z.L.E. pour les produits manufacturés. Cette zone devrait faire partie d'une zone élargie qui regrouperait une quarantaine de pays de l'U.E., de l'Europe centrale et orientale et de toute la Méditerranée.

Son émergence sera fondée sur une perspective stratégique visant à consolider la paix, la stabilité, la réforme politique et déclencher un processus de croissance soutenu propre à atténuer la violence et la pression migratoire.

Cette reconceptualisation de l'approche méditerranéenne de l'Europe devrait la conduire à s'impliquer dans la création de la Z.L.E. aidant les économies maghrébines à améliorer leur compétitivité et rationaliser le cadre réglementaire de leur fonctionnement. Par ailleurs, l'accueil d'investissements privés d'origine européenne devrait garantir l'accélération d'un développement économique et social durable de la région de l'U.M.A. Aussi, cette Z.L.E. euro-maghrébine devrait-elle être soutenue par des actions de co-développement en matière d'énergie, d'infrastructure, de communication et de technologie. C'est dans ce cadre que la Tunisie a paraphé, en Avril 1994, un accord avec la partie européenne et que le Maroc continue à mener avec celle-ci une négociation qui s'avère longue et difficile.

CHAPITRE V : INTERFERENCES ENTRE Z.L.E. MAGHREBINE ET EURO-MAGHREBINE

5.1 L'Europe a tenté, à partir de 1990, d'institutionnaliser un cadre de dialogue collectif avec les pays du Maghreb, au niveau d'une part de la communauté elle-même (12 + 5) et d'autre part du projet de la Méditerranée occidentale (5 + 5). Après l'échec de ces deux approches, elle propose aujourd'hui aux pays centraux du Maghreb, comme aux pays tiers méditerranéens, la création d'un grand espace euro-méditerranéen de Z.L.E. à l'horizon 2010.

Par ailleurs, les cinq pays maghrébins sont invités, depuis 1990, à unifier leurs efforts pour mettre en application une Z.L.E. maghrébine. Si les contraintes qui entravent aujourd'hui les échanges inter-maghrébins persistent, le projet de la Z.L.E. maghrébine pourrait être "doublé" par la dynamique de la Z.L.E. euro-maghrébine. Or il est souhaitable que la réalisation de la zone maghrébine précède celle de la zone euro-maghrébine. La constitution d'un grand marché intérieur maghrébin permettra en effet d'améliorer la capacité attractive de la région maghrébine pour le capital public et privé européen et préparera les pays de l'U.M.A. aux exigences du libre échange avec l'Europe. Ainsi, les recommandations en faveur du libre échange maghrébin rejoignent celles relatives à la gestion commune par les pays de l'U.M.A. de la phase de transition devant conduire à la finalisation de la Z.L.E. euro-maghrébine. Aussi notre démarche vise-t-elle la mise en évidence des contraintes face aux propositions, tant au niveau de la Z.L.E. maghrébine qu'à celui de la coopération euro-maghrébine.

5.2. La réalisation de la Z.L.E. maghrébine implique le dépassement des obstacles qui freinent sa réalisation.

5.2.1. Les contraintes dont il s'agit sont :

- politiques et se traduisent par la fermeture des frontières terrestres et aériennes au Maghreb,
- liées aux insuffisances des facteurs d'accompagnement : transport, financement, dette extérieure,
- à caractère commercial, notamment du fait de l'application abusive par les administrations nationales des autorisations administratives à l'encontre des importations des autres pays de la région.

5.2.2. On observera avec un certain bonheur l'existence d'indicateurs favorables à l'échange régional :

- en effet, l'instauration d'une Z.L.E. ne créera pas de perturbations majeures dans les économies maghrébines tant que la part des échanges régionaux, par rapport aux échanges totaux, reste faible (inférieure à 15 à 20 %) ;
- l'importance des échanges informels bilatéraux montre qu'il existe des gisements de complémentarité, d'échange et de solidarité. Il est donc nécessaire de les institutionnaliser dans le cadre du libre échange ;
- malgré les similitudes qui existent entre les systèmes productifs nationaux, on relève également des éléments de complémentarité qui peuvent favoriser les échanges : dans le secteur énergétique surtout, mais aussi dans les secteurs agricole et industriel.
- enfin le rapprochement actuel des instruments de politique économique au Maghreb (commerce extérieur, douane, fisc, désengagement de l'Etat) constitue un facteur (autrefois absent) en faveur de l'instauration d'une Z.L.E.

5.2.3 Cela implique la mise en place des modalités suivantes :

- la normalisation nécessaire des rapports politiques entre les pays maghrébins pour mettre fin à toute pratique qui pourrait entraver les échanges régionaux (fermeture des frontières, instauration de visas) ;
- la ratification de la convention commerciale et tarifaire par tous les pays et l'adoption des protocoles d'application qui lui sont liés ;
- l'engagement des pays de la région à s'interdire d'adopter des procédures administratives non tarifaires à l'encontre des produits d'origine ;
- l'établissement d'une première liste de produits à libéraliser et l'engagement de toutes les parties à l'élargir progressivement pour une période de deux années, avec le maintien provisoire d'une liste de produits soumis à un prélèvement de 17,5 % ;
- des actions visant à activer l'harmonisation des politiques douanières, fiscales et en matière de crédit et des changes ;
- la promotion de la coopération régionale dans les secteurs d'accompagnement, notamment dans le domaine du financement (le projet de la banque maghrébine du commerce extérieur et

de l'investissement, la coopération entre systèmes bancaires, l'approche commune sur la question de la dette) dans le domaine du transport, de l'infrastructure, de l'énergie et de la gestion des ressources en eau (cf. chapitres 2 et 3) ;

- la reformulation de l'approche de l'intégration par le lancement d'actions de partenariat dans lesquelles seraient associés les opérateurs publics et privés maghrébins, ainsi que l'investissement étranger pour promouvoir des projets communs à l'échelle maghrébine en tenant compte de la tendance prédominante de désengagements de l'Etat ;
- l'adoption, par les pays de l'U.M.A. d'une stratégie commune face à l'U.E. Cette stratégie, concernerait les échanges agricoles, l'énergie, le financement, l'infrastructure, l'immigration, l'environnement et les questions culturelles ;
- le renforcement des instances pana-maghrébines, et notamment le secrétariat général de l'U.M.A., la banque maghrébine, les commissions sectorielles, pour les transformer en vecteurs fédérateurs et animateurs du projet maghrébin.

5.3. La maîtrise de la Z.L.E. euro-maghrébine suppose la prise de conscience de la pertinence des contraintes que rencontrent chacune des deux parties et les enjeux qu'elles affrontent de part et d'autre de la Méditerranée.

5.3.1 Les positions restrictives de l'Europe face aux légitimes revendications du Maghreb s'expliquent par l'importance du chômage engendré par les années de récession et les mutations de l'économie mondiale, le malaise général de l'agriculture européenne qui persiste à maintenir l'utilisation des mécanismes protectionnistes à l'encontre de ses importations agricoles, l'intérêt primordial accordé par les européens aux pays de l'Europe de l'est et enfin les propositions libre-échangistes qu'ils offrent à plusieurs régions dans le monde.

Les économies maghrébines affrontent, de leur côté, une multitude de difficultés : chute des prix des matières premières, endettement extérieur, déséquilibres macro-économiques, fragilité du tissu industriel, part élevée des produits agricoles dans les exportations, polarisation des échanges sur l'U.E. Ces facteurs affaiblissent la position des pays de l'U.M.A. face à l'U.E.

Enfin, les deux parties doivent gérer ensemble des contraintes communes produites par l'effet de la proximité géographique : les dossiers de l'émigration, de la drogue et des risques d'instabilité politique révélés par la montée des extrémismes.

5.3.2. La gestion de la genèse de la Z.L.E. euro-maghrébine implique :

- le maintien, par les pays de l'U.M.A. de leurs revendications pour un meilleur accès de leurs produits agricoles sur le marché européen. Une révision des stipulations des accords en la matière est souhaitable vers l'an 2000 ;
- l'adoption d'un programme de soutien des industries d'exportation maghrébines pour améliorer leur compétitivité et accroître leur valeur ajoutée. Cette action devrait concerner les branches du textile pour lesquelles le Maghreb pourrait perdre, du fait du démantèlement de l'accord multifibre, les positions acquises ;
- la préparation d'une réponse industrielle aux perspectives d'une Z.L.E. euro-maghrébine (méditerranéenne). Cela suppose le lancement d'études détaillées sur l'ensemble du tissu industriel des pays de l'U.M.A., l'objectif étant de réaliser des actions de modernisation du système productif pour en améliorer la compétitivité ;
- la recherche de ressources budgétaires de substitution à la baisse des recettes douanières que l'instauration de la Z.L.E. euro-maghrébine entraînera. Cela sera obtenu par le renforcement des réformes fiscales, la recherche de solutions durables pour atténuer le poids de la dette extérieure et la promotion d'une politique attractive des investissements étrangers, notamment européens, dans le cadre d'un partenariat conduit par les deux parties.

5.3.3. La politique de restructuration/modernisation du tissu productif des économies maghrébines doit être soutenue par des actions de coopération sectorielle dans les domaines de :

- l'énergie, vecteur majeur de convergence des intérêts des pays européens et maghrébins ;
- la pêche et l'environnement dans le sens de la préservation des ressources halieutiques ;
- l'infrastructure et les télécommunications ;
- l'émigration, pour atténuer les causes de rupture et développer les points de contact et d'enrichissement culturel et social ;
- les problèmes de la drogue et de l'insécurité doivent être gérés par les deux parties en tenant compte de leurs causes profondes en vue de créer les conditions de paix et de stabilité sociale dans la région.

5.3.4 La perspective de l'avènement de la Z.L.E. euro-maghrébine doit se traduire par l'amélioration de la capacité attractive des économies maghrébines pour l'investissement privé européen. Pour cela, les deux parties doivent utiliser les instruments de partenariat mis au point par l'U.E. dans le cadre de Med'Invest pour renforcer les filières compétitives, intéresser le capital européen à la privatisation des économies maghrébines et promouvoir des actions communes dans les domaines de réseaux autoroutiers et de télécommunication.

L'entreprise devrait devenir un vecteur majeur des rapports d'association entre les deux parties en vue de garantir le succès de l'émergence de la Z.L.E.

5.3.5 Les politiques d'ajustement, entamées ces dernières années, doivent être renforcées et réajustées avec l'aide de l'Europe, par l'allègement de la contrainte de la dette et l'utilisation des flux publics et privés européens en faveur de la modernisation des tissus productifs maghrébins.

Cet effort doit viser le changement de rythme et de qualité du fonctionnement des économies maghrébines pour les insérer dans un processus d'action durable et régulier. Il suppose de fortes actions en faveur de la rationalisation du secteur public et l'élargissement du champ d'intervention du secteur privé dans les branches productives, voire même dans l'infrastructure et la production énergétique compte tenu des contraintes budgétaires.

5.3.6 Pour être à la hauteur des enjeux de la libéralisation des échanges au sein de la région et à travers la Méditerranée, chaque pays de l'U.M.A. doit engager un effort interne pour créer les conditions nécessaires de la formulation d'un projet volontariste de croissance régulière.

ANNEXE 7

COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE

**ATELIER SUR
LIBERALISATION ET FINANCEMENT DES ECHANGES MAGHREBINS
AU SERVICE DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE MAGHREBINE
Tanger, 14-16 juin 1995**

RESUME DE L'ETUDE PRELIMINAIRE

**"L'EGYPTE ET LES GRANDS
AXES DE LA STRATEGIE MAGHREBINE COMMUNE"**

**Par le Professeur Fadia Abd El Salam
Consultant**

Le présent document n'a pas été révisé par la CEA. Les vues qui y sont exprimées n'engagent que la responsabilité de leur auteur et ne sont pas nécessairement celles de la CEA.
Le présent document fait l'objet d'une diffusion restreinte. Il ne peut être utilisé par ses destinataires que dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

- 2 -

With the recent initiation of a process for forging guiding principles of a common Maghreb strategy in the sub-region, North Africa, the countries in the sub-region face an historic opportunity for economic change namely to liberalize and integrate their economies to take full advantage of the anticipated sub-regionalism.

Egypt and Sudan are African developing and Arab countries which have particularly important economic relations with the European Union. Furthermore, Sudan has recently been admitted in the PTA membership. And Egypt has been proposed to be granted observer status in AMU. The earlier studies have recommended considering the whole of North Africa as specific economic integration zone that should be built gradually, first with the establishment of a free trade area. What is certain is that both Egypt and The AMU countries have the intention to strengthen the links between them. Seen in this context, it is necessary to point out to what will be necessary in the future for the countries of North Africa to specify the preconditions for a preferential trade area to be designed for the whole region.

In this connection, the possible advantages of pursuing closer economic relations among the countries of the sub-region have come to the fore in policy discussions. Expanded intra-sub-regional trade is a natural focal point for the discussions of the possibilities for greater integration of the sub-region section (1.1). In effect, while several forms of economic integration can be defined, spanning the spectrum from free trading areas to common markets to economic unions, most theoretical and applied analysis of regional integration are interested in how the preferential trading arrangements or customs unions might contribute to greater uniformity of relative prices for traded goods in a region and higher levels of economic welfare.

The present study investigates the potential of greater sub-region integration in production for expanding intra-sub-regional trade in food and manufactures, and thereby for achieving food security in the sub-region as a primary objective of sub-regional agricultural policy [chapter (2)] as well as the pursuit of an integrated industrial policy

- 3 -

large sub-regional market, continue with specialization taking into account the chances offered by comparative advantages with reference to human and physical resources endowments in the countries. The present study has shown some concern with measuring the revealed comparative advantage for the countries of the sub-region [Section (1.2)]. The similarity of the comparative advantages of countries establishing closer economic relations is important where countries are particularly similar in their relative endowments of natural resources and accumulated human and physical capital, the incentives for expanded economic relations may not be substantial after the removal of trade and other barriers to intra-sub-regional trade. In this view of relevance to policy discussions in many countries are the comparatively larger economic gains that countries might enjoy by trade liberalization.

The relevance of the foregoing precepts for integrating the production structures in agriculture and industry and broader implications of economic integration in North Africa can be considered with reference to the revision of import policies in the countries of the sub-region section (1.3).

Wider dimensions of economic integration than establishing a free trade area (preferential trade area) in the sub-region should be recognizing the actual situation in trade relations and the prospects based on the current and potential supplies of commodities. Therefore, the present study distinguishes the different types of bilateral trade relations between Egypt and AMU countries and considers assessing their impact on the countries concerned and suggests the appropriate measures to increase their roles in enhancing bilateral trade through specialization according to comparative advantages [section (1.4)].

Born in mind, the relative differences between the North African countries in economic structures, industrialization levels and other factors which are bound to affect the level compositions and type of bilateral economic relations between each two countries of the sub-region, the study presents trade projections based on the [chapter (4)] identification of candidates for trade between sub-regional countries.

- 4 -

in the sub-region. The methodology used has been previously elaborated in the study of Arad, Hirsch (1983) which focuses on the Egyptian - Israeli economic relations. The methodology is adequate for cases where trade between two parties is non-existent or where existing trade does reflect the full potential. The type of estimates has relevance to the short-term trade potential that is when production capacity can be changed-other elements have to be taken into consideration, particularly special advantages of trade between neighbouring countries. The study combines two categories in the analysis, trade creation and trade diversion. The first category refers to products whose tradeability is hampered by high transfer costs and the latter category pertains to cases where existing trade between the pair of countries with the rest of world is likely to be displaced by trade between them, regardless of welfare gains.

This process is suggested as a first step toward comprehensive economic integration scheme in the sub-region.

Although preferential trading arrangements and other forms of economic cooperation to promote closer economic relations in the sub-region might result in significant economic gains, one should not lose sight of the possibly greater importance of the region's economic relations with the new European Union [chapter (5)]. Therefore the study examines the trade relations between AMU, and Egypt with the European Union with a view to the community strategy toward the Mediterranean countries (particularly North African countries)[section (5.1)]. The study deals with prospects of EC.92 and the implications of establishing an enlarged single European Market on the economies of North Africa using the concepts of trade creation and trade diversion commonly applied in integration theory [section (5.2)]. Further, the intention of the European Union to establish a system of free trading with the countries of North Africa except for Libya will imply trade on a reciprocal basis and involve adjustment costs for the countries concerned among them Egypt section (5.3). The study is keen to contribute to these discussions with reference to the contribution that the establishment of such free trade areas with the EC might make to the efforts of economic

- 5 -

The foregoing discussions along the chapters of the study help formulating general guiding principles for a common strategy that North Africa as a whole should follow.

The elements of the common strategy pertain to industrial and agricultural policies, to how to deal with the changing economic environment with EC 92 and URUGUAY round decisions and to the institutional and political framework.

According to chapter (1), the main finding points more to a geographical concentration of the trade of North African countries. The EEC enlarged markets continue to be the most important markets for AMU's exports and major supplies of their imports (about 50% on both sides of exports and imports). The same conclusion could be reached for both Egypt's and Sudan's trade with EEC. By contrast, the trade relations between AMU countries are insignificant. However, as a result of the recent trade convention concluded between Libya and Tunisia (and Libya and Morocco) some intensification of trade flows is relatively apparent. Further, the trade relations between AMU and both Sudan and Egypt could be either non-existent (Sudan) or insignificant (Egypt) even with Libya the neighbor country for Egypt.

The Maghreb trade relations with both the Arab market and the African market (in west, central and East and South Africa) are not exception to this gloomy picture. As to trade relations of Egypt with other Arab and other African markets, the situation is not different except for some slight improvement with Sudan: the neighbor country of Egypt.

Considering the inadequacy of available data, the main reasons for weaker trade relations may lie in the commodity structure of their trade. In connection with the intra-AMU trade, the commodity structure has not changed so much from that pattern that prevailed over the sixties and seventies. Crude materials (oil, phosphate,...) still predominate followed by food products. The main issue to these countries still how to explore the extent of comparative advantage reflected in their trade with each other. However, limited in value the

- 6 -

commodity structure of trade between Egypt and AMU group is rather diversified which suggests explaining the factors behind this.

Investigating the comparative advantages of the sub-region countries by employing the concept of the revealed comparative advantage (export less import) may emphasize on the following:

By countries: the oil exporting countries (Algeria and Libya) enjoy comparative advantages in natural resource based products while for the labor exporting countries like Egypt, Morocco and Tunisia Their comparative advantages lie mainly in manufactures (clothing, footwear...). However Morocco and Tunisia appear as major food producing as regard Fish and preparations, vegetables and Fruit. Further, the sub-region has an advantage in capital intensive items like chemicals and fertilizers.

By commodities: The overall picture shows that comparative advantage is appreciably greater in mineral fuels followed by manufactures and the revealed comparative advantage is marginal in primary commodities that relate to Food security. Also, the sub-region has a revealed comparative advantage in some production inputs (textile fibers, metalli ferrous ores, scrap...).

In assessing the Bilateral trade agreements being in force between the countries few remarks have been added. The agreements have general characteristics in common such as, the privileges connected with total or partial duty free arrangement or again with the progressive reduction of customs duties. In addition, all provide lists of products that benefit from total duty free status or quota arrangements, the product origin (set at 40%) and limitations of the level of countervailing duties normally set at 20% or 17.5% of the Cif value. In addition to, the lists of products selected by the countries are generally compiled in accordance with the export possibilities without paying enough attention to the potentially candidates to exports.

About the extent of efficacy of these conventions in promoting mutual exchange between the countries concerned it has been

- 7 -

information about the extent of gains or losses experienced from tariff reductions (from the customs departments). This is due in part to the lack of an appropriate information about the values of exports transacted under the bilateral arrangement and those which are freely transacted. They are assumed to be of limited effectiveness in fostering bilateral trade due to the inaccessibility of detailed studies, the insufficiency of tariff reductions and the failure to choose the appropriate tools and to discuss the crucial issue of creating any kind of division of labour or specialization between the partners of trade in accordance with resource endowments. The empirical practice has revealed that identifying the list of commodities has been undertaken with due regard only to the products subjected to minimum or low tariff basis in order to avoid the losses in customs revenues. Further, the tariff reductions on imports are assumed to be counter-balanced by imposing countervailing duties.

In the light of the above mentioned defects in this institutional framework of cooperation, it is suggested to create a new bilateral framework to foster the closer economic relations between the partners of the sub-region along these lines:

The method of the common list has to be abandoned in favor of separated lists prepared and compiled by each partner (for his own) and then to be exchanged between each other. These separate lists have to be fed back by detailed and comprehensive studies. These studies should aim at identifying the existing and potential exports which accord with the real comparative advantage (static and dynamic advantage). These lists are believed to secure an equity in the distribution of gains attributed to employing the criterion of comparative advantage. Consequently, a minimum degree of coordination should be envisaged in this area. Other suggestions for elaborating the framework of economic cooperation at the multilateral level (steps and actions) seem reasonable.

By reviewing the most recent agreements listed in the treaty of the establishment of the AMU in the 1989 and later in 1991 the main finding has highlighted the importance of exploring appropriate

- 8 -

promoting trade at the Maghreb level. Protection against outsiders stands as a crucial issue. This situation may suggest emulating the community agricultural policy CAP to protect against import substitutes. Thus while recognizing the importance of concluding multilateral agreements and their merits over the bilateral ones the former continue to suffer the same defects. It has been pointed out that a compensatory mechanism still missed in these agreements. Further, the way of identifying the products which are to be liberalized is not clear yet. The drastic solutions of these issues may lie in the area of developing some type of integration between the productive sectors in the sub-region. It is important to find some complementarities in the production structures in the strategic sectors like agriculture and industry before embarking on economic policies to integrate the national markets of the sub-region.

On the supply side, economic incentives for greater efficiency and productivity in the food, agriculture and industry sector are adversely affected by import substitution policies favoring industrialization and more generally diversification away from more traditional activities. By investigating the average rates of nominal protection through the application of tariff and other fiscal changes (para tariffs) and other forms of Non-tariff barriers (NTBs) for the sub-region, over 1987, the main findings of this section indicated that higher rates of protection enforced in the sub-region are in Egypt, Sudan and Morocco, while other forms of discretionary licensing, prohibitions, state trading monopolies and administered prices are commonly encountered in these countries, all countries don't rely on quota as a quantitative restriction. Further, labour intensive products are so heavily protected in the sub-region. And higher tariff rates applied to imports of food are common in some countries of the sub-region in order to encourage sufficient domestic production to meet domestic demand as fully as possible. On the other hand, across other categories of traded goods there is less apparent variation in the tariff rates enforced by the sub-region. However, mineral fuels tend to enjoy the lowest rates of tariff protection.

Some deliberate changes in the import protection have been

- 9 -

of economic reform (structural adjustment). The study has reviewed the experiences of Morocco, Algeria, Tunisia and Egypt. All these unilateral trade liberalization have aimed at integrating with the world markets (apart from the efforts toward multilateral liberalization in the sub-region).

By investigating the structure of trade in food commodities in the sub-region with the world market some remarks seem reasonable. The principal food imports of the sub-region from the world are cereals followed by dairy products and sugar preparations. If Egypt is excluded the oil exporting countries Algeria and Libya stand as the largest important importers of food in the sub-region. Further some similarity in the sub-regional agricultural base would appear, therefore these countries compete on the same international markets.

In connection with food security the study has drawn the attention to the role of control measures reviewed previously in limiting the possibilities for greater integration of markets for staple foods within the sub-region. Moreover, the economy wide gains from trade may arise principally in connection with the adjustment of the real exchange rate between tradable and non tradable in a way that contributes to increasing food security in highly protected economies by encouraging greater export that in turn can be exchanged for additional imports of food. The empirical evidence drawn from the experiences of both Morocco and Egypt for which data were available may find some support for the role played by this factor over 1982-92. The growing lack of competitiveness in the tradable sectors (agriculture and industry) could be explained by factors related to relative price movements which might suggest for the sub-region carrying out some structural changes in the agricultural sector through great export orientation (toward the sub-region) and food security with reforming the relative prices in the factor and product markets. On demand as well as supply sides protection against agricultural trade limits the integration of markets for food and other agricultural commodities sub-regionally. The national agricultural production strategies should be abandoned in favor of common agricultural strategy in production for the sub-region. Many studies would be

- 10 -

devoted to investigating the cost structures in the sub-region with the intention to achieve some uniformity in relative prices.

By making comparison between the statistics of production and those for consumption it makes clear that food security in the sub-region is achieved through reliance on food imports as well as domestic production. The sub-region net demands for staple foods of major cereals (wheat, barley and maize), meats (Bovine) and dairy products (milk) during 1988-90 are substantially met by imports from USA and Western Europe. However, some countries in the sub-region appear as net producers for individual commodities, such as Egypt (rice), Morocco (barley), and Sudan (sheep goat).

In line with the above context some programmes are required to determine the export potential in the sub-region based on differences on factor endowments and complementarity in resources (where water resources stand as the most important factor). Sudan is candidate to exploit her agricultural natural resources based on this factor. However, Egypt has exhausted such an opportunity due to her higher agricultural population land ratios. Further, some efforts in the field of improving the efficiency of input use, greater investment in irrigation are assumed to increase output in country like Morocco.

By reviewing the industrial strategies adopted in most countries of the sub-region some characteristics could be distinguished. The experiences of the oil exporting countries have tended to favor import substitution in heavy industries like petrochemicals, iron and steel, and material buildings. In Tunisia and Morocco the same trend prevailed with some relative importance paid later on over the seventies to textiles and clothes as export driven industries. The situation in Egypt has been relatively different. She has exhausted import substitution in the final consumer goods sector and fallen in the first stage trap at the middle of the seventies.

The overall picture points to an overwhelming predominance of food and beverages industries followed by textiles and clothes and to a lesser extent chemicals of the total manufacturing value added of the countries of the sub-region. With the exception of Algeria and

- 11 -

Libya as natural resources endowed countries. Labour productivities in Tunisia, Morocco and Egypt reveal no significant differences. The similarities between Morocco and Egypt could be explained partly with view to the mistakes in the industrial policies (the predominance of the public sector over most of the productive activities in the economy in both countries and the employment policy of over manning in Egypt). On the other hand, capital intensive industries (paper, wood, chemicals, non-metallic ferrous, basic metals and machinery and transport equipment) occupy the major share in total manufacturing (55% for capital intensive against 45% for labor intensive industries). The implications emerged from this situation points more to the foreign demand constraints encountering these countries in the world market. The empirical evidence provided from the experiences of Egypt and Morocco lay support for this contention. Most of the dynamic sectors in manufacturing (as judged by the high growth rates of output) are capital intensive industries. As regards, machinery and equipment the emerging pattern at the sub-region is being built on assembly type enterprises. Further, the available capacities are concentrated in cars and generators.

Based on oil, and natural gases, chemical fertilizers are eligible for specialization that could be developed. It is important to note that self sufficiencies in fertilizers are appreciably significant (in the range of 150% to 450%). However, in connection with industrial intermediate products the interrelationships and interdependence are missed whether nationally or sub-regionally (the famous example is cement). It has been shown that this pattern of failure could be traced back to the mistakes of either the domestic policies or to the import competition or the decline in domestic demand (Morocco). The major question raised here is "does the current structure of manufacturing represent a good basis for coordination and integration sub-regionally?".

It is suffice to say that the inference from the Maghrebian experience could offer the answer. The countries of AMU enjoy some diversification and relative complementarities in their industrial structures. However, duplication of the existing projects is a symbol

- 12 -

integration inside AMU. Examples are apparent in fertilizers, metal and metallic industries as well as in machinery and electrical equipment (cars, tractors). This type of production brought about crowding out of the activities. These products are highly differentiated in world trade, therefore, their expansion requires some type of specialization in production (at the level of the stages) and then exporting either to each other or to over-seas markets. This pattern could foster intra-trade industry.

Most of these industries are largely frustrated by the smallness of domestic markets. Another type of inter-industry specialization is obviously evident in the sub-region. The relative weights of food stuffs, clothes, textiles and machinery and transport equipment industries in total manufacturing all over the sub-region are rather similar.

Coordinating of the industrial policies would seem necessary and encouraging the type of joint production (joint venture) calls for settling down some critical issues that face policy makers. These are pricing the products of the joint ventures and identifying the locations of these projects. Concerning the first issue the study warns against the excessive dependence on aggressive protection tools and avoiding distorting the prices through the incentive system (export subsidies, input subsidies, subsidized credit, over valued exchange rates..). This system could distort factor and product prices and misallocate the resources to the disadvantage of labour intensive products in which most of the sub-region enjoy comparative advantage and in favor the capital intensive products. Further, the issue of protecting the products of the joint venture awaits for a solution. Some safeguarding measures (anti-dumping and counter vailing actions) could be a way to restore selective protectionism at least temporarily.

Regarding identifying the joint venture location in the sub-region the study has indicated that factors like economic geography, wages, economies of scale, and input cost play roles in selecting the locations. Here arises the issue of how to mitigate the impact of congregation of industries in certain places and countries. This calls

- 13 -

Egypt may be eligible for congregation of industries due to their lower wages and perhaps Libya as an intermediate place between Egypt and AMU countries to decrease transport costs and to serve the nearby markets. The smaller countries like Mauritania and Sudan may benefit and expand as a result of integration as they gain access to a larger market of the sub-region.

Egypt's trade with her neighbours Sudan and Libya as shown before is very limited owing to geographic and other political considerations. The same considerations, may be true for the relations among AMU countries. It was therefore necessary (inspired by the importance of the topic) to establish the list of potential border trade goods on the basis of the experience of other countries. The transfer costs account for a very high proportion of delivered costs therefore international trade is limited to countries of common borders.

The methodology employed identifies the list of potential exports between each pair of countries (neighbours) according to the situation of the balance of trade. A positive trade balance demonstrates a strong export performance and (the opposite is true). The criterion used identifies the first group of products for which the balance of trade registers surplus for the country A and deficit for B provided that the products do not figure in the list of exports of country B. The second group includes the products with balance of trade surplus for A and deficit for B, but the country B exports them. The third group includes products which register deficits in A and B but only A exports them. The fourth group includes products with deficits in both A and B countries and both of them export the products. Having specified these products, they are regrouped according to the values of border trade indices corresponding to the products (and which are derived from the empirical estimates of other countries as shown in the original study).

The products identified according to border trade indices and the situation of balance of trade are highly candidates for exports from the countries (bilaterally).

- 14 -

The eligibility for trade between neighbouring countries is assumed to vary positively with the value of border trade index. Whenever the value of border index is high the products are potentially transacted between neighbouring countries whether through trade expansion, trade creation or trade diversion.

The empirical estimates refer to the following:

Concerning Egypt, Libya and Sudan: the list of potential Egyptian exports sensitive to border trade point in the right direction to 81% of total products with Libya and 72% of total products with Sudan (The opposite trade from Libya and Sudan to Egypt cover 66% and 56% respectively).

Similar results have been deduced for the bilateral trade relations between AMU countries.

The chances for Egypt to export to her neighbours are wider than from them. The high candidates for exports from Egypt are 22 and 18 products with the two countries respectively. The potential trade pattern shows less complementarity between Egypt and Libya. Due to the similarities between the oil exporting countries Algeria and Libya the export prospects are so limited. By contrast, the diversified economic structures of both Tunisia and Morocco easily provide wider export potentialities. The highly candidates of exports from Tunisia to her neighbours exceed that of Egypt (30 products).

As to the potential trade composition, the potential exports from Egypt to her neighbours are highly concentrated in products of light industries the consumer products (clothing, footwear...) and intermediates (chemicals, fertilizers, yarn). On the contrary, the potential exports from Sudan and Libya are concentrated in food products (cereals) and crude materials (Sudan) in addition to intermediates: chemicals, and iron and steel (Libya).

Moreover, in connection with the potential exports between Morocco and Tunisia, they are mainly concentrated in intermediate products (fertilizers, metals, crude materials,.... yarn) i.e. the type of intra trade industry is prevailing. This type of production needs to be

- 15 -

promoted to permit some type of specialization and division of labour (as mentioned above).

Common products such as live animals, gas, furniture are sensitive to distance and have high percentages of border trade. On the other hand, precision instruments, tobacco, medicinal and pharmaceutical products as well as chemicals appear with low sensitivity to distance and have low values of border trade indices.

The study has focused upon the usefulness of this approach to the identification of candidates for bilateral trade between North African (neighbours) countries.

It pointed out that the major obstacle to increasing sub-regional trade has been the structure of protection (a point that has been tackled with in connection with import policies at the present study). The on going reform efforts in many countries of the sub-region are assumed to address such an issue. Born this in mind, the shifting of existing exports from one market to another or in the cases under consideration displacing existing trade between Egypt and other North African countries by bilateral or multilateral trade should be economically advantageous. Trade diversion where no body gains is unlikely to take place in reality since neither seller nor buyer has an economic interest in each transaction.

Conceptually, the term diversion pertains to the actual output of an industry (assuming full utilization of the available capacity). Increased demand made possible by the removal of trade barriers (under the Multilateral agreements signed in AMU 1991) can be catered in the short run by diverting supplies from either the domestic market or third countries. It is further assumed that exports to a new market especially a market which was hitherto completely inaccessible are viewed as risky and requiring substantial investments in market research and the establishment of outlets. These issues should be subject to intensive studies at the level of the sub-region to enhance the close economic relations.

Also, if an expanded trade is envisaged between Egypt and her neighbours (or between AMU countries), it is essential that

- 16 -

important trade relations that develop will be backed by a policy that gives Egypt a preferential treatment.

The lesson drawn from the experience of Egypt tends to pay attention to the importance of promoting trade relations with the neighbours. The trade of Egypt was conducted with overseas trading partners depending up double handling and used either slow ships or very expensive (air) modes of transportation. This hardly restricted the volume of trade and limited the variety of tradable goods and services.

Having recognized the importance of transfer cost as a barrier to trade flows, the study has employed the empirical estimates of another model (computed with data of trade flows of OECD with the rest of the world) that measures the impact of geographic distance and economic distance on trade flows. Distance is a proxy for transfer costs that varies with different commodities. And economic distance expresses the differences between per capita incomes of the trading countries.

Based upon the original estimates (of the model referred to above) distance is clearly a factor which retards trade in many products (an increase in distance of 10% will reduce trade by between 5 and 6%).

The products which have displayed response to the economic distance their elasticities were low with negative or positive signs.

Comparing the potential exports lists with the estimates of trade elasticities: geographic distance elasticities and economic distance elasticities the findings generally assert the importance of geographic distance as an impetus for bilateral trade between the countries of the sub-region. The average elasticities of products which occupy high potentialities for exports are negative and above 0.5 in most cases. This implies eligibility for exports. It is necessary to be given priority when expanding trade relations between countries. This situation applies for the case of Egyptian trade with her neighbours Sudan and Libya. However, in connection with trade with the AMU

- 17 -

elasticities of most candidates to exports from Egypt with the majority of products and for all countries are above 0.5 (with the exception of organic chemicals, chemical materials, cereals, pharmc. products). The geographic distance between Egypt and Algeria, Tunisia and Morocco stands as a constraint to the most candidate exports from Egypt. The chances on the other hand, are open for the three countries exports to penetrate the Egyptian market in organic chemicals, oil fats, medicine, power generating equipment and cereals. For these commodities and products these countries concerned enjoy comparative advantages. Severe competition between those potential exporters and the Egyptian producers are more likely which necessitates reformulating of trade policies, thinking over joint production, and creating compensating mechanisms.

The major conclusions from analyzing the potential trade between the AMU countries are not different from the above ones. Organic chemicals, fertilizers, cereals, power generations equipment, oil fats and medicine are not handicapped by the geographical distance. They could be potentially trade sub-regionally or with over-seas countries.

In line with the above reasoning, the study intended to envisage possible forms of trade relations between the countries of North Africa. They represent some elementary suggestions for a common trade strategy for the sub-region.

Trade expansion: over the short run, the target should assume developing trade relations bilaterally in the first stage by starting increasing exports of products pertaining to the first and second groups, these products are competitive and enjoy comparative advantages. Further, the analysis has shown their tangible sensitivity to the geographic distance. Expansion of trade could involve products pertaining to the third and fourth groups these are intra-trade industry pattern (both countries export and import the same product) some economic cooperation could be feasible in the medium to long run. There may be complementarity within categories which can be best exploited for mutual benefit by sectorial cooperative

- 18 -

subcontracting arrangements, followed by joint ventures and direct investments. Some examples could be in clothing, fertilizers and cement industries.

Trade creation includes two forms, export creation or product creation this is only possible in the long run.

Export creation is possibly developed for the products which appear in the import list of the other country and do not appear in the export list either because of domestic demand pressure, inferiority or the rise of transport cost. Their production and exportation are only possible provided that the production structure is sensitive to the changes in exports (supply elasticity is well above one to satisfy this condition) and the relative prices and trade policies allow for this. The eligible products are those for which their balance of trade records are deficits in both countries (machine tools could be an example)

By reviewing the community's strategy with North Africa few remarks seem reasonable. The industrial products have been granted free access to the EC (no customs duties or quantitative restrictions) although there are limits on textile exports. By contrast, the agricultural products have been subject to variable tariff cuts (*from 20% to 100%) for the bulk of agricultural exports. With the enlargement of the community special arrangements cover wine, olive oil, oranges, citrus fruits have been imposed (quota, reference prices and special frontier price).

The practical investigation of the bilateral framework of cooperation between Egypt, Morocco and Tunisia and the community has led to identifying the actual amounts of exports enjoying preferential treatment. The shares of agricultural exports in total exports for Egypt, Morocco and Tunisia are 5% (if cotton is excluded), 20% and 1% respectively with the EC. If crude oil and petroleum products are excluded the conclusion would point to the predominance of food products and industrial products over total exports to the community. These include fruits, vegetables, fish, fertilizer, textiles and clothes over the period 1980-92. The

- 19 -

importance of the EC community to Tunisia and Morocco could largely be compared with Turkey, Spain and Greece. It was clear that the inclusion of Spain, Portugal and Greece to the EC would create problems for both Morocco and Tunisia. Similarly, the customs union agreement of 1988 between the EC and Cyprus had adversely effected early potatoes from Egypt. The total value of Egyptian exports fell from \$ 127 million to \$ 104 million during 1989-92. Also Egypt lost out to Turkey over textiles. There is some argumentation pointing to the failure of Egypt to fully use the preferential treatment (quota in connection with oranges and potatoes) despite her price competitive advantage. The reasons lie in domestic factors quality procedures and the failure to choose the appropriate time for exporting.

Some type of coordination between Egypt, Morocco and Tunisia for dividing the markets and mitigating the severity of competition with southern Mediterranean countries is advisable.

Except for agriculture, the EC is a relatively open market for the industrial products from the developing countries (tariffs on imports average only 2%). The most restrictive area is textiles and clothing. Over the period 1981-85, the community EC has imposed 97 non tariff barriers on her imports from the developing countries, 27 barriers were on textiles, clothes and iron and steel and 30 barriers for chemicals. The most important restrictions are under the MFA against imports of textiles and clothing from some twenty developing countries accounting for about one half of EC textile imports. The Asian countries exporters have maintained their growth rates of textile exports at 12.7% annually over 1980-89. By contrast the Mediterranean exporters (including Egypt, Morocco and Tunisia) and the infant exporters of ACP despite their limited restrictiveness by voluntary restraints not quota have lagged behind. Their annual growth rates of exports were 9.9% and 6.5% over the same period. The empirical evidence has pointed to an improvement in the competitiveness situation of Morocco and Tunisia compared with Spain, Greece and Portugal as well as Turkey. The relative performance of the Egyptian exports is no better off. The reasons lie in domestic factors, over valued exchange rates, wrong incentives

- 20 -

from an earlier study has highlighted the importance of trade preferences granted under the community for Egypt. The impact of these preferential arrangements on the Egyptian industrial exports outstrips (83%) their impact on the agricultural exports (73%).

The present study has summarized the main effects of EC-92 on North African countries in three points. The first point: the impact of EC-92 on the sub-region pertains to the likely changes in EC trade policy. It predicts the continuity of the strand of protectionism that prevailed in the past, despite the fact that Uruguay round did result in significant reforms of the rules for agricultural trade reducing export subsidies and the non-tariff barriers as well as domestic support. However, tariffication in the OECD countries resulted in little or no liberalization. Therefore, tariffication is unlikely to have a significant effect on trade flows and prices in the next several years.

On the other hand, the liberalization of textiles and clothing still face significant barriers. Quotas along the MFA be progressively abolished but concern remains that the industrial countries will create new safeguards or other protectionist devices. Therefore the highly competitive exporters from ASIA continue to compete severely in the EC. It is more likely also for the EC off shore production of textiles and clothes (in Morocco and turkey) to continue.

The second point refers to the indirect economic effects leading to trade creation and trade diversion accordingly, it is expected for the EC-92 to reinforce the existing trade patterns. Trade diversion is anticipated to be great, in footwear, leather, metals, consumer products and chemicals. This situation will make diversification more difficult reinforcing the dependence of developing countries on the prices of a few commodity markets. As a result of the previous context (based on conjectures), the losers are Egypt, Tunisia and Morocco and the losses are unevenly distributed. Moreover, the oil exporting countries Algeria and Libya will experience less due to the predominance of oil sector exports.

The third point focuses on the impact exerted via direct emulation of EC-92 which may suggest deepening the process of

- 21 -

economic integration in North Africa, continuity of structural adjustment in their economies and seeking for favorable conditions under alternative markets.

Concerning the impact of the creation of free trade areas between the EC and her partners in North Africa, the latter countries have free access to markets in industrial products so that they are obliged to provide reciprocal access to their markets to producers of the EC. Only agricultural protection of the EC community impedes Moroccan, Tunisian and Egyptian exports in areas of vegetables and citrus fruits.

Under six policy major scenarios analyzing the economic effects of creating free trade area between Morocco and EC community, the aggregate effects are significant trade diversion costs when only partially liberalizing import protection implying that a complete elimination of the protective system would result in higher welfare gains (2.5% of GDP in the case of full liberalization against 1.5% of GDP under free trade area) than a free trade agreement with the EC. Moreover, there is a clear correlation between the welfare effects and the necessary factor adjustments. The largest losers of employment are in the agriculture sector that lower tariff (cereals, meat, dairy and sugar). The implications emerged are in favor of integrating into the world market than integrating with certain regions or group of countries. If this is taken for granted, the efforts of integration at the sub-region level (North Africa) or at the level of AMU group would be undermined which contradicts the new trends in world toward regionalism. This of course under mines food security issue, expanding thereby the production of fruit and vegetables at the disadvantage of meat, cereal, dairy and sugar production. This new pattern would be harmful in the long run given the current trends in self sufficiency ratios of fruit and vegetables at the community.

Further, expanding only the production of the light consumer industries in Morocco, Tunisia and Egypt driven by the prospects of exports with the community might not be the best solution. The decisive factor in expanding their exports with market access in the EC would not be confined to production competitiveness only but to

- 22 -

services competitiveness i.e. time delivery, transport, market information....

These issues call for the necessity of restructuring of these economies, more precise targeting of policies (in agriculture and food as well as industrial policies), creating follow-up mechanisms for the prices of raw materials and industrial products, financing the development projects that serve the integration aims, developing institutional mechanism for information services in industry sub-regionally (quality, standardized criteria...) and searching for alternative markets.

Analyzing the general principles of the Maghreb group strategies adopted along with those of the other North African countries (Egypt, Sudan) allover the chapters of the study may allow to reach major suggestions. These are important to policy deliberations regarding economic policy reforms. (in connection with the EC community, and with the other sub-regions) and possible initiatives for fostering greater regional integration in the sub-region.

Sequencing of integration: It is more realistic to envisage a scenario of gradual growth of commercial and financial ties over a period of time during which the partners of the sub-region will know each other better, become familiar with existing institutional structures and regulations. The first stage would witness the emergence of normal and systematic trade relations together with institutionalized financial links identifying the products of high priority in the field of bilateral trade would be necessary (reference would be advisable to the points of trade expansion, export creation,... etc.).

The second stage would see significant progress in the harmonization of institutional structures in support of a normal and full system of commercial, financial and technological relations. The length of time required to finish this stage is difficult to determine because there are many imponderables that come into play. The process may be strengthened in its initial phases by efforts to implement sub-regional projects.

- 23 -

Some economic and political considerations are necessary for attaining the target of equal distribution of gains.

- 1- formulating the trade policies of the sub-region in a way that guarantees fair distribution of gains. There are a variety of instruments for affecting compensating transfers including cash transfers and protection to declining sectors (EU's common agriculture policy), grants linked to development projects (like the EU's regional and social funds) and adjustment time (such as the differential phasing of tariffs under the NAFTA), and preferential access to factor markets.
- 2- The trade policy should include incentives for promoting the high candidates of exports (particularly groups one and two) which may have wider chances of marketing to the sub-region.

these processes will be promoted by unifying the payment system.

Possible economic cooperation in the sub-region payments and currency:

Intra-sub-regional trade and commerce would not only be stimulated by better transport only but by currency convertibility and stability.

In the sub-region, currencies are relatively convertible for Egypt, Morocco and Tunisia while for the others are not. Some features of soft currency countries are found from import deposit schemes to incentive hard currency accounts to pay for imports. The lack of payments convertibility was one of the major factors which undermined the Arab common market. The bureaucracy has to be released to contribute substantially in reducing transaction costs which may undermine the potential profitability of trade.

Exchange rate fluctuations

Although it is important, the real exchange rate is not the only channel of transmission of disturbances between counties. Macro economic linkages result from trade in goods and in assets and

- 24 -

mobility of factors of production. How strong the linkage are depends on the degree of integration of the economies concerned and on the economic policies adopted by the respective governments notably exchange rate policy.

In order for the sub-region to deliver maximum benefits for the partner countries it is necessary that financial constraints should not hinder the expansion of trade. To take full advantage of free trade in goods it becomes important to strengthen financial linkages between the countries concerned. This may initially take the form of only greater freedom of capital movements related to financing of trade flows.

Financial integration may lead to increased trade in financial services, which may suggest the establishment of cross border financial intermediaries (Libya and Tunisia are assumed to play such roles in the sub-region).

As regards the sub-region, settlement of trade transactions were either in dollars or recently in the national currencies of the AMU group. One problem in depending upon dollar as a vehicle currency for trading purposes is that not every country of the sub-region has access to dollars (it mainly depends on the structure of foreign currency holdings in reserves). Further the dollar is not stable and volatile against the European currencies and Yen and therefore it does not help the countries of the sub-region which trade more with Europe and Japan than the USA. Therefore, it is important to replace dollar by a parallel currency as one possibility. The other alternative and suggested currency in the AMU group is settling through national currencies. Assume the Egyptian and Sudanese pounds to participate in payment settlements in the near future.

The implications for settling payments by national currencies are not easily answered. However, it is recognized that the volatility of nominal exchange rates would be reflected into almost volatility in real exchange rates. Given the volatility of the currencies of the countries (particularly the countries with floating exchange rates like Egypt, Tunisia, and Morocco), the potentially damaging consequences

- 25 -

of large changes in competitiveness and prices will lead to calls for policy coordination.

Minimizing Bureaucratic Activism

Flexibility and adaptation potential may be for more valuable assets than rigid rules and institutional arrangement that may be eventually evolving from pains taking inter-governmental negotiations. Many benefits of free trade may be accessible without a burdening over head of agreements on mutually adjusted sectoral policies. This stage could be easily reached at the sub-region as the countries take wider steps to get rid of non-interventionist, and bureaucratic restraints and encourage the private sector.

ANNEXE 8

COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE

**ATELIER SUR
LIBERALISATION ET FINANCEMENT DES ECHANGES MAGHREBINS
AU SERVICE DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE MAGHREBINE
Tanger, 14-16 juin 1995**

**CONTRIBUTION A L'ETUDE
DE L'IMPACT DES ACCORDS DE L'URGUAY ROUND
SUR LA LIBERALISATION DES ECHANGES EXTERIEURS
INTERMAGHREBINS**

RESUME

**Par M. M. Labidi,
Conseiller régional principal**

ECA/MRAG/95/3/TP

SOMMAIRE

	Pages
Introduction	3
Le GATT et le libéralisme	4
I. LA COMPARAISON SYSTEMATIQUE DES ENGAGEMENTS DES PAYS MAGHREBINS VIS A VIS DU GATT RESTE A FAIRE	5
II. MIEUX ANALYSER LE COMMERCE INTRAMAGHREBIN ET SES ENTRAVES	13
III. LES POSSIBILITES D'IMPULSION DU COMMERCE INTRAMAGHREBIN PAR LES ACCORDS DE L'URUGUAY ROUND	17

Introduction

1. Les accords du GATT, résultats des négociations de l'Uruguay Round, ont dès maintenant et auront dans l'avenir un profond et grandissant impact sur la vie économique internationale, en particulier au niveau des groupements régionaux constitués ou en constitution. Il est donc logique d'étudier leurs répercussions sur le commerce intramaghrébin, sur l'Union du Maghreb Arabe (UMA). Cela est même urgent de le faire puisque l'une des dernières réunions de Ministres de l'UMA a souligné la nécessité de prendre en compte l'évolution du système économique international pour la mise en oeuvre de la stratégie maghrébine commune.

2. Aussi, faut-il mener une étude en profondeur et détaillée de "l'impact des accords de l'Uruguay round sur la libéralisation des échanges extérieurs intermaghrébins". Une telle étude ne saurait être académique. Elle doit partir d'une analyse précise comparée des tarifs douaniers maghrébins et des concessions maghrébines au GATT. Elle doit analyser les concessions et avantages que s'accordent les pays maghrébins dans le cadre des conventions maghrébines ou dans le cadre du GATT. Elle doit diagnostiquer la mise en oeuvre réelle de ces accords, concessions et avantages et faire l'inventaire des restrictions appliquées dans le commerce entre les pays de l'UMA non conformes aux accords de l'Uruguay Round. Elle doit examiner la cohérence des règles issues des conventions maghrébines et des différents accords du GATT.

3. Ce qui sera le plus attendu de cette étude ce seront ses recommandations opérationnelles alternatives, à la lumière des obligations contractées par les pays maghrébins dans les conventions maghrébines et des accords de l'Uruguay Round, pour:

- le développement de l'échange entre les pays maghrébins;
- la promotion des investissements intermaghrébins;
- suppression des obstacles aux échanges entre Etats maghrébins;
- l'établissement de concessions et règles maghrébines du commerce cohérentes avec celles du GATT et conformes avec les intérêts du développement du Maghreb;
- le déroulement et le contenu des étapes nécessaires à l'harmonisation et à l'unification de leurs politiques commerciales et douanières pour la mise en place d'une zone de libre échange maghrébine et d'une union douanière maghrébine.

4. Le présent travail est une contribution à cette étude et cela de plusieurs points de vue.

ECA/MRAG/95/3/TP
Résumé
Page 2

5. Ce travail s'est d'abord efforcé de situer dans leur contexte les débats sur le libéralisme économique, et ce selon les différents acteurs concernés. Etant donné que, comme le dit le Directeur Général du GATT, "l'unification du marché international et l'internationalisation des économies repose sur le jeu de la concurrence certes, mais une concurrence régulée par la coopération organisée et permanente des politiques nationales", les pays en développement doivent plus que jamais participer activement au commerce international mais aussi défendre leurs intérêts légitimes qui seraient touchés par une concurrence et un libéralisme sauvages qui ne tiendraient pas compte de leurs politiques nationales de développement.

6. La présente étude s'est ensuite attachée à dégager de premières informations et conclusions sur les politiques de libéralisation du commerce extérieur des pays du Maghreb et sur leurs concessions dans les négociations de l'Uruguay Round. Dans ce cadre, il est apparu des pays maghrébins en général fermement engagés vis à vis du GATT.

7. Il est apparu une Algérie libéralisant rapidement son commerce extérieur et qui adhérera bientôt à l'OMC un Maroc ayant fortement libéralisé son commerce extérieur et qui a déjà ratifié les accords de l'Uruguay Round, une Mauritanie depuis longtemps partie contractante du GATT, une Tunisie ayant fortement libéralisé son commerce extérieur et partie contractante du GATT, une Libye dont le processus de libéralisation est bloqué par l'embargo qui lui est imposé.

8. Les offres du Maroc, de la Tunisie et de l'Egypte au GATT sont significatives de l'effort de ces pays pour mieux s'intégrer au commerce international tout en tirant profit des traitements plus favorables, même s'ils sont provisoires, réservés aux pays en développement. L'ensemble de ces analyses de base permettra à des travaux ultérieurs d'avancer en la matière sur un terrain mieux connu et de se pencher plus rapidement sur la comparaison précise des tarifs douaniers et des concessions au GATT des pays maghrébins.

9. Il était indispensable par la suite d'analyser les progrès de la libéralisation des échanges maghrébins, à la lumière des décisions communes prises, qui risquent de rester des vœux pieux si un redressement ne s'opère pas dans la coopération maghrébine. C'est un commerce intramaghrébin très peu développé qui s'est imposé avec ses faiblesses et ses entraves. Pourtant, sont disponibles des instruments qui peuvent être valables, les accords maghrébins bilatéraux et multilatéraux existants.

10. Mais leur mise en oeuvre est bloquée par des entraves dans les cinq dimensions simultanées de tout processus d'intégration économique: la libéralisation des échanges et l'élargissement des marchés au cadre régional; le développement des infrastructures régionales, le développement de la production avec les liaisons intersectorielles suffisantes, la convergence des politiques économiques et monétaires et une volonté politique claire permettant de dépasser les difficultés passagères.

11. Ces entraves, qui sont de taille, devraient empêcher cette double sous-estimation aujourd'hui constatée: celle de l'importance du travail technique à faire pour préparer les textes et les structures adéquats et de l'ampleur du travail de mobilisation des capacités largement disponibles au Maghreb chez les agents économiques, les hommes d'affaires et les fonctionnaires concernés.

12. Mais ne peut-on trouver dans les accords de l'Uruguay Round des instruments pour impulser la coopération maghrébine, ou de façon plus spécifique la libéralisation des échanges maghrébins? C'est la question que s'est posée ensuite cette étude.

13. La présentation générale des accords de l'Uruguay Round telle qu'elle a été faite, en particulier ses dispositions concernant les pays en développement et l'Afrique, a montré quelques possibilités sont offertes par le GATT dans cette direction. Il apparaît d'abord clairement que le GATT n'est pas un obstacle juridique à l'intégration régionale maghrébine. Ses dispositions sur l'agriculture peuvent peut-être permettre moins de rigidités dans les relations commerciales agricoles entre pays maghrébins, même s'il ne faut pas perdre de vue l'importance prioritaire d'une politique agricole commune des pays maghrébins. Par ailleurs, les principes d'accès aux marchés et les disciplines multilatérales du GATT peuvent être pleines d'enseignement pour l'établissement et la mise en oeuvre de règles maghrébines communes dans un Maghreb qui a bien besoin d'organiser et discipliner ses relations économiques.

14. L'apport de la présente étude sera d'autant plus positif qu'il aura permis d'une part d'engager des débats sur les questions soulevées d'autre part de fournir une bonne base de départ aux travaux approfondis et précis à continuer sur les impacts des Accords de l'Uruguay Round sur la libéralisation des échanges intramaghrébins.

ECA/MRAG/95/3/TP
Résumé
Page 4

Le GATT et le libéralisme

15. Les Accords de l'Uruguay Round sont considérés unanimement comme un nouveau progrès de la libéralisation des échanges internationaux, comme un progrès vers la mise en oeuvre des trois principes de base qui fondent le GATT depuis 1947: le principe de non-discrimination, qui s'appuie essentiellement sur les clauses de la nation la plus favorisée (NPF) et du traitement national, le principe de réciprocité et le principe de transparence.

16. Le Secrétariat du GATT indique que les résultats du Cycle d'Uruguay assurent aux signataires de l'Acte final une amélioration substantielle des possibilités d'accès aux marchés: à l'échelon mondial, les droits de douane seraient réduits de 40% en moyenne. Le niveau moyen de baisse des droits de douane est de 38%, l'option zéro s'appliquant à des secteurs importants (construction, équipement médical et agricole, acier, bière, papier, ameublement...). Cette libéralisation englobe également une série de nouvelles règles régissant, entre autres choses, les subventions, la lutte contre le dumping, le règlement des différends, les services, les droits de propriété intellectuelle et les mesures concernant les investissements et liées au commerce.

17. Comment les pays maghrébins, qui sont officiellement partisans d'une libéralisation des échanges entre eux, peuvent-ils utiliser ces accords du GATT pour progresser vers la mise en place d'une zone de libre échange, puis d'une union douanière maghrébine? La question se pose d'autant plus que la plupart d'entre eux ont mis en place des réformes économiques basées sur l'économie de marché et mènent des politiques de libéralisation de leur commerce extérieur. Il serait pour eux irrationnel et étrange de libéraliser davantage le commerce avec les pays non-maghrébins qu'avec les pays maghrébins.

18. Certes, la libéralisation des économies et des échanges n'a pas le même contenu pour tous. Il peut exister des façons différentes de concevoir la libéralisation des échanges comme le montrent les âpres débats de la négociation d'Uruguay Round entre partenaires censés partager la même croyance dans les vertus de l'économie de marché.

19. Le libéralisme ne signifie pas libre-échangisme. Les pays développés, comme les pays sous-développés, mettent des limites au libéralisme qu'ils peuvent accepter. Les Etats-Unis d'Amérique, avec les autres pays développés, préfèrent parler de commerce loyal et de libéralisme institutionnalisé. Les pays en voie de développement, lors du Tokyo Round, ont en définitive vu le libéralisme comme le du règne de droits et obligations égaux entre partenaires inégaux. Pour le secrétariat Général du GATT,

"l'unification du marché international et l'internationalisation des économies repose sur le jeu de la concurrence certes, mais une concurrence régulée par la coopération organisée et permanente des politiques nationales."

20. Lors de la signature préliminaire des Accords de l'Uruguay Round, le 15 décembre 1993, les pays en développement avaient manifesté un certain mécontentement par la voix de leur représentant. Cette réaction montre que tout le monde ne gagne pas à la libéralisation du commerce international, qu'un même pays peut y enregistrer des gains et des pertes. "Les pays qui y ont intérêt poussent dans le sens libre-échangiste".

21. D'ailleurs, un certain nombre d'économistes critiquent la théorie économique libérale quand elle énonce que c'est d'abord en s'adaptant aux prix du marché mondiaux, ce par des progrès de leurs productivité et compétitivité, que les pays en développement peuvent se développer. Une étude récente, réalisée pour l'Union européenne, constate que la décennie 1980 a été un désastre pour le développement, en particulier parce que les politiques menées ou suggérées par les institutions de Bretton Woods reposent sur des paradigmes dépassés: ceux de la théorie des avantages comparatifs et de la mobilité des facteurs. Dans le même esprit, des économistes estiment que le niveau international des prix absolus traduit la domination des pays développés et que le prix qui est vrai pour un pays au niveau de développement donné ne l'est pas pour un pays à un autre niveau de développement. Ils se prononcent pour une coopération régionale et des tarifs douaniers communs entre pays à systèmes de prix semblables.

22. Il faut donc, dans la mesure du possible, distinguer entre la libéralisation des échanges entre pays en développement (en particulier, voisins) et celle qui les lie aux pays développés.

<p>I. LA COMPARAISON SYSTEMATIQUE DES ENGAGEMENTS DES PAYS MAGHREBINS VIS-A-VIS DU GATT RESTE A FAIRE</p>
--

23. La comparaison systématique des engagements des pays maghrébins vis-à-vis du GATT est à faire pour plusieurs raisons, d'autant plus que les maghrébins sont allés en ordre dispersé dans la négociation de l'Uruguay Round. La première raison est que la clause de la nation la plus favorisée leur impose de les étendre automatiquement à chaque autre pays maghrébin qui est partie contractante du GATT. La deuxième raison est que des disciplines

ECA/MRAG/95/3/TP
Résumé
Page 6

longtemps expérimentées et discutées du GATT peuvent être probablement appliquées fructueusement à certains domaines dans un ensemble maghrébin qui ne s'est pas encore accoutumé à une discipline économique maghrébine. Une troisième raison est que cette comparaison permettra aux différentes économies de mieux se connaître, et de préparer sur la base de cette connaissance des textes maghrébins mieux adaptés aux réalités du commerce maghrébin et international. Cette comparaison devra faire l'objet d'une étude approfondie ultérieure.

24. Tous les pays maghrébins ne sont pas parties contractantes du GATT et membres de l'OMC. Le Maroc, la Tunisie et la Mauritanie en sont membres à part entière tandis que l'Algérie et la Libye en sont membres de facto. Cependant, ces pays, à un degré moindre pour la Libye, se sont engagés dans des politiques de libéralisation de leur économie et de leur commerce extérieur et ont fait, ou s'approprient à faire, des offres souvent semblables lors des négociations de l'Uruguay Round.

**Une Algérie libéralisant rapidement son commerce
extérieur et qui adhérera bientôt à l'OMC**

25. L'Algérie est, depuis deux ou trois ans, en train de libéraliser rapidement son commerce extérieur et adhérera bientôt à l'OMC. La structure de son commerce extérieur facilite son adhésion au GATT ou du moins ne pose pas de problèmes graves d'impact des accords sur le revenu de sa fiscalité. Les préoccupations sont liées à la compétitivité, même sur son marché intérieur, de certaines productions et au renchérissement des importations alimentaires.

26. Les importations de l'Algérie se montent à près de 10 milliards de dollars par an et sont dominées par les achats de produits alimentaires, de matières premières et de semi-produits. Les produits alimentaires représentent 25% de la valeur globale des importations. Les matières premières et semi-produits, dans cette économie nationale faiblement intégrée, représente près de 35% de la valeur globale des importations. Les exportations sont quasi-exclusivement constituées de produits énergétiques. Les pays de l'OCDE sont les principaux clients et fournisseurs de l'Algérie.

27. La politique du commerce extérieur et des tarifs douaniers d'Algérie est de plus en plus conformes aux règles du GATT. L'intervention de l'Administration ne se situe plus à priori des opérations de commerce extérieur, mais à posteriori. Dans cette optique, l'Instruction n° 20 d'avril 1994 de la Banque d'Algérie prévoit: la liberté d'accès au commerce extérieur pour toute personne physique ou morale régulièrement inscrite au Registre de commerce et disposant des garanties de solvabilité; la non-

obligation de recours au financement à l'exception des opérations d'importation d'équipements; la non-obligation de paiement par débit du compte devise pour les importations à l'exception des véhicules. L'importation de certains produits de première nécessité, réservée jusque-là à des monopoles d'Etat, est libéralisée pour le secteur privé sous réserve de critères de professionnalisme pour les opérateurs intervenant sur les produits suivants: blé et orge, semoule et farine, lait en poudre, café, sucre, produits pharmaceutique, et instrumentation médicale. En matière de prix, plus de 85% des produits ont connu une libéralisation.

28. En matière de tarif douanier, l'Algérie applique la nomenclature du système harmonisé. Le tarif douanier se situe actuellement dans une fourchette variant de 0 à 60%, la moyenne étant de 25%.

Une Libye dont le processus de libéralisation est perturbée par l'embargo

29. Une étude plus précise des conditions du commerce extérieur libyen reste à faire, mais donnons en quelques traits caractéristiques. En Libye, les droits de douane se situent entre 5 et 30%, des exemptions étant accordées. La libéralisation du commerce extérieur a peu avancé en raison en particulier de l'embargo imposé à la Libye. Des autorisation préalables à l'importation sont exigées, mais on peut noter un début de démonopolisation.

Un Maroc ayant fortement libéralisé son commerce extérieur et qui a déjà ratifié les accords de l'Uruguay round

30. Le Maroc est partie contractante du GATT depuis 1987. L'Accord de l'Uruguay Round a été signé à Marrakech en avril 1994, le Maroc ayant été l'un des premiers pays à le ratifier.

31. La structure par groupes de produits et produits du commerce extérieur marocain a fortement évolué en faveur des produits industriels, la part des fruits et légumes ainsi que des produits de la pêche restant importantes. La répartition géographique du commerce extérieur indique une grande prédominance des échanges avec l'Europe (67,9% pour les exportations et 63,4% pour les importations).

32. Le Maroc a mené depuis 1983 une politique d'ajustement structurel et de libéralisation. En 1994, les licences d'importation n'affectaient plus qu'une liste réduite de produits

ECA/MRAG/95/3/TP
Résumé
Page 8

(pétrole, huile comestibles, sucres, céréales et leurs dérivés) et les produits ne supportant pas de droits de douane en provenance de l'UMA. A la mi-1995, toutes ces restrictions et licences d'importation devaient avoir disparu. La nouvelle loi sur le commerce extérieur de 1992 abolit ou diminue fortement les entraves au commerce extérieur et utilise le droit de douane comme seul ou principal instrument de protection. Ce dernier, qui n'a cessé de diminuer, atteint aujourd'hui, sauf pour quelques produits agricoles, un taux maximal de 35% non compris le prélèvement fiscal à l'importation (PFI) de 15%. Le taux moyen de tarif serait de 20,4% en 1993. Seules les exportations de farine, de charbon de bois et d'objets d'art sont soumises à licence d'exportation. La réglementation actuelle du commerce extérieur est désormais en bonne harmonie avec les règles du GATT.

33. La réforme des restrictions de change a avancé au Maroc depuis 1983 parallèlement avec celle du commerce extérieur. En 1993, la convertibilité courante a été atteinte. Depuis début 1994 la convertibilité est complète pour les investisseurs étrangers. En liaison, avec ces réformes, le taux de change du dirham est fixé par un mécanisme basé sur le marché, en référence à un panier de devises.

34. Les offres du Maroc pendant les négociations de l'Uruguay Round découle du programme d'ajustement structurel mis en oeuvre. L'offre marocaine dans le domaine de l'industrie élargit progressivement l'accès à son marché. Le Maroc a présenté une offre de consolidation des produits industriels à 40% (avec possibilité de maintien d'un prélèvement fiscal à l'importation PFI de 15%), avec des réductions étalées sur le temps. Cette offre permet de continuer la protection tarifaire actuelle et laisse encore une certaine liberté d'action au Maroc. Cependant, dorénavant les produits textiles ne bénéficieront plus que d'une protection basée sur le tarif et un système de prix de référence, la libéralisation de leur importation devenant complète après 10 ans.

35. L'offre marocaine dans le domaine de l'agriculture a transformé les mesures non tarifaires, liées aux produits stratégiques de base de l'agriculture et dérivés (céréales, sucre, huiles, lait et viandes) en tarifs douaniers: 115% minimum pour le lait, 380% pour les viandes ovines. Pour les autres produits agricoles, la consolidation s'est faite à 60% (45% plus 15% de PFI). Dans un premier temps, c'est l'impact sur l'agriculture qui a le plus attiré l'attention au Maroc, en raison de la proposition européenne ressentie comme portant atteinte aux intérêts du Maroc.

36. L'offre marocaine dans le domaine des services, contient des engagements spécifiques, mais qui reste à préciser en liaison avec les négociations ultérieures. Elle se caractériserait par son

libéralisme et le plus souvent par l'exigence de présence commerciale comme condition principale d'accès au marché. Elle couvre les domaines suivants: système financier; services professionnels (comptabilité, gestion, placement); services informatiques et connexes; télécommunications; construction et ingénierie; services environnementaux (assainissement des eaux, traitement des déchets); tourisme; transport maritime; transport aérien; transport routier;

37. Les premières évaluation marocaines des impacts de l'Uruguay Round sur le Maroc considèrent que "globalement, les premières indications permettent d'affirmer que l'économie nationale verra, d'un côté, sa marge préférentielle se réduire dans certains secteurs (produits agricoles, produits de la pêche, textiles, acide phosphorique), plus particulièrement dans les marchés européens traditionnels et, d'un autre côté, ses opportunités d'accès à d'autres marchés (Etats-Unis, Canada) seront élargies par le processus de consolidations tarifaires consenties pour tous les partenaires".

Une Mauritanie depuis longtemps partie contractante du GATT

38. La situation économique et financière reste difficile dans ce pays qui est le plus pauvre des pays maghrébins. Depuis 1986, un programme d'ajustement structurel est mis en oeuvre avec l'appui de la Banque mondiale et du FMI, la Mauritanie ayant adopté en décembre 1993 un nouveau document cadre de politique économique pour la période 1993-96.

39. L'essentiel des exportations est représenté par le fer (51,4%) et le poisson: (46,6%). Les principaux produits importés sont: lait; thé vert; riz; blé; farine; sucre; ciment; pétrole; essence; gasoil; fuel-oil; butane; lubrifiant; véhicules. Il y a prédominance des relations avec l'Union Européenne et faiblesse des relations commerciales avec la CEDEAO, la CEAO et l'UMA, ensembles auxquels appartient la Mauritanie qui veut être un pont entre l'Afrique de l'Ouest et le Maghreb.

40. Au cours de la dernière période, les relations commerciales et financières de la Mauritanie avec l'étranger ont été progressivement libéralisées. En application de la politique de libéralisation, le décret du 13 avril 1993 et l'arrêté du 11.5.93 réglementent l'attribution de la carte import-export (pouvant être donnée à tout titulaire de registre de commerce) et les procédures d'importation et d'exportation. Les procédures de commercialisation ont été libéralisées à travers divers textes réglementaires en particulier l'arrêté du 19 octobre 1992 relatif aux exportations et les circulaires du 20 novembre 1992 et du 21

ECA/MRAG/95/3/TP
Résumé
Page 10

février 1993 aux importateurs relatives à la mise en place d'un système d'adjudication des autorisations d'importations.

Une Tunisie ayant fortement libéralisé son commerce extérieur et partie contractante du GATT

41. La Tunisie est partie contractante du GATT depuis 1990, après en avoir été membre de facto depuis 1959. Cette adhésion a été rendue possible par le programme de libéralisation et de modernisation de son économie engagé depuis 1986. Les réformes économiques ont libéralisé le système des prix, libéralisé le commerce extérieur, ouvert au secteur privé certaines activités qui étaient celles seulement des entreprises publiques. Cette évolution a été traduite dans les nouveaux codes d'investissements. La convertibilité de la balance des paiements courantes est assurée depuis 1994. La convertibilité des transactions en capital est assurée pour les non résidents, des pas ayant été franchis dans cette direction pour les résidents.

42. Actuellement sont libéralisées, d'après les autorités tunisiennes, 92 % des importations et 61 % de la production (contre 47 % en 92). La levée des restrictions porte sur les biens d'équipement, sur la plupart des matières premières et demi-produits et sur une première tranche des produits de consommation. Les seuls monopoles à l'importation qui demeurent concernent les céréales, le café et le sucre. Pour le riz, le secteur public continue à faire l'essentiel du travail en raison du désintérêt du privé.

43. La structure géographique du commerce extérieur au cours des années 89-93 confirme la part dominante des pays de l'Union Européenne (3/4 des exportations et 2/3 des importations). Les pays de l'UMA sont au deuxième rang des partenaires de la Tunisie. En raison des ressources qu'apporte à la Tunisie le secteur du tourisme, les services sont un des secteurs importants de l'économie tunisienne. Leur solde allège donc actuellement le déficit de la balance commerciale.

44. Dans le cadre des négociations de l'Uruguay Round, la Tunisie a présenté des offres d'engagement dans les domaines industriel, agricole et des services.

45. L'offre tunisienne dans le domaine de l'industrie comporte deux volets: le premier concerne les produits industriels autres que textiles dont les taux ont été consolidés. Le deuxième volet porte sur tous les produits textiles, à l'exception des tapis. Le taux de consolidation appliqué est uniforme; il est de 90% au

départ. Ce taux connaîtra une diminution annuelle de 3% jusqu'à l'an 2005 date à laquelle il sera ramené à 60%.

46. L'offre de la Tunisie dans le domaine agricole porte sur deux volets: le soutien interne et l'accès aux marchés. Au niveau du soutien interne, l'offre n'a porté que sur les prix administrés et les subventions aux intrants (engrais, pesticides, eaux d'irrigation, aliments de bétail). Dans le domaine de l'accès aux marchés, les mesures non-tarifaires (licences d'importation, prélèvements et commerce d'Etat) ont été converties en équivalents tarifaires. L'engagement de réduction porte sur un démantèlement tarifaire de 4% en moyenne pour la période 1995-2004.

47. L'offre de la Tunisie dans le domaine des services, qui reste à préciser, porte sur le tourisme, le secteur des assurances, les domaines financier et bancaire.

48. Les premières évaluations tunisiennes des impacts de l'Uruguay Round sur la Tunisie indiquent que ces accords exposent certaines exportations tunisiennes à une vive concurrence, en particulier dans le domaine textile et des produits de consommation. La conclusion en est tirée que la Tunisie doit engager une politique de restructuration et de modernisation de son potentiel de production en vue de conférer à ses produits une meilleure compétitivité.

L'Egypte et le GATT

49. Dans le programme des politiques d'ajustement menée en Egypte, en particulier depuis les années 1990, la libéralisation du commerce extérieur s'est poursuivie rapidement. Les règles restrictives auraient souvent disparu. Les exportateurs sont même libres de ne pas rapatrier leurs gains en devises. C'est aux banques primaires de fournir à leurs clients les devises nécessaires à leurs importations. Les droits de douane ont été supprimés ou fortement réduits pour les biens d'investissement et les biens intermédiaires; pour les biens de consommation, ils ont été réduits de 70 à 50%. La plupart des prix ont été libérés, même pour le secteur public. Dorénavant, celui-ci est soumis aux règles du marché selon la loi 203 de 1991, loi qui prévoit aussi la privatisation d'une partie importante du secteur public.

50. Les offres de l'Egypte au cours des négociations d'Uruguay Round couvrent l'ensemble des secteurs de négociation.

51. Dans le domaine des produits agricoles, l'Egypte s'est engagée à la tarification des barrières non tarifaires, à un allègement douanier sur une période de dix ans et une consolidation tarifaire

ECA/MRAG/95/3/TP
Résumé
Page 12

d'où ont été exclus des produits sensibles. Le droit consolidé est de 5 à 20%.

52. Dans le domaine des produits industriels, les mesures non tarifaires feront l'objet d'une tarification. Pour la plupart des produits industriels, il n'y aurait pas eu d'engagement d'allègement immédiat. Il y a même eu des consolidations à la hausse, celles-ci variant entre 2 et 60%. Les allègements se feront sur plusieurs cinq à dix ans L'interdiction d'importer des tissus sera abolie en 1998 et celle de l'habillement en 2002.

53. Dans le domaine des services, l'Egypte a pris des engagements réduits en liaison avec sa compétitivité ou dans les secteurs déjà libéralisés en fonction des lois égyptiennes.

54. Dans le domaine de la propriété intellectuelle, les engagements pris y sont plus importants que ceux actuels, avec une période transitoire de 5 à 10 ans. Mais sera assurée une meilleure défense pour l'Egypte de ses productions littéraires, artistiques audio-visuelles.

55. Les premières évaluations égyptiennes des impacts de l'Uruguay Round sur l'Egypte indiquent que ces accords sont un défi qui impose à l'industrie et aux services égyptiens l'augmentation de la compétitivité sur tous les marchés.

Connaître l'impact au Maghreb des concessions de l'Union européenne au GATT

56. L'impact de l'Uruguay Round ne peut être analysé au Maghreb sans prendre en compte les relations Afrique du Nord-Union Européenne. Le commerce du Maghreb avec l'Union européenne est prédominant: 60% des exportations des pays du Maghreb lui sont destinées et 50 % en proviennent. Les millions d'émigrés maghrébins y représentent une forte proportion de l'émigration. Mais, la relation est inégale, car pour l'Europe, le Maghreb a bien moins de place: ainsi, dans son commerce dont il ne représente que quelques pour-cents.

57. Depuis 1989, la Communauté européenne a défini une nouvelle politique méditerranéenne se voulant plus ouverte aux problèmes des pays de l'Afrique du Nord, mais ceux-ci semblent considérer que rien n'a changé dans la politique qu'elle mène à leur égard. Elle devrait comporter six axes, dont le soutien aux processus d'ajustement et l'encouragement de l'investissement privé. L'idée de zone de libre échange UE-Maghreb a été aussi avancée. Dans le cadre des négociations en cours et séparées avec chaque pays maghrébin, l'Union Européenne a fait des propositions de négociations explicitant ces positions.

58. Dans le domaine commercial, les maghrébins estiment que ces propositions définissent clairement l'ouverture du marché maghrébin aux produits industriels et services européens tandis que celle du marché européen aux produits et services maghrébins est plus restrictive. Ainsi pour les produits agricoles maghrébins, l'examen de leur accès est repoussé après l'an 2000. Les protections non-tarifaires à leur égard demeurent. Sur le plan industriel, sont jugées insuffisantes les propositions européennes sur l'aide à l'industrialisation et au développement, sur l'assouplissement de la réglementation sur la règle d'origine sur l'octroi de financements pour la restructuration industrielle nécessitée par la libéralisation des échanges, sur le transfert de technologie. Dans le domaine des services, le mémorandum marocain note ainsi que "les propositions européennes se révèlent prudentes et fort réservées. Ainsi le droit d'établissement est-il exclu pour les personnes physiques et les professions libérales.

II. MIEUX ANALYSER LE COMMERCE INTRAMAGHREBIN ET SES ENTRAVES

Un commerce maghrébin peu développé

59. Le commerce maghrébin reste faible et la mise en oeuvre des accords maghrébins signés reste à faire. Les difficultés politiques dans la région ont peut être même provoqué en 1994 une baisse de ce commerce ou du moins l'arrêt de la légère progression enregistrée depuis la signature du traité de l'UMA.

En 1993, le commerce inter-maghrébin de biens n'aurait été que de 1.4 milliards de dollars, soit moins de 5% des échanges maghrébins.

60. Les échanges commerciaux globaux de l'Algérie sont à peu près équilibrés, au cas où on en exclut le commerce informel et les services. Le pétrole et le gaz ont représenté en 1992 83% des exportations de l'Algérie vers l'UMA. C'est une situation de quasi mono-exportation. Par contre, comme en 1991, les échanges industriels maghrébins de l'Algérie accusent un déficit.

61. La structure globale du commerce extérieur du Maroc avec les pays de l'UMA donne une part dominante aux produits manufacturés pour les exportations et à l'énergie dans les importations.

62. La structure globale du commerce extérieur de la Mauritanie avec les pays de l'UMA donne une part dominante aux produits

ECA/MRAG/95/3/TP
Résumé
Page 14

alimentaires pour les exportations et pour les hydrocarbures dans les importations comme le montre le tableau suivant:

63. Dans le commerce extérieur de la Tunisie, la Libye se distingue par le volume et la diversité de ses importations à partir de la Tunisie. Le Maroc est caractérisé par les difficultés de pénétration de son marché par les produits des branches textiles et cuirs ainsi que celles des industries métallurgiques, mécaniques et électriques. Les échanges avec la Mauritanie sont très peu développés.

Mettre en oeuvre plus activement les accords et conventions bilatéraux et multilatéraux existants

64. Le tableau de la page suivante permet un premier point des textes préparés par l'UMA pour impulser l'intégration économique maghrébine. Une dizaine de conventions commerciales bilatérales lient aussi entre eux les pays du Maghreb. Il faut noter cependant que la plupart de ces conventions et accords ont été ni ratifiés ni concrétisés. Leur application concrète peut en effet rester bloquée par les réglementations nationales existantes.

65. Dans le cadre des grands axes de la stratégie maghrébine commune (1991), les grandes étapes préconisées en 1991 par l'UMA étaient les suivantes: i. mise en place du libre échange des marchandises d'origine maghrébine, ce avant fin 1992; ii. mise en place d'une union douanière avant fin 1995; iii. mise en place d'un marché commun avant la fin de l'an 2000; iv. dans une dernière étape, mise en place d'une union économique, avec unification des politiques économiques et des plans de développement.

UMA: ACCORDS, CONVENTIONS, RESOLUTIONS

LISTE

- . Traité de Marrakech (17 février 1989)

COMMISSION MINISTERIELLE CHARGÉE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

- . Résolution sur les principes et les règles de l'union douanière entre les Etats de l'UMA (23.7.1990)
- . Convention relative à la promotion et à la garantie des investissements maghrébins (7/1990)
- . Convention relative à la non double imposition et à l'instauration de règles de coopération en matière d'impôts sur le revenu (7/1990)
- . Les grands axes de la stratégie maghrébine de développement commun (3/1991)
- . Convention rel. à la création de la Banque Maghré. d'Investissement et de comm. extérieur (3/1991)
- . Convention commerciale et tarifaire (3/1991)
- . Accord de paiement bilatéral unifié entre les Banques centrales (12/1991)
- . Protocole relatif au certificat d'origine (4/1994)
- . Convention sur la création de commissions maghrébines pour l'assurance et la réassurance (1994)
- . Protocole relatif à l'application de la taxe compensatoire unifiée de 17,5% (4/1994)
- . Convention de coopération administrative relative à la lutte contre les fraudes (4/1994)
- . Protocole sur les mesures de sauvegarde (4/1994)

COMMISSION MINISTERIELLE CHARGÉE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE

- . Convention relative à l'échange des produits agricoles entre les Etats de l'UMA (7/1990).+
- . Convention relative à la protection des végétaux (7/1990)
- . Avenant à l'article 2 de la Convention relative à l'échange des produits agricoles (9/1991)
- . Instruction numéro 6 fixant les conditions de production, d'importation et d'offre des produits vétérinaires en gros à l'intérieur des Etats de l'UMA (11/1992)
- . Instruction numéro 7 fixant les conditions sanitaires vétérinaires d'importation des bovins et viandes bovines des pays qui ne sont pas membres de l'UMA (11/1992)

COMMISSION MINISTERIELLE CHARGÉE DES INFRASTRUCTURES

- . Convention relative au transport routier des personnes et des biens et au transit (7/1990).+
- . Convention relative à la médecine vétérinaire et à la coopération dans la santé animale (3/1991)
- . Convention de coopération dans le domaine maritime (3/1991)
- . Accord postal entre les Etats de l'UMA (3/1991); Accord relatif au courrier express (3/1991);
- . Convention relative aux colis postaux (3/1991); Convention relative aux mandats postaux (9/1991)
- . Charte Maghrébine de la protection de l'environnement et du développement durable (11/1992).
- . Convention sur la reconnaissance réciproque des permis de conduire (1992)
- . Convention sur l'organisation des marchés publics d'équipement et de travaux publics (1992)

COMMISSION MINISTERIELLE CHARGÉE DES RESSOURCES HUMAINES

- . Convention de coopération judiciaire entre les Etats de l'UMA (3/1991)
 - . Convention de Sécurité sociale entre les Etats de l'UMA (3/1991)
 - . Convention relative à l'organisation judiciaire unifiée entre les Etats de l'UMA (11/1992)
 - . Convention relative à la coopération culturelle entre les Etats de l'UMA (11/1992)
 - . Prix du Maghreb Arabe de la création culturelle (11/1992)
 - . Programme unifié pour l'accès aux instituts judiciaires de l'UMA (11/1992)
 - . Convention sur la production cinématographique commune entre les Etats de l'UMA
-

ECA/MRAG/95/3/TP
Résumé
Page 16

66. La convention commerciale et tarifaire entre les pays de l'Union du Maghreb arabe (Mars 1991) prévoit un traitement préférentiel et une libéralisation tarifaire et non tarifaire de l'échange des produits originaires des pays de l'UMA. Elle ne couvre pas les services et les produits agricoles. Elle n'est pas entrée en application surtout parce que tous les protocoles d'application prévus ne sont pas encore finalisés. Depuis l'adoption en 1994 de ceux relatifs au certificat d'origine et aux mesures de sauvegarde, la situation reste bloquée par la non finalisation des listes des produits libérés des protections non tarifaires et de ceux soumis à la taxe compensatoire, ainsi de l'harmonisation à faire avec la convention relative aux produits agricoles.

67. La convention sur l'échange des produits agricoles (Juillet 1990) prévoit la libéralisation de leur commerce entre les pays maghrébins. La mise en oeuvre de cette convention ne s'est pas encore faite, ce pour des raisons politiques et techniques (divergences avec la convention commerciale et tarifaire, nécessite d'élaboration de directives).

68. En janvier 1995, la réunion du Comité de suivi de l'UMA a insisté sur la nécessité d'accélérer la mise sur pied de la zone de libre échange maghrébine "afin que les pays de l'UMA, membres de l'OMC puissent assurer la concordance entre les conventions maghrébines et les dispositions du GATT et, par suite, d'honorer les engagements qu'ils ont souscrits".

Analyser les entraves au développement des échanges

69. On est aujourd'hui, en 1995, bien loin du respect des étapes et objectifs fixés en 1989 et en 1991. L'UMA est à l'image d'autres communautés régionales mises en place en Afrique ou dans d'autres régions sous-développées du monde. Il faut se demander pourquoi.

70. La persistance de la faiblesse des échanges intra-maghrébins est due à des blocages économiques structurels bien identifiés (complémentarités sectorielles actuellement insuffisantes, concurrence entre certains secteurs, communications et transports insuffisants, domination de l'Union européenne, dette extérieure élevée, disparité entre les revenus des pays) et qui ne pourront être surmontés que grâce à des stratégies de développement et d'intégration pertinentes.

71. Comme le préconise par exemple, la CEA, le processus d'intégration doit avoir quatre dimensions économiques simultanément axées sur:

- la libéralisation des échanges et l'élargissement des marchés au cadre régional;
- le développement des infrastructures régionales, ce grâce à des réseaux adéquats d'infrastructure de transports, de communications et de distribution d'énergie;
- le développement de la production avec les liaisons intersectorielles suffisantes, à travers l'harmonisation et le développement des appareils de production nationaux, publics et privés, en particulier l'agriculture, l'élevage, les ressources marines, l'industrie et l'énergie, et les services;
- La convergence des politiques économiques et monétaires

72. Dans le domaine des infrastructures, des progrès ont été faits dans le domaine de l'énergie et de la construction de l'autoroute maghrébine, mais la situation dans le domaine des communications n'est pas encourageante: fermeture de la frontière algéro-marocaine, embargo aérien sur la Libye, lenteurs des transports et de la poste, retards dans les travaux du transmaghrebien, peu de coopération des compagnies aériennes, pas de progrès dans le cabotage maritime.

<p>III. DELIMITER LES POSSIBILITES D'IMPULSION DE LA LIBERALISATION DES ECHANGES MAGHREBINS PAR LES ACCORDS DU GATT</p>
--

Présentation générale des Accords de l'Uruguay Round

73. La liste des accords qui résultent des négociations de l'Uruguay Round est donnée à la page suivante. Les Accords de l'Uruguay Round (15 avril 1994) sont donc constitués par l'Acte Final relatif aux résultats des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round, l'Acte établissant l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), auquel sont annexés quatre annexes regroupant tous les Accords substantifs et autres accords aussi bien que les déclarations et décisions ministériels approuvés par la Négociation. Les accords du GATT sont dorénavant constitué par l'ensemble des deux accords, juridiquement distincts, de 1947 et 1994.

ECA/MRAG/95/3/TP
Résumé
Page 18

74. Le secrétariat du GATT indique que les résultats du Cycle d'Uruguay assurent aux signataires de l'Acte final une amélioration substantielle des possibilités d'accès aux marchés. Le champ des accords s'étend désormais à l'agriculture et aux services. Les Accords de l'Uruguay Round introduisent d'importantes modifications dans le système global des droits et obligations du commerce international. Ils représentent même un plus grand changement pour les pays en développement que pour les pays développés.

75. Pour les produits industriels, les marchés seront plus ouverts grâce aux réductions des droits moyens. Le droit moyen applicable à ces produits après le Cycle d'Uruguay s'établissant à 6,5%. La proportion du commerce total des produits industriels soumis à des taux consolidé passerait de 68 à 87%, principalement en raison de la forte augmentation du niveau de consolidations dans les économies en développement.

76. Les avantages dont bénéficient les pays en développement sont en définitive réduits. Ils ont surtout la forme de délais plus longs ou de dérogations provisoires les concernant, d'une certaine flexibilité des procédures ou des seuils qui leur sont appliqués. Le Secrétariat de la CEA constate que les pays africains pourraient subir des pertes de l'ordre de 2,6 milliards de dollars par an. En effet, les Accords d'Uruguay, de par l'ampleur du désarmement tarifaire qu'il entraîne provoque une érosion des préférences dont bénéficie l'Afrique sous les régimes du Système Généralisé de Préférences (GSP), de la Convention de

**LISTE DES ACCORDS CONCLUS LORS DES NEGOCIATIONS DE L'URUGUAY
ROUND ET DES DECISIONS ET DECLARATIONS Y AFFERENTES**

I. ACCORDS

ACCORD ETABLISSANT L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (WORLD TRADE ORGANIZATION) (auquel les accords suivants et les autres textes sont annexés)

ANNEXE 1

ANNEXE 1A: ACCORDS MULTILATERAUX SUR LE COMMERCE DES MARCHANDISES (MULTILATERAL AGREEMENTS ON TRADE IN GOODS)

- Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce 1994
six memorandum d'accord et le protocole de Marrakech du GATT 1994.
- Accord sur l'Agriculture
- Accord sur l'application de mesures sanitaires et phytosanitaires
- Accord sur les textiles et l'habillement
- Accord sur les barrières techniques au commerce
- Accord sur les mesures concernant les aspects des investissements liés au commerce (TRIMs)
- Accord sur la mise en oeuvre de l'article 6 du GATT 1994
- Accord sur la mise en oeuvre de l'article 7 du GATT 1994
- Accord sur les inspections pre-embarquement
- Accord sur les règles d'origine
- Accord sur les procédures de licence d'importation
- Accord sur les subventions et les countervailing measures
- Accord sur les sauvegardes

ANNEXE 1B: ACCORD GENERAL SUR LE COMMERCE DES SERVICES

ANNEXE 1C: ACCORD SUR LES ASPECTS DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE LIES AU COMMERCE

ANNEXE 2: MEMORANDUM D'ACCORD SUR LES REGLES ET PROCEDURES GOUVERNANT LE REGLEMENT DES DISPUTES

ANNEXE 3: MECANISMES DE REVUE DES POLITIQUES COMMERCIALES

ANNEXE 4: ACCORDS COMMERCIAUX PLURILATERAUX

II. DECLARATIONS ET DECISIONS MINISTERIELLES

III. MEMORANDUM D'ACCORD SUR LES ENGAGEMENTS DANS LES SERVICES FINANCIERS

ECA/MRAG/95/3/TP
Résumé
Page 20

Lomé et d'autres accords préférentiels. De plus, les prix des produits alimentaires pourront augmenter de 5 à 10% notamment pour les céréales, ce qui augmentera la facture des importations africaines.

77. Pour faire face à ces interrogations et ces problèmes, la Conférence internationale sur les Accords commerciaux multilatéraux d'Uruguay, Tunis, octobre 1994, a formulé les principales recommandations suivantes:

- **A court terme:** Les pays africains devraient s'imprégner de la portée et des implications des accords de l'Uruguay Round. La communauté internationale devrait leur accorder une assistance technique destinée à: concevoir le cadre réglementaire de mise en oeuvre; assurer la formation des fonctionnaires chargés des négociations commerciales multilatérales; évaluer l'impact de ces résultats sur les économies nationales.
- **A moyen et long termes:** Les pays africains devraient adopter des stratégies de développement orientées vers: la diversification de leur production par le biais notamment de la transformation des produits locaux et du renforcement de la recherche-développement; le développement des ressources humaines et institutionnelles; l'accroissement des exportations par des politiques d'incitation à l'efficacité du système commercial; la mise en place et le renforcement de systèmes adéquats d'information.

Le GATT n'est pas un obstacle juridique à l'intégration régionale maghrébine

78. Le contenu principal des dispositions concernant l'intégration régionale des pays en développement est donné dans l'encadré de la page suivante. La problématique du regroupement régional se pose aux pays maghrébins dans plusieurs cadres: Maghreb arabe, l'éventuelle zone de libre-échange Maghreb-Union européenne, Ligue arabe, Afrique. Si l'UMA ne sait pas se construire n'est-ce pas la logique du lien Maghreb-Europe qui va l'emporter ou du moins continuer à l'emporter?

79. En ce qui concerne les groupements régionaux d'autres pays en développement, la CNUCED fait une analyse fort pertinente qui montre le retard pris par l'UMA: " Sous l'effet des programmes d'ajustement beaucoup de pays en développement ont fortement libéralisé leurs régimes d'importation et visent au maximum de libéralisation dans leurs groupements régionaux qui étaient devenus moribonds. Ils ont visé la formation d'économies compétitives... ".

**MEMORANDUM D'ACCORD
POUR L'INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 24 DU GATT 1994**

La cohérence du GATT implique que les accords régionaux doivent être des unions douanières ou des zones de libre échange de bonne foi couvrant l'essentiel du commerce entre les parties, et non pas seulement des arrangements préférentiels lâches. Bien que l'article 24-5 indique que les droits et régulations du commerce ne doivent pas être plus hauts ou plus restrictifs, leur impact économique n'est pas examiné. L'article contient aussi des dispositions pour la mise en place d'un cadre de négociation pour donner des compensations aux pays contractants affectés par les unions douanières. Ces critères deviennent moins adéquats aujourd'hui en raison de l'extension des champs couverts... Pour cette raison, la cohérence avec l'article 24 du GATT est surtout un problème de compatibilité des arrangements régionaux avec le système multilatéral émergent...

Le mémorandum reconnaît que ces zones régionales sont une contribution à la libéralisation du commerce mondial si elles couvrent tout le commerce des pays concernés et en sont un obstacle lorsque seuls certains secteurs sont concernés. Ces unions doivent éviter des détournements de flux commerciaux mais en créer.

Ce mémorandum introduit pour la première fois la notion d'impact économique des accords régionaux. Des critères sont retenus pour mesurer l'impact économique, les plus importants étant: l'évaluation de l'incidence des changements de tarifs et de règles sur le taux pondéré des droits de douane et sur les droits collectes; le temps raisonnable ne doit pas excéder 10 ans, sauf exception; les augmentations de taux dus à une union douanière doivent être négociés avant l'octroi de concessions entre les membres de l'union de façon à offrir des compensations aux pays tiers affectés.

Le mémorandum ne dispose pas que les compensations sont obligatoires entre pays membres d'une union douanière. Les procédures de notification et de rapport sur les accords régionaux sont réaffirmées.

ECA/MRAG/95/3/TP
Résumé
Page 22

80. D'après la CNUCED, "l'Uruguay round a servi à atténuer les forces du régionalisme en diluant significativement les aspects préférentiels des accords régionaux. Les accords du Gatt vont au delà de concessions régionales qui, signées avant deviennent cependant des acquis soumis à un calendrier.

L'agriculture dans l'Uruguay Round et la nécessité d'une politique maghrébine des échanges et de la production agricoles

81. Les parties de l'Accord de l'Uruguay Round concernant directement l'agriculture, secteur inclus pour la première fois dans des négociations multilatérales du GATT, sont: l'accord sur l'agriculture, l'accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, la décision relative aux mesures concernant les possibles effets négatifs des programmes de réformes sur les pays les moins développés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Ces accords commenceront à s'appliquer en 1995, les engagements des pays développés devant être tenus avant l'an 2000, ceux pour les pays en développement devant l'être avant 2004.

82. Selon la FAO, l'Accord sur l'agriculture est assez complet et vise beaucoup plus que les tarifs et les mesures à la frontière. Il représente un accord de libéralisation partielle, les réductions de soutien de l'agriculture étant relativement faibles et s'étendant sur plusieurs années, un certain degré de distorsion risquant de persister sur le marché mondial des produits agricoles. L'accès au marché est élargi suite aux engagements pris concernant la tarification, la réduction des tarifs et les opportunités d'accès. La réduction tarifaire consiste en l'engagement pris de réduire de 36% les droits de douane (24 % pour les pays en développement) sur 6 ans (10 ans pour les pays en développement).

83. Il a été décidé de réduire la Mesure globale de soutien (MGS, mesurée en pourcentage de la valeur globale de la production) de 20% (13,3% pour les pays en développement). La réduction des subventions à l'exportation est l'un des engagements les plus importants et il est pris produit par produit. L'engagement est pris de réduire les exportations subventionnées de 21% et les subventions de 36% en 6 ans.

84. Par ailleurs, concernant les effets négatifs des réformes sur les pays les moins développés et importateurs de produits alimentaires, il est prévu de les contrebalancer par de l'aide alimentaire, de l'assistance technique pour développer la productivité agricole et les infrastructures, et une assistance financière à court terme, en particulier par des facilités de

crédits (FMI et Banque Mondiale) liés à des programmes d'ajustement.

La problématique du développement de la production et des échanges de produits agricoles maghrébins

85. Trois conventions maghrébines concernent directement l'échange des produits de l'agriculture: la Convention sur l'échange des produits agricoles (7/1990), la Convention phytosanitaire (7/1990), la Convention sur la santé animale (3/1991). La mise en oeuvre de ces conventions ne s'est pas encore faite, ce pour des raisons de coordination avec la convention commerciale et tarifaire et pour des raisons techniques, mais aussi pour des raisons de politique générale de chaque pays.

86. Au Maghreb, il y a insuffisance générale de production des produits céréaliers, de viandes, de produits laitiers et de corps gras. Les productions agricoles des pays maghrébins sont essentiellement concurrentielles et non complémentaires; les complémentarités existantes ou potentielles concernent: certains fruits, les tomates, l'huile d'olive (qui peut remplacer une partie de l'huile végétale importée), le sucre (le sucre marocain peut concurrencer dans l'avenir le sucre importé en dehors de la région), les poissons. Les pays de l'UMA ont donc souvent les mêmes déficits. Les produits agricoles les plus disponibles pour des échanges intra-maghrébins sont les fruits et légumes.

87. Les principales réticences à la libéralisation des échanges agricoles viennent de ceux qui estiment que certains pays, ne sont pas prêts au libre-échange agricole et que ce libre-échange ne résout pas le problème du développement agricole soutenu au Maghreb. Ils estiment que certains producteurs marocains et tunisiens veulent placer en Algérie des fruits et légumes produits en réalité pour l'Union européenne et qu'ils devraient plutôt adapter leur production aux besoins réels de leur pays et du Maghreb.

88. Mais une politique des échanges agricoles ne remplace pas une politique de développement agricole. Dans une étude menée pour la CEA, il est estimé que l'agriculture maghrébine ne peut se développer dans le système de prix actuel, très dépendant de celui de l'Union Européenne, qui oriente les productions nord-africaines au détriment du blé, du riz, de l'huile dont le prix relatif a baissé et au bénéfice des fruits et légumes ainsi que de la viande. Selon cette étude, pour renforcer les agricultures nationales par la coopération, "l'élévation du taux d'autosuffisance alimentaire est l'objectif premier de la politique agricole sous-régionale, pour améliorer le niveau de satisfaction des besoins et renforcer l'indépendance".

ECA/MRAG/95/3/TP
Résumé
Page 24

L'accès aux marchés maghrébins selon le GATT et l'UMA

89. L'accès aux marchés maghrébins est fixé dans le cadre du GATT dans le cadre de concessions accordées par les pays maghrébins et dont une partie a été rappelée. Sauf exception dans le cadre d'un calendrier, les barrières sont uniquement tarifaires et en diminution. Tous les secteurs sont concernés, y compris l'agriculture et les services. Cet accès est-il plus ou moins favorable que celui retenu par l'UMA? L'étude détaillée à mener devra analyser soigneusement les conditions d'accès selon le GATT et l'UMA des produits originaires et non originaires, des produits agricoles, des produits industriels et des services.

90. Les conventions de l'UMA semblent à première vue plus favorables pour les produits originaires puisqu'ils y sont dispensés de droits de douane et de taxes d'effet équivalent. Mais des remarques s'imposent. D'abord, au Maghreb cette dispense de droits de douane s'est transformée en obstacle supplémentaire, puisque les pays maghrébins n'ont pu jusqu'à présent mettre au point les listes des produits concernés et ont même dressé des barrières supplémentaires à leur importation par la mise en place de systèmes plus ou moins déguisé de licences. Par ailleurs, l'absence de droit de douane est un avantage moins important aujourd'hui qu'hier en raison de la baisse générale des droits de douane et des gains de productivité de pays concurrents.

91. L'accès des produits industriels en provenance du Maghreb bénéficie d'une exemption de droits de douanes (produits originaires) ou est soumis à une taxe de 17,5%. Il s'agira de comparer cette dernière taxation à celle de droit commun pour dresser la liste des produits pour lesquels il s'agit d'un réel avantage. De plus, il faudra vérifier la non existence de pratiques administratives défavorables à leur rencontre.

Les règles GATT et UMA et les disciplines multilatérales induites dans la région

92. Les règles et les disciplines multilatérales GATT et UMA à comparer, harmoniser et mettre en oeuvre couvrent des domaines classiques et nouveaux. En conformité avec les accords du GATT, on peut distinguer les catégories classiques de règles suivantes: les mesures de sauvegarde - les mesures anti-dumping - les mesures de normalisation et les obstacles techniques au commerce - les accords sur les procédures de licence d'importation- les accords sur les subventions- les accords sur les mesures compensatoires- les accords sur l'évaluation en douane- les accords sur le traitement spécial et différencié- les accords sur la balance des paiements. Les domaines nouveaux sont ceux dorénavant couverts par le GATT: les services, l'agriculture, les aspects des droits de propriété

intellectuelle touchant au commerce (APDICT/TRIPS), les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC/TRIMS).

93. Les lenteurs constatées dans l'élaboration des protocoles d'application des conventions commerciales maghrébines montrent qu'il n'est pas facile de mettre en place des règles multilatérales UMA. Les mettre en oeuvre est certainement encore plus difficile. Etant donné que les pays du Maghreb sont ou seront pour la plupart parties contractantes du GATT, il faut se demander s'ils n'ont pas intérêt à s'appuyer sur les règles du GATT ou du moins à s'en inspirer pour discipliner davantage leur commerce multilatéral sur la base de règles UMA.

Quelques règles GATT

94. En ce qui concerne les sauvegardes, les accords d'Uruguay sont particulièrement précis. Il a été écarté les mesures de restriction discriminatoires ainsi que les fictions des restrictions volontaires et il a été établi une discipline multilatérale plus forte: le principe de la clause MFN a été réaffirmé, des procédures d'enquêtes plus transparentes et précises ont été prévues pour déterminer le sérieux du dommage causé et l'établissement de calendriers a été imposé.

95. Pour les subventions, les accords d'Uruguay en ont pour la première fois donner une définition commune et ont prévu les mesures compensatoires correspondantes. Une subvention est définie comme impliquant une contribution financière du gouvernement ou de tout organisme public. La contribution financière peut impliquer un transfert direct de fonds, un transfert direct potentiel (garantie), l'addition de revenus par le gouvernement, la fourniture publique de biens et services autres qu'infrastructuraux ou l'achat par le gouvernement de marchandises ou toute forme de soutien des prix. L'accord distingue les subventions interdites, celles qui sont permises et celles qui nécessitent action quant elles affectent les intérêts commerciaux des autres pays. Les subventions à l'exportation ou pour l'utilisation de biens nationaux sont interdites ainsi que les subventions spécifiques à une entreprise ou une branche, éventuellement sous forme de couverture de pertes ou d'annulation de dettes. Elles sont cependant autorisées pour la recherche, les régions défavorisées, l'adaptation à l'environnement.

96. En ce qui concerne les mesures anti-dumping, la négociation a été utile. Des procédures transparentes ont été définies. Des méthodes de calcul ont été retenues, les problèmes de coûts de démarrage et de taux de change étant pris en charge. Mais ces mesures protectionnistes peuvent plus facilement être utilisées par les pays développés.

ECA/MRAG/95/3/TP

Résumé

Page 26

97. Les mesures sur les restrictions des importations à des fins de balance des paiements ont été préservées à la demande des pays en développement, mais avec de nouvelles disciplines.

98. Alors que le GATT a fixé les règles d'accès pour les services, l'UMA ne les a pas inclus jusqu'à présent dans ses conventions. Puisque certains pays de l'UMA sont parties contractantes du GATT, les accords de l'Uruguay Round ont donc une certaine force dans ce secteur. Ils peuvent avoir un impact sur le processus d'intégration maghrébine.

99. En ce qui concerne les investissements, les accords de l'Uruguay ont adopté l'Accord sur les mesures concernant les aspects des investissements liés au commerce (TRIMs/MIC). Les pays développés ont essayé obtenir la déréglementation, le droit d'établissement et au traitement national. L'accord a été limité en définitive à l'aspect commerce sur l'insistance des pays en développement. De plus, les pays en développement peuvent déroger à ces obligation en liaison avec, par exemple, les dispositions sur les balances de paiement. D'après la CNUCED, cet accord ne diminue pas la capacité des gouvernements à réguler les investissements étrangers.

Quelques règles UMA

100. Le protocole UMA sur les mesures de sauvegarde (de mise en oeuvre de la convention commerciale et tarifaire) répond aux mêmes préoccupations que les mesures de sauvegarde, compensatoires et anti-dumping du GATT. Il fait référence à la nécessité de la transparence et d'une concurrence saine. Il justifie la sauvegarde par de "graves perturbations et la dégradation de la situation économique ainsi que la protection des industries naissantes". Il donne des définitions importantes des notions de prix de dumping, de subvention à l'exportation. Il précise les formes et les variétés de mesures de sauvegarde. Le protocole fixe les conditions d'application des mesures anti-dumping et anti-subsidies: chaque partie contractante peut appliquer ces mesures après qu'il se soit assuré en particulier que le produit importé en des quantités croissantes a occasionné ou menacé d'occasionner des dommages graves aux productions nationales semblables souffrant de la concurrence soit qu'il retarde de façon concrète prouvée la mise en place et le développement d'industries nationales.

101. Le protocole UMA sur le certificat d'origine définit le modèle unifié de certificat d'origine, établi sous le contrôle des autorités douanières et indique la méthode de calcul de la part nationale de la valeur ajoutée, définition nécessaire pour établir l'origine nationale du produit.

102. Les accords du GATT sur les investissements sont à rapprocher de la Convention maghrébine pour l'encouragement et la protection des investissements (1990). Cette convention précise que les Etats encouragent le mouvement des capitaux entre eux, assurent: un traitement égal à celui de leurs nationaux aux investisseurs des autres Etats, la liberté de commercialisation des produits obtenus, la non ingérence dans la gestion. Elle mentionne: la liberté complète de transfert sans délais des capitaux et des bénéfices, le droit à indemnités en cas de préjudices, l'interdiction de toute nationalisation sauf conditions particulières et indemnisation adéquate. Certaines considérations de l'Accord TRIMs peut aider à la préciser.

103. Il reste donc un certain nombre de questions à préciser et approfondir pour étudier les impacts des Accords de l'Uruguay Round sur la libéralisation des échanges intramaghrébins. La présente étude a voulu apporter des éléments d'information et de réflexion aussi bien sur des questions générales du développement et du commerce international que sur des domaines techniques de la réglementation des échanges maghrébins et internationaux. Son apport sera d'autant plus positif qu'elle aura permis d'engager des débats sur les questions soulevées et de fournir une bonne base de travail aux travaux approfondis et précis à continuer rapidement.